

La République italienne et son « notaire »

UN acteur inattendu et imprévisible a fait irruption dans le jeu bien réglé de la démocratie italienne. Pour le premier fois depuis longtemps, un chef de l'Etat issu de la démocratie chrétienne, M. Francesco Cossiga, échappant à son parti d'origine, cherche à exorciser un droit qui lui garantit la Constitution mais que l'usage ne lui consentait qu'avec l'aval des partis : celui de dissoudre l'Assemblée nationale et de convoquer des élections générales anticipées.

Rien ne dit qu'il le fera après la démission, vendredi, du gouvernement Andreotti, mais M. Cossiga en a publiquement évoqué la possibilité. Naguère silencieux et distant dans son palais du Quirinal, le président s'est contenté, pendant la première moitié de son mandat, de ce rôle muet de « notaire de la République » - l'expression est de lui - qu'une lecture étroite de la Constitution lui réservait.

Il a brusquement commencé à intervenir dans la vie politique vers l'automne 1989. Faisant les uns pour telle initiative jugée positive, tantôt sévèrement les autres pour tel discours ou projet démagogique, rappelant périodiquement à l'ordre les magistrats dont il est constitutionnellement le numéro un et politiquement le bête noir, le chef de l'Etat n'a cessé depuis quelques mois de rappeler la classe politique à ses devoirs vis-à-vis de l'avenir et de la nation.

Fortement attaqué l'an dernier par l'ancien PCI pour le rôle qu'il aurait joué dans la constitution du réseau clandestin anti-communiste Gladio, le président a trouvé que ses sons démocratiques chrétiens le défendaient bien mollement et il s'est peu à peu convaincu que, le jugeant désormais gênant, ces « amis » complétaient contre lui.

MALGRÉ tout, M. Cossiga n'est pas directement à l'origine de la crise qui vient d'éclater. Techniquement, c'est le Parti socialiste (PSI) de M. Bettino Craxi, second partenaire de la coalition au pouvoir avec 15 % de l'électorat (contre 33 % à la démocratie chrétienne), qui a provoqué la chute du cabinet dirigé par M. Andreotti en réclamant un nouveau pacte de gouvernement et, surtout, un engagement ferme sur la recousse à un référendum pour connaître l'avis de l'opinion sur l'éventuelle décision au suffrage universel du prochain chef de l'Etat. La démocratie chrétienne est opposée à cette idée, mais l'actuel titulaire de la charge s'est assez plaint du rôle de potiche qu'on lui faisait jouer pour être ouvert à cette possibilité.

On murmure aussi à Rome que M. Craxi, dont les relations avec le président sont au beau fixe, et qui fut premier ministre de 1983 à 1987, se languit du pouvoir. Bref, celui qu'on appelle le « pharaon socialiste » estime que l'heure de son retour a sonné. Il a d'excellents atouts dans son jeu et le président dans sa manche.

Les anciens communistes du tout nouveau Parti démocratique de la gauche (PDS) sont actuellement en plein désarroi, démunis d'une plate-forme politique claire, laminés sur leur gauche par les vieux camarades « refondateurs ». Si jamais le pays devait aller à des élections anticipées, on voit mal comment le PDS pourrait empêcher les socialistes de M. Craxi de lui enlever une partie des 24 % de voix qu'il avait obtenus à la dernière consultation de 1990.

Lire nos informations page 4

M0146 - 0401 0 - 6.00 F



Après une démonstration de force des opposants Les premières élections libres ont lieu en Albanie

Plus de mille candidats appartenant à onze partis et mouvements politiques briguent, dimanche 31 mars en Albanie, les 250 sièges de l'Assemblée populaire. A la veille de ces premières élections libres depuis 1946, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Tirana pour soutenir l'opposition et sa principale composante, le Parti démocratique de M. Sali Berisha. De son côté, le président Ramiz Alia (communiste) a promis de respecter le verdict des urnes et s'est prononcé pour la formation d'un gouvernement de coalition.

TIRANA

de notre envoyé spécial

Sur le campus de l'université de Tirana - là même où, le mardi 10 décembre, les étudiants avaient déclenché les premières manifestations qui allaient contraindre le gouvernement à démocratiser la vie politique du pays, - environ cinquante mille personnes se sont rassemblées, vendredi 29 mars, à l'appel du Parti démocratique, la principale force d'opposition, pour

le meeting le plus important jamais tenu au pays des Aigles.

Cinquante mille personnes, soit près d'un habitant de Tirana sur cinq, n'hésitant pas à scander : « Enver-Hitler » dans une ville où, il y a à peine quelques mois, la seule critique, même murmurée, même anodine, à l'égard d'Enver Hoxha - le fondateur de l'Albanie socialiste - pouvait valoir plusieurs années de prison !

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite page 4

Le retour du Front national

Les déclarations de M. Longuet en faveur d'accords locaux avec le parti de M. Le Pen replacent celui-ci au centre du débat

par Jean-Yves Thameau

Le Front national était sorti mal en point de la guerre du Golfe. Les sondages enregistrant une forte baisse des intentions de vote en faveur du FN, M. Le Pen se raccrochait aux branches pour tenter de rendre à ses troupes une cohérence et de les remobiliser, sans grand succès, contre la justice française, considérée comme une entrave à sa « liberté d'expression », et contre M. Georges Boudarel, ancien commissaire politique du camp 113 pendant la guerre d'Indochine.

On commençait à oublier M. Le Pen, au grand regret des socialistes. Car le Front national est fort utile lorsqu'il s'agit de diviser encore un peu plus la droite. Et voici qu'un homme de droite, M. Gérard Longuet, successeur de M. François Léotard à la présidence du Parti républicain, tombe dans le pan-

neau ! Une quinzaine de jours après avoir finement observé que ce n'était vraiment pas le moment de courir derrière le Front national dont « le fonds de commerce va s'effondrer », M. Longuet a expliqué, lundi 25 mars, à Marseille il est vrai, que des accords locaux restaient possibles entre la droite et l'extrême droite pour les élections régionales de 1992. Les socialistes n'espéraient pas de si tôt un tel aveu. Que M. Michel Piotrowski, ancien ministre de l'intérieur, qui fut proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, ait affirmé, au début du mois de février, que « sans arrangement électoral avec le Front national », il n'y aura pas de retour au pouvoir » de la droite, n'avait ému presque personne.

En France, disais-il en substance, on n'a pas d'or noir mais on a des monuments historiques. Il s'agit seulement de les exploiter convenablement pour recueillir les dividendes de ce gisement. Ce discours a été entendu. Notamment par des sociétés privées - le groupe Accor ou la SCET (Société centrale d'équipement du territoire, filiale de la Caisse des dépôts et consignations). Par les collectivités territoriales également.

La réunion du Congrès russe

M. Eltsine suggère pour l'URSS un gouvernement de coalition

Malgré le succès de la manifestation organisée jeudi à Moscou par ses partisans, M. Boris Eltsine n'a pas trouvé, vendredi 29 mars, une majorité de députés pour inscrire à l'ordre du jour du Congrès russe l'élection du président de Russie au suffrage universel, pourtant approuvée par les électeurs. M. Eltsine en a été réduit à exposer une version russe du plan de réforme économique radicale, déjà refusé en octobre par M. Gorbatchev, et à demander la mise en place d'une « table ronde », qui déboucherait sur un gouvernement soviétique de coalition.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Dans un mois, dans un an. M. Boris Eltsine n'est pas au bout de ses peines s'il veut imposer son projet d'élection du président de la Russie au suffrage universel. Malgré l'approbation populaire dont il peut se prévaloir - 69,85 % des électeurs russes se sont prononcés en sa faveur au référendum du 17 mars, - il n'a pas pu mettre

cette question à l'ordre du jour du Congrès des députés russes, vendredi 29 mars.

« Le Congrès a décidé que la volonté du peuple n'était pas suffisante et c'est une honte pour nos députés. Il importait peu de décider quand l'élection aurait lieu, mais il fallait régler la question de principe dès aujourd'hui », a déclaré le président du Soviet suprême.

DANIEL VERNET

Lire la suite page 4

Léger mieux pour l'économie américaine

L'indice composite américain a enregistré une hausse de 1,1 % en février, alimentant les discours optimistes sur la fin de la récession de l'économie américaine. Cette hausse est la première depuis juin 1990 et la plus forte enregistrée depuis trois ans. Ce bon indice, comme l'annonce d'une croissance de 16,2 % de la vente des logements neufs, conforte les analyses du gouvernement de Washington qui croit à une reprise. M. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor, avait estimé que l'économie montrait des signes « tangibles » de rebond.

Toutefois la prudence s'impose encore. L'indice composite prend en effet en compte un ensemble vaste de critères dont le Dow Jones, qui a connu une flambée après le déclenchement de la guerre du Golfe. Les données de base, comme l'emploi et les commandes, restent ternes.

Lire nos informations page 15



Sartroville après les violences

■ M. Michel Delebarre veut ouvrir le dialogue avec les jeunes de la cité des Indes
■ Le Syndicat autonome des policiers met en cause les sociétés privées de gardiennage

Lire page 7 les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX et de MARC-AMBROISE RENDU

Le Monde L'ÉDUCATION

AVRIL 1991

ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS, LYCÉENS LA SANTÉ, ÇA VA ?

Egalement au sommaire :

- LE PALMARÈS 1990 DES IUT
- LES BTS, MODE D'EMPLOI
- CRÉDIT-FORMATION, LA DEUXIÈME CHANCE
- RADIOGRAPHIE DES ENSEIGNANTS DE COLLÈGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'or noir de Chambord

Un projet d'aménagement des abords du château de François I^{er} suscite des polémiques

par Emmanuel de Roux

Décidément, le « pétrole français » est bien difficile à extraire. Et les Cassandre de l'écologie culturelle dénoncent tous les jours les risques de pollution. Ce fameux « pétrole » fut détecté par M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée et éphémère secrétaire d'Etat à la culture pendant la cohabitation.

En France, disais-il en substance, on n'a pas d'or noir mais on a des monuments historiques. Il s'agit seulement de les exploiter convenablement pour recueillir les dividendes de ce gisement. Ce discours a été entendu. Notamment par des sociétés privées - le groupe Accor ou la SCET (Société centrale d'équipement du territoire, filiale de la Caisse des dépôts et consignations). Par les collectivités territoriales également.

« Nous n'avons ni mer ni montagne mais un patrimoine naturel et historique unique en Europe », explique M. Roger Goemerec, président (RPR) du conseil général du Loiret-et-Cher. Ceci nous conduit à développer un tourisme culturel qui repose en quasi-totalité sur ce patrimoine et son exploitation raisonnée. Parmi les trésors de ce patrimoine, le château de Chambord, propriété de l'Etat. Ce chef-d'œuvre de l'architecture mondiale est aujourd'hui au centre du débat.

Il y a deux ans, M. Christophe Gerondeau, directeur de la Caisse nationale des monuments historiques, a été chargé d'un rapport sur la région de la Loire, riche en châteaux comme chacun le sait. Il en a tiré la conclusion qu'il fallait une « porte » pour y accéder. Et que cette « entrée » pouvait se dresser à proximité de Chambord.

Lire la suite page 8

Les suites de la guerre du Golfe

■ Un conseiller de M. Bush a effectué un voyage secret au Proche-Orient
■ Les insurgés kurdes affirment avoir repris Kirkouk

page 3

Une cathédrale pour Evry

Une première pierre sera posée le jour de Pâques

page 7

« Grand Jury RTL-le Monde »

Mgr Vinet, ancien président de la Conférence épiscopale française, actuel évêque de Lille, invité dimanche, à partir de 18 h 30.

HEURES LOCALES

■ Les soutiens de la décentralisation. ■ Les « miracles » d'un ministre-maire, M. Roger Fauroux, dans sa commune de Saint-Girons (Ariège). ■ Les grands ensembles et la qualité de la vie : les auteurs-artistes de la Cité de la création

pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 18

Le Monde
 RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
 18, RUE FAUBOURG
 75001 PARIS CEDEX 16
 Tél. : (1) 40-86-25-25
 Télécopieur : (1) 40-86-25-99
 Tél. : 206.808 F
 ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-86-25-25
 Télécopieur : (1) 40-86-30-10
 Tél. : 261.511 F

Édité par la SARL Le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944.
 Capital social :
 620 000 F
 Principaux associés de la société :
 Société civile :
 « Les Rédacteurs du Monde »
 « Association Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde.
 Le Monde-Entreprises.
 M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde
 PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
 François Huguier, directeur général
 Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS
 Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
 Tél. MONDIPUB 206 136 F
 Tél. : 45-55-94-70 - Société filiale
 du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Impression
 du « Monde »
 12, rue de Valenciennes
 94532 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration.
 Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et
 index du Monde au (1) 40-86-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE
 Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
 ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY,
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
 Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SURSE BELGIQUE LUXEM.	AUTRES PAYS tarif normal y compris CET arret
3 mois...	400 F	572 F	709 F
6 mois...	780 F	1 123 F	1 508 F
1 an...	1 400 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER :
 par voie aérienne tarif sur
 demande.

Pour vous abonner
 RENVOYEZ CE BULLETIN
 accompagné
 de votre règlement
 à l'adresse ci-dessus
 ou par MINITEL
 36-15 LEMONDE
 code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou
 provisoires : nos abonnés sont invités
 à formuler leur demande deux
 semaines avant leur départ, en indi-
 quant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN
 D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE
 3 mois 6 mois 1 an

Non ☐ Oui ☐ ☐

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____

Code postal : _____
 Localité : _____
 Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les
 numéros propres en cas de non-réception
 PP Paris 10 111 MCN 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
 Comité de direction :
 Jacques Lesourne, gérant
 directeur de la publication
 Bruno Fraquet
 directeur de la rédaction
 Jacques Gailly
 directeur de la gestion
 Manuel Lucbert
 secrétaire général

Rédacteurs en chef :
 Jacques Amalric
 Jean-Marie Colombani
 Robert Solé
 (adjoints au directeur
 de la rédaction)
 Thomas Ferenzi
 Philippe Herveman
 Jacques-François Simon
 Daniel Vernet
 (directeur
 des relations internationales)

Anciens directeurs :
 Hubert Beuve-Méry (1944-1988)
 Jacques Fauvet (1988-1990)
 André Lesourne (1990-1991)
 André Fontaine (1991-1991)

DATES

Il y a dix ans

L'attentat contre Ronald Reagan

JOURNÉE grise, journée ordinaire, ce lundi 30 mars 1981 à Washington. Déjà la routine pour le président américain Ronald Reagan, qui a pris ses fonctions il y a un peu plus de deux mois. Cet après-midi-là, il vient de parler à l'hôtel Hilton devant la conférence des syndicats du bâtiment. Un discours obligé accueilli avec politesse : les syndicats ne sont pas précisément les plus grands supporters de Ronald Reagan, et le public est essentiellement constitué de démocrates.

Qu'importe, depuis plusieurs jours déjà la Maison Blanche fait le gros dos. Croisade antiterroriste, diatribes contre « l'empire du mal » soviétique, libéralisme économique à tout crin : le programme de la nouvelle administration, destiné à passer en force, passe en fait plutôt mal. On s'interroge sur le style « tour de table » d'entreprise de la nouvelle équipe, ou sur les boutades surprenantes de ce président septuagénaire qui suce des bonbons en réunion de cabinet et répond en pleine conférence de presse : « Comment pouvez-vous demander une chose pareille à un homme de mon âge ? »

An point que, revenant sur le raz de marée électoral qui l'a porté au pouvoir en novembre, les analystes politiques expliquent à présent que c'est essentiellement le courant conservateur républicain qui a marqué des points au Congrès. Ronald Reagan lui, en dépit d'un réel mouvement d'enthousiasme, n'aurait été élu, on somme, que pour en finir avec son prédécesseur, Jimmy Carter. Carter-le-baptiste, toujours prêt à s'excuser de tout et surtout de la grandeur de l'Amérique dans un monde aux aguets de ses moindres faux pas. Carter-le-malchance aussi, qui, c'est vrai, s'est sorti de l'humiliation de la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran que pour tomber dans le piège d'un déficit économique record.

Soit. Alors qu'entend-il exactement, ce M. Reagan, cet ancien acteur à la fois si décontracté et si attaché aux fastes de sa fonction, quand il promet, comme à la fin d'un bon western, « de rendre l'Amérique grande à nouveau » ? Plus d'un électeur reste perplexe en ce mois de mars. Un sondage Gallup publié le 18 d'a-t-il pas montré que seuls 59 % d'entre eux approuvent ses premières initiatives ? Deux mois après leur élection, Richard Nixon recueillait 73 % d'avis favorables, John Kennedy 67 %, et Jimmy Carter plafonnait à 75 %.

Un jeune déséquilibré

Un nouveau discours, une nouvelle corvée accomplie : dans cette lune de miel fuyante, Ronald Reagan redouble d'efforts pour séduire... Machinalement, il sort par une porte latérale et passe devant l'inséparable rangée de photographes et de caméras de télévision pour regagner sa voiture. Et soudain tout bascule. Trois petits bruits étouffés, presque des pétards mouillés et, parmi les regards étonnés et les sourires qui se figent, Jerry Parr, le chef de section des services de sécurité, se rue sur le président, l'attrape par la taille et le jette littéralement à l'arrière de la voiture.

Hébéti, Ronald Reagan se retrouve le visage plaqué contre l'accoudoir du siège arrière, une douleur intolérable lui brûle le haut du dos. Ce n'est qu'un peu plus tard, en cherchant difficilement sa respiration, que portant la main à sa bouche et la retirant ensanglantée il comprendra : il vient d'être victime d'un attentat.

Et tandis que la limousine qui regagnait déjà Pennsylvania Avenue et la Maison Blanche se détourne dans un crissement de pneus usés pour se diriger vers l'hôpital de l'université George-Washington qui vient d'être prévenu par radio, un corps inerte gît sur le trottoir. Celui de Jim Brady, le secrétaire de presse du nouveau président. Ce petit homme tout en rond, pétillant d'intelligence et baptisé « the Bear » (l'Ours), a bien souvent récupéré à son avantage les maladrances de son patron, le trop bavard Ronald Reagan. A présent, il vient de recevoir en pleine tête la balle qui lui était sans doute destinée.

Devant les images qui déjà envahissent les écrans des télévisions, l'Amérique stupéfaite, qui ne s'est jamais vraiment remise de l'attentat contre John Kennedy à Dallas le 22 novembre 1963, va revivre, impuissante, son canchennar. A bien des égards, les heures qui vont suivre seront cruciales. Dans l'attentat raté d'un jeune déséquilibré, ce n'est pas seulement la vie et la carrière de Ronald Reagan qui vont se jouer. Du grand exercice d'autoinspection et d'exorcisme collectif auquel vont se livrer les États-Unis naîtra en quelque sorte une Amérique nouvelle. Finalement rassurée sur elle-même, et sur ses capacités à se régénérer sous la botte de ce président sorti grandi de son rendez-vous manqué avec la mort.

Mais pour l'heure c'est la confusion la plus

totale à Washington. Et les Américains attendront cinq heures interminables pour être vraiment fixés sur le sort de leur président. Cinq heures vécues, rivés devant leurs postes de télévision où pour une fois la publicité s'interrompt pas les programmes. Jusqu'à l'écoeurement, les chaînes passeront et repasseront, les plus souvent au ralenti, les mêmes images : les voitures qui démarrent en trombe, les policiers ceinturant l'assassin présumé et les corps ensanglantés à terre dans la boucailade.

Sur ABC, rivalisant d'imagination morbide, les journalistes présenteront un véritable cours d'anatomie : un chirurgien équipé d'un mannequin démontable expliqua le parcours supposé de la balle dans le corps du président, fit pivoter le poumon de plastique, embolia, désinfecta. C'était trop. Que savait-on d'ailleurs vraiment ? Le président, que les caméras ont montré un rictus aux lèvres entrant debout à l'hôpital, était plus gravement touché qu'on ne le pensait, apprendrait-on. Une balle avait perforé le pommion gauche.

A 17 heures locale c'est l'affolement : tandis que le secrétaire de presse Brady se bat contre la mort, on annonce son décès au Capitole, pour le démentir ensuite. Dans les minutes qui passent, l'Amérique découvre avec la fragilité de ce président vieillissant et blessé sa propre fragilité. Comment, dans ces conditions, ne pas évoquer

monde entier arrivent les télégrammes de soutien : en plus du secrétaire de presse Brady qui restera handicapé à vie, l'attentat a fait deux blessés, un policier de la capitale fédérale ainsi qu'un membre des services de sécurité.

De l'auteur de l'attentat, on sait peu de chose : jeune - il a vingt-cinq ans - il s'appelle John Hinckley, c'est le fils d'un homme d'affaires qui a fait une petite fortune au Texas dans le pétrole. De ce garçon très ordinaire qui habitait chez ses parents dans le Colorado on retient seulement qu'il a eu quelques antécédents psychiatriques et qu'il fit un bref passage au Parti national-socialiste américain, un groupuscule néo-nazi qu'il a quitté en 1979. Son geste ? Il l'aurait fait pour attirer sur lui l'attention d'une toute jeune actrice, Jody Foster, prostituée éphémère dans le film *Taxi Driver*. Dans une lettre trouvée à son hôtel à Washington, il lui écrit : « Je vous prouverai mon amour par un acte historique. »

Plus tard, la presse en s'acharnant sur son passé révélera que John Hinckley avait tranquillement acheté deux revolvers de calibre 22, en octobre, dans un magasin de Dallas (Texas), à deux pes, autre symbole, de l'endroit où tomba John Kennedy. Comment ne pas s'en émuir ? Pendant quelques jours, l'éternel débat sur les armes à feu fera les gros titres des journaux. On redécouvre avec un embarras croissant

trières. Il y eut d'abord, comme on s'y attendait, une tentative de révolution de palais. Vers 16 heures, ce fameux 30 mars, le général Haig apparut dans la salle de presse de la Maison Blanche. Les mâchoires serrées, transparent légèrement sous l'émotion et perdant manifestement son contrôle, le secrétaire d'État expliqua d'une voix cassée qu'il prenait les rênes du pouvoir. Sans le savoir, il venait de signer sous l'œil des caméras l'arrêt de mort de sa propre carrière.

De fait, le pouvoir était bel et bien vacant : le président était inconscient sur une table d'opération et le vice-président rentrait en toute hâte d'un voyage interrompu au Texas et se trouvait dans l'avion. Dans l'affolement, personne ne s'occupa, alors même que, dans l'ordre de succession prévu par la Constitution, M. Haig ne venait qu'en cinquième position. Sa prestation plus tard à abandonner le pouvoir. En revanche George Bush, en devenant dès son retour le lieutenant fidèle et efficace d'un président fantôme qui plusieurs jours durant cotoiera à diriger officiellement la Maison Blanche depuis son lit d'hôpital, gagna un capital de sympathie et d'estime qui aurait pu lui dooer une tout autre stature que celle de la « doublure fidèle » image qu'il allait traîner pendant huit ans - si le



Tandis que la limousine amenant le président blessé force vers l'hôpital George-Washington, son secrétaire de presse, Jim Brady, atteint d'une balle en pleine tête, gît inerte...

la possibilité d'un mandat interrompu ? Perspective bien sombre, car déjà, comme par un fait expédié, il y a quelques jours à peine, le cabinet a connu sa première crise, ses premières rivalités. Et l'on dit à mi-voix dans Washington que le général Alexander Haig a failli démissionner.

Tout ça, parce que l'insoluble secrétaire d'État, qui se considère comme une sorte de premier ministre, a mal supporté de se voir profiter le vice-président Bush pour diriger un éventuel cabinet de crise. Si des querelles ont éclaté à propos d'un simple projet sur le papier, qu'en sera-t-il à présent que le pouvoir est pour ainsi dire vacant ?

Mais le président n'est pas mort, après tout. Il vit même, c'est ce que vient annoncer enfin à 19 h 25 le docteur Dennis O'Leary avec un grand sourire : la balle a été retirée, le président n'est pas en danger, dans deux semaines il sera sur pied. Et comme dans un conte de Noël, la meute de journalistes assaillies d'informations se désolidarise, ce n'est pas seulement la vie et la carrière de Ronald Reagan qui vont se jouer. Du grand exercice d'autoinspection et d'exorcisme collectif auquel vont se livrer les États-Unis naîtra en quelque sorte une Amérique nouvelle. Finalement rassurée sur elle-même, et sur ses capacités à se régénérer sous la botte de ce président sorti grandi de son rendez-vous manqué avec la mort.

Mais pour l'heure c'est la confusion la plus

qu'avant M. Reagan neuf autres présidents ont été l'objet d'attentats, quatre y ont trouvé la mort. Et combien d'autres, du sénateur Robert Kennedy au pasteur Martin Luther King, pérorant assassinés, victimes de cette tare de jeunesse, jamais vraiment surmontée, qu'est la violence en Amérique ?

Alors, faut-il interdire le port d'arme ? Le restreindre ? Et comment ? A peine ouvert, le débat devait retomber de lui-même, grâce au puissant lobby des partisans des armes à feu de la National Rifle Association qui n'hésite pas à brandir des amendements constitutionnels, à parler de tradition, de liberté d'expression... De toute façon, la cause était entendue. Même l'assassin en plein New-York, le 8 décembre 1980, de l'ancien « beatnik » John Lennon, chanteur adulé dont la mort avait ému le monde entier, n'y avait rien changé. Alors que faire pour un Ronald Reagan épris des vieilles valeurs individualistes de l'Ouest, qui lui-même n'hésitait pas à offrir un revolver à sa femme « pour mettre dans sa table de chevet » ? Dix ans plus tard, l'ancien président, dans un revirement spectaculaire se prononça pour un véritable contrôle. Le débat tourna court, et John Hinckley, jugé « irresponsable », fut dirigé vers un asile.

Un peu oublié, dans la confusion générale, la politique allait relâcher surface. Et c'est dans ce domaine que les conséquences de l'attentat du Hilton s'annonçaient peut-être les plus « meur-

triers », ou plutôt les stratégies médiatiques de la Maison Blanche, on en avait décidé autrement. Car profitant de cette occasion unique, les conseillers du président allaient exploiter au mieux le réel capital d'admiration et de sympathie rasé par les Américains pour leur président mirobolé. Ronald Reagan était vraiment mort sous les balles de John Hinckley, pour mieux ressusciter deux jours plus tard à sa sortie d'hôpital. Fini le président un peu excessif que l'on avait du mal parfois à prendre au sérieux. Le nouveau Reagan, le « grand communicateur », en échappant le sourire aux lèvres, avec panache, à la mort, avait en quelque sorte conjuré le mauvais sort qui pesait sur le pays, brisé le cercle maudit de la violence. Assurément, il guiderait les Américains vers un grand destin. Cette fois, ils se demandaient qu'y croire. A suivre ce président plus large que la vie, dans le paradis retrouvé d'une Amérique qui n'a jamais vraiment existé, un univers ouaté de bonne conscience sur fond de bannières étoilées, peuplé de « petites maisons sur la colline », où les hommes sont des hommes et l'idéologie toujours du bon côté. Et les défis s'alignent sans manquer, de la fin de cette « guerre froide » qui semblait devoir éternellement durer avec l'Union soviétique jusqu'à la lointaine « Tempête du désert » qui se déchaînerait un jour dans le Golfe.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

MONSIEUR VILNET

en direct sur

animé par **DOMINIQUE PENNEQUIN**

avec Henri TINCO
 et Jean-René LORE (Le Monde)
 Jeanne FERR MOND
 et Jean-Noël COGHE (RTL)

ÉVÊQUE DE LILLE

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Confusion au Kurdistan irakien

Les insurgés annoncent avoir perdu puis repris Kirkouk

Les insurgés kurdes ont annoncé vendredi 29 mars avoir perdu puis repris la ville de Kirkouk, principal bastion de la rébellion dans le nord de l'Irak, à l'issue de violents combats contre les troupes de Saddam Hussein.

Le Front du Kurdistan irakien (FKI) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avaient reconnu avoir perdu Kirkouk au terme d'une contre-offensive lancée jeudi par l'armée irakienne. Mais, ajoutant à la confusion, quelques heures plus tard, les insurgés ont annoncé qu'ils étaient à nouveau maîtres de la ville, prise une première fois déjà il y a dix jours.

« Tout Kirkouk est maintenant sous le contrôle des forces kurdes et les forces irakiennes sont en déroute », a déclaré à Londres un porte-parole du FKI, qui rassemble six mouvements d'opposition kurdes.

à une campagne qui a toutes les caractéristiques d'un génocide », a-t-il dit.

Selon le porte-parole du FKI, les forces de Saddam Hussein ont tué dans la région de Kara Handjir pour terroriser la population. En rentrant à Kirkouk, les rebelles ont découvert les rues jonchées de cadavres, dont ceux de nombreux enfants, a précisé le porte-parole de l'UPK. Dans un communiqué, le président de l'UPK, Jalal Talabani, a accusé les forces gouvernementales d'avoir lancé « une guerre d'extermination » contre le peuple kurde et a exhorté les alliés à intervenir pour stopper le massacre.

Pluie de missiles

Dans le sud de l'Irak, la ville de Samawa était à nouveau jeudi soir sous le contrôle des forces gouvernementales après cinq jours d'intenses bombardements, selon des réfugiés irakiens. Un lieutenant de l'armée irakienne, passé à la rébellion, a raconté que les forces de Saddam Hussein avaient fait tomber une pluie de missiles sur Samawa. « On ne pouvait pas répliquer. Nous n'avions que des armes légères et ils avaient des chars, des missiles et de

l'artillerie lourde », a dit le lieutenant Yahya Mohamed. « Il ne nous restait plus qu'à prendre la fuite. »

A Washington, un des porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, a réitéré la décision des Etats-Unis de ne pas intervenir. « Nous opérons en Irak sur la base du mandat de l'ONU qui consistait à expulser les irakiens du Koweït. Nous n'avons rempli notre objectif et maintenant d'obtenir un cessez-le-feu permanent, afin de pouvoir retirer nos troupes. » De surcroît, a-t-il ajouté, « la question des troubles intérieurs en Irak doit être réglée entre le gouvernement et le peuple d'Irak ». Il a en outre démenti que M. Bush approuve de la frustration concernant la non-intervention des Etats-Unis. « Le président américain, a-t-il souligné, est satisfait du fait que les militaires ont bien travaillé en repoussant l'agression irakienne. En termes de souffrances humaines, que cela soit au Koweït, en Irak ou dans tout pays, le président, bien sûr, compatit avec ces personnes. »

Apparemment sûrs de leurs succès contre les insurgés du Sud et du Nord, les irakiens, pour la première fois depuis un mois, ont autorisé vendredi des journalistes étrangers à se rendre dans le pays, promettant de les accompagner dans le Nord et le

Sud. Lors de leur séjour de deux semaines, les journalistes pourront se rendre sous escorte dans les villes du sud de Bassorah, Karbala, Najaf, Nassiriyah et Hilla, et à Kirkouk dans le Nord. Des visas seront attribués toutes les deux semaines à de nouvelles équipes. Selon un responsable irakien, il s'agit d'une « nouvelle politique de l'information » de la part du nouveau gouvernement irakien. (Reuters, AP)

□ Une déclaration de M. Kouchner. — Dans une déclaration rendue publique à Paris jeudi 28 mars, M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, regrette « que presque personne ne s'indigne lorsque, au nouveau, on tue des Kurdes irakiens, des hommes qui ne veulent aucun bouleversement de frontière, qui ne réclament pas l'indépendance, mais la démocratie pour l'Irak. Devant nous à nouveau, proclamer la sinistre escalade des mots : péril de mort, massacre d'un peuple, génocide ? Il ne faut pas laisser assassiner les Kurdes irakiens. Après avoir fait respecter le droit international, pensons au droit des hommes. Il ne faut pas laisser mourir de faim les Kurdes irakiens, il faut tenter de les aider au moins autant que l'on tente d'aider la population civile irakienne. »

Ancien ministre américain de la justice

M. Ramsey Clark dénonce les « crimes de guerre » alliés en Irak

L'ancien attorney general (l'équivalent du ministre de la justice) du président Johnson, M. Ramsey Clark, reconverti depuis dans un actif militant pacifiste, a annoncé jeudi 28 mars, la création d'une « commission internationale d'enquête » sur les « crimes de guerre » commis selon lui, par les forces américaines et alliées dans la guerre du Golfe.

Au cours d'une conférence de presse au Club des correspondants des Nations unies, M. Clark a précisé que la commission aura pour mission de réunir des preuves sur des « crimes de guerre, contre la paix et contre l'humanité » qui devront être présentées, dit-il, devant un tribunal international. L'ancien attorney general, qui a effectué une visite en Irak en février dernier lors de l'offensive aérienne, a accusé les alliés du « bombardement délibéré de civils » et affirmé que plus de 125 000 irakiens sont morts dans des bombardements alliés.

M. Ramsey Clark, qui s'attache entre autres à révéler les excès de la présidence Nixon aux Etats-Unis et n'a eu de cesse de dénoncer « l'impérialisme américain » à l'occasion de plusieurs voyages au Vietnam durant la guerre, s'était aussi illustré en participant, malgré un feu roulant de critiques dans son pays, à une conférence, organisée à Téhéran, après la prise d'otage de l'ambassade américaine sur « les ingérences américaines en Iran ». Dès le début de la crise du Golfe, il avait adopté une position hostile à l'intervention militaire des Etats-Unis. Sa dernière initiative n'a eu que peu d'écho. Au contraire, de nombreuses voix se sont élevées pour juger Saddam Hussein pour crimes de guerre, et le ministre américain a annoncé vendredi, qu'il allait traduire deux marins américains en cour martiale pour avoir tenté de fomenter une mutinerie sur un porte-avion par solidarité avec l'Irak.

Conseiller du président Bush

M. Brent Scowcroft a effectué une mission secrète au Proche-Orient

Le conseiller pour les affaires de sécurité nationale de la Maison Blanche, M. Brent Scowcroft, vient d'effectuer une mission secrète au Proche-Orient, a annoncé vendredi soir 29 mars, la Maison Blanche, confirmant les informations données auparavant par la chaîne de télévision américaine CBS.

Mais ni la Maison Blanche ni les responsables cités par CBS n'ont voulu préciser où M. Scowcroft s'est rendu. M. Scowcroft, ont ajouté ces mêmes sources, est rentré vendredi de ce séjour dont la durée n'a pas plus été révélée. Ce voyage fait suite à une tournée du secrétaire d'Etat américain James Baker dans plusieurs pays du Proche-Orient. De source américaine, on indiquait

il y a quelques jours que M. Bush se rendrait en Egypte, en Arabie saoudite, au Koweït, en Israël et peut-être aussi en Turquie durant la troisième ou la quatrième semaine d'avril.

Par ailleurs, la suite de la polémique suscitée par ses déclarations sur la fin des combats dans le Golfe (le Monde du 28 mars), dans lesquelles il laissait entendre qu'il avait été en désaccord avec la Maison Blanche, le général Schwarzkopf a présenté vendredi ses excuses à George Bush. « Je lui ai dit que j'étais tout à fait désolé que quelques mois mal choisis puissent lui avoir porté préjudice », a-t-il expliqué aux journalistes, avant d'ajouter que ses propos avaient été mal interprétés et qu'en fait il avait été tout à fait d'accord avec la décision de Washington de cesser les hostilités le 28 février. (AFP, Reuters)

Trois Marines blessés dans un attentat en Arabie saoudite

Trois Marines américains ont été légèrement blessés, vendredi 29 mars à Jubail, sur le littoral nord-est de l'Arabie saoudite, par un homme qui a tiré plusieurs coups de feu sur leur véhicule. Un porte-parole de l'armée américaine a déclaré : « Les trois militaires se trouvent à bord d'une Humvee (sorte de Jeep) ; trois autres Marines en sont sortis sains et saufs ; l'assailant, qui semblait être un civil arabe, a tiré trois à six coups d'un revolver de faible calibre, au moment où il passait avec sa voiture, à la hauteur de l'Humvee. » Des officiers saoudiens ont rapporté, sans autre précision, que plusieurs suspects avaient été arrêtés.

Cet attentat est le second commis contre les forces américaines en Arabie saoudite depuis leur déploiement au mois d'août. Le 3 février, des coups de feu avaient été tirés contre un autocar de l'armée américaine à Djeddah. Plusieurs soldats avaient été légèrement blessés par des éclats de verre. (AFP, Reuters)

M. Mitterrand et le roi Hussein prêts à « travailler ensemble » à tout processus de paix

Le président François Mitterrand et le roi Hussein de Jordanie se sont déclarés prêts, vendredi 29 mars, à « travailler ensemble » à toute initiative susceptible de favoriser l'avènement de la paix au Proche-Orient.

Les deux hommes, qui se sont entretenus pendant plus de deux heures avant de déjeuner à l'Elysée, ont indiqué qu'ils avaient évoqué en détail tous les processus de paix possibles et examiné avec une attention particulière la situation en Irak. Selon le porte-parole

de la présidence, M. Hubert Védrine, le président Mitterrand a assuré son interlocuteur que la France était « disponible pour que les ministres des affaires étrangères des deux pays examinent ensemble toutes les initiatives qui pourraient être prises entre eux et à tous les niveaux pour traiter les problèmes de la région ». « Je suis convaincu que nous travaillerons ensemble à tous les niveaux », a pour sa part, affirmé le roi Hussein. Il a souligné qu'il ne fallait pas laisser passer les chances de paix qui se présentent,

actuellement, car, a-t-il expliqué, « la fenêtre qui s'ouvre pourrait ne pas le rester longtemps ». « Le temps est venu d'une diplomatie tranquille et active » de la part de toutes les « parties animées de bonne volonté. (...) L'espérance que l'éclat difficile qui vient de passer est bien résolue et que les leçons en seront tirées pour l'avenir », a-t-il ajouté. Le souverain a insisté sur la nécessité de régler les conflits israélo-palestiniens et israélo-arabes pour « réaliser une paix juste et globale » dans la région.

LIBAN

Le gouvernement décide la dissolution des milices et la « nomination » de nouveaux députés

Le gouvernement de Beyrouth vient de décider la dissolution, dans le délai d'un mois, de toutes les milices, libanaises et non libanaises — il faut entendre, dans ce dernier cas : les groupes armés palestiniens et d'obédience iranienne — et, d'autre part, la « nomination » de quarante députés pour compléter les effectifs d'un Parlement qui, pour cause de guerre civile, n'a pas été renouvelé depuis 1972. D'autre part un attentat à la voiture piégée a fait quatre morts et vingt-six blessés, vendredi 29 mars, dans un quartier nord (chrétien) de Beyrouth. (Le Monde du 30 mars.)

accords de Taëf d'octobre 1989 en prévoyant le repli de son armée sur la plaine frontalière de la Bekaa avant septembre 1992. Sur le plan pratique, selon le projet gouvernemental, les différentes milices devront remettre l'essentiel de leur armement aux autorités libanaises d'ici le 30 avril. Avant la fin du mois de juin, l'armée régulière libanaise est censée se déployer dans tout le « réduit chrétien », au nord de celui-ci et dans les

régions druzes, ainsi que dans la banlieue sud de Beyrouth, contrôlée par le Hezbollah chiite. Puis, avant le début du mois d'octobre, cette armée devra avoir achevé sa réimplantation dans tout le reste du pays, à l'exception, sans doute, de la « ceinture de sécurité » créée au sud par Israël qui a déjà fait savoir qu'il ne se retirera que si la Syrie met un terme à son hégémonie au Liban. LUCIEN GEORGE

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : la mort de Lee Atwater, ancien président du Parti républicain

Un rocker « cruel » et repent

WASHINGTON
de notre correspondant

La scène politique américaine a perdu l'un de ses personnages les plus marquants : Lee Atwater, directeur de la campagne électorale qui conduisit à la victoire de M. Bush, est mort vendredi 29 mars, à l'âge quarante ans, d'une tumeur au cerveau. Amoureux de la vie et de la politique — celle où, pour gagner, tous les coups sont permis — ce sudiste au visage poupin et rieur avait le don de se faire des ennemis, de blesser, de toucher au défaut de la cuirasse. La manière dont il a mené la campagne du Parti républicain en 1988 a laissé un souvenir cuisant à ses victimes, au premier rang desquelles le candidat démocrate Michael Dukakis. Tandis que M. Bush jouait sur un registre plus aimable, Atwater et quelques autres se chargeaient d'ac-

complir ses basses œuvres. Son coup de maître fut l'exploitation sans relâche de la « permission de sortie » accordée par l'ex-gouverneur du Massachusetts à un condamné à mort, Willie Horton. Ce dernier en avait profité pour commettre un viol et un nouveau meurtre. Sentant que ce thème était particulièrement payant, Lee Atwater avait résolu de faire dans sa rhétorique électorale, de Willie Horton — un Noir à la figure rébarbative — « le coéquipier de Michael Dukakis ».

Transformé par la maladie

Mais il y avait aussi, à côté de l'expert en « campagne négative », un autre Lee Atwater, jazzman et rocker, qui aimait jouer (plutôt bien) de la guitare, chanter et faire des pitreries (on l'a vu mettre une guitare électrique dans les mains d'un George

Bush qui essayait de se dandiner en cadence). Un homme qui, malgré les relents de racisme associés à l'affaire Horton, était considéré comme un ami des Noirs. Et aussi un homme que la maladie avait transformé.

Ses bons et loyaux services électoraux lui avaient déjà valu la présidence du Parti républicain lorsqu'il fut atteint d'une tumeur au cerveau. La vie, y compris la vie politique, lui apparut alors sous un autre aspect, et il se mit à écrire des lettres à ceux qu'il avait blessés, et même à s'excuser publiquement pour le « cruauté » manifestée à l'égard de Michael Dukakis. La veille de sa mort, il avait reçu la visite de Ronald Reagan, dans l'hôpital où l'ancien président, dix ans plus tôt, avait été soigné après avoir été victime d'un attentat commis par un déséquilibré.


JAN KRAUZE

□ Rectificatif : les échanges Pérou-CEE. — A la suite d'une information parue dans nos éditions du 23 mars et qui a annoncé la fermeture des frontières de la CEE aux produits péruviens, par crainte de l'épidémie de choléra qui frappe le Pérou, l'ambassade de ce pays à Paris nous fait savoir que cette information, publiée sur la foi d'une dépêche, est inexacte. Les produits en provenance du Pérou, précise l'ambassade, peuvent être

librement importés dans la Communauté, pourvu qu'ils soient accompagnés d'un ou de plusieurs certificats sanitaires.

□ ETATS-UNIS : le chef spirituel de Hare Krishna condamné pour racket. — Le chef spirituel de la secte Hare Krishna, M. Kirtananda Swami Bhaktipada, cinquante-trois ans, a été condamné vendredi 29 mars, pour racket et escroquerie, par un tribunal de Virginie occidentale. Les douze

jurés l'ont reconnu coupable de six chefs d'inculpation pour escroquerie et de trois pour racket. Toutefois, le leader religieux n'a pas été inculpé dans l'affaire d'enlèvement et d'assassinat d'un membre de la secte tué par balles dans une rue de Los Angeles en mai 1986. M. Kirtananda Swami Bhaktipada risque une peine maximale de quatre-vingt-dix années d'emprisonnement et une amende de 76 millions de dollars. (AP)



1891-1991

un numéro exceptionnel

Arthur Rimbaud

GLOBE

d'avril

fnac

les Années RIMBAUD

SKY ROCK

EUROPE

ITALIE : après la démission du gouvernement Andreotti

Les socialistes réclament une réforme des institutions ou des élections anticipées

Après l'annonce de la démission de son gouvernement, vendredi 29 mars, le président du conseil sortant, M. Giulio Andreotti, devait s'expliquer devant le Sénat. En fait, il s'est contenté d'une simple déclaration non suivie de débat - ce qui a déçu les partis d'opposition.

ROME

de notre correspondant

L'écologie a été rapidement désertée par les parlementaires du Parti démocratique de la gauche (ex-PCI). « Encore une fois, et malgré la gravité de la situation, puisque la crise est non seulement politique mais aussi institutionnelle », affirmait le chef du groupe PDS, M. Ugo Pecchioli, les événements se déroulent hors de leur enceinte naturelle, qui est celle de l'Assemblée des élus.

Imperturbable, M. Andreotti, souvent interrompu par les parlementaires de l'opposition, est

revenu sur ses vingt mois de gouvernement. Il a notamment affirmé que le programme qui avait servi de plate-forme à la coalition en juillet 1989 n'est en grande partie respecté. Il a cependant dû admettre que dans deux domaines - ceux de la lutte contre le déficit budgétaire et contre la criminalité - les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des espoirs escomptés. La nécessaire mise au point pour relancer l'action gouvernementale, en vue de la dernière année de législature, a montré, selon lui, la « volonté des cinq partis de la majorité de rester unis ». Ce n'est que sur une question de forme - la méthode à adopter - qu'il a fallu se départager. Tandis que les démocrates-chrétiens auraient préféré un remaniement à l'amiable, les socialistes ont poussé à la démission du gouvernement.

Fort de cet accord, M. Andreotti s'est accommodé de la crise, qu'il prévoit sans danger de rupture puisque, a-t-il dit, « la démission du gouvernement donnera un nouvel élan à la politique nationale ».

M. Fabio Fabbrì, le président des sénateurs socialistes, a été très clair, quant à lui, sur les exigences du Parti socialiste de M. Bettino Craxi : « Il faut utiliser l'onde qui reste à la législature pour aborder, de façon efficace, la réforme institutionnelle ; autrement on risque de s'acheminer vers la dissolution du Parlement, qui serait toutefois un moindre mal ».

Les pouvoirs du président

La crise tourne autour de cette question, et seul un accord dans ce domaine entre socialistes et démocrates-chrétiens pourra éviter une rupture et des élections anticipées. Ce qu'affirment ne pas vouloir les autres partenaires mineurs de la coalition. Ce n'est pas un hasard si M. Andreotti, dans son discours, a renouvelé son appui au président de la République, soumis - a-t-il rappelé - au cours de ces derniers mois « à des attaques injustifiées ». Il a aussi regretté que l'on ait cherché à mêler à des disputes politi-

ciennes la personne du président, qui, en tant que représentant de l'unité nationale, doit être tenu au-dessus des querelles des partis.

Ce genre de discours n'a pas manqué d'être apprécié par M. Francesco Cossiga, qui, en recevant M. Andreotti, a annoncé qu'il ouvrirait, dès mercredi prochain, les consultations avec les formations politiques en y ajoutant, toutefois, des « innovations significatives ». La première a été la référence, dans le communiqué officiel du Quirinal, à l'article 92 de la Constitution - celui qui rappelle que c'est le président de la République qui nomme le président du Conseil. La coutume voulait que le chef de l'Etat fasse ses choix suivant les indications fournies par les partis. Cela risque de s'être plus le cas. En discutant avec les journalistes, M. Cossiga ne s'est pas empêché de rappeler que, « malgré ce que pensent certains experts de droit constitutionnel, le président de la République n'est pas inexistant en Italie ». (Interim.)

ROUMANIE

Les initiatives économiques de M. Roman sont contestées par le président du Sénat

BUCAREST

de notre correspondant

Quelle mouche a piqué le président du Sénat roumain, M. Alexandru Barladeanu, un des communistes historiques qui avait signé la « lettre des six » contre Ceausescu ? Lors d'une séance du Sénat, vendredi 29 mars, il s'est pris avec une rare violence au premier ministre, M. Petre Roman, membre, comme lui, du Front de salut national, au pouvoir. M. Barladeanu l'a accusé de vouloir instaurer « une dictature personnelle » et proposé un nouveau gouvernement de coalition. Le président du Sénat a aussi accusé le premier ministre d'avoir « abandonné l'appareil de production et ses hommes » et d'avoir trahi le programme initial du FSN.

L'attaque du président du Sénat, considéré comme un proche du président Ion Iliescu, intervient alors que la seconde étape de la libéralisation des prix, intervenant lundi 1^{er} avril, crée de fortes turbulences au sein du parti au pouvoir, qui redoute les réactions populaires. M. Barladeanu s'attaque donc aux réformes économiques de M. Roman, lequel, pressé par le Fonds monétaire international,

veut élargir l'ancien appareil productif par la réduction des subventions et la hausse de prix. Il s'en prend aussi au virage libéral que M. Roman a, sous le coup des contraintes extérieures, imposé au FSN, dont le programme électoral était plus « socialiste ».

Après la « distorsion de droite » - deux importants ministres du gouvernement Roman ont donné puis repris leur démission pour protester contre la formule trop douce de libéralisation des prix - s'agit-il d'une « distorsion de gauche » ou sein du FSN ? Certains à Bucarest pensent que M. Barladeanu, soixante-dix-neuf ans, communiste discipliné, agit pour le compte de M. Iliescu, qui pourrait être tenté par un gouvernement de coalition pour résister à la cure d'austérité. D'autres estiment que M. Barladeanu a simplement été piqué par le quotidien d'opposition *Romania Libera*, qui publie ce jour-là, sur toute sa première page, les signatures de plusieurs centaines d'intellectuels, chercheurs et scientifiques du pays demandant son exclusion de l'Académie roumaine pour n'avoir jamais « produit aucune œuvre scientifique ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Les premières élections libres en Albanie

Suite de la première page

Is venus de tous les coins de la capitale, agitant des petits drapeaux blancs (la couleur du Parti démocratique) ; étudiants du campus, les plus enthousiastes ; gitans des quartiers condamnés, qui vivent à huit par chambre dans des conditions inadmissibles de pauvreté ; petits employés et intellectuels...

Si, en décembre, lors du premier meeting du Parti démocratique, on comptait une infime minorité de femmes, elles étaient nombreuses vendredi, souvent accompagnées de leurs enfants, habillées de leurs plus beaux vêtements, maquillées ; elles tentaient, avec leurs quelques mots de français ou d'anglais, de dire leur émotion d'être là.

Accueilli par les slogans « Liberté, démocratie » et « Nous voulons l'Albanie comme toute l'Europe », le leader

du Parti démocratique, l'éminent cardiologue Sali Berisha, déclara : « Nous voulons échapper pour toujours à la chaîne esclavagiste de l'idéologie communiste ». Sharim Kadare, le frère de l'écrivain ; Marietta Lasa, une comédienne célèbre, Gramoz Pashko l'économiste du Parti démocratique (« Je n'ai rien à vous vendre, le Parti communiste a déjà tout vendu ») et le leader étudiant Arzen Majdari - qui promet que le prochain meeting du Parti démocratique aura lieu en plein Tiranë, sur la place Skanderbeg - prirent ensuite la parole.

Les congrès de nupture

Exactement au même moment - et il y a des comparaisons qui font mal - M. Ramiz Alia, le président de la

République et leader du Parti du travail (PTA, communiste) tenait, lui aussi, une réunion publique à Tiranë. Sous les lambris dorés et dans l'ambiance asséplée du palais des congrès de la capitale, deux mille cinq cents personnes étaient venues, sur invitation, l'entendre défendre la nouvelle ligne de son parti. Mais, si les mots étaient nouveaux - démocratie, liberté de pensée, renforcement des liens avec l'Europe... - l'atmosphère ressemblait à s'y méprendre à celle des congrès staliniens de naguère : apparatchiks en costume gris se levant comme un seul homme pour applaudir les meilleurs passages du discours, petites files sages venant apporter un bouquet de fleurs au président, poing levé de celui-ci pour saluer la salle...

M. Ramiz Alia annonça que le président de l'Assemblée populaire avait décidé de payer, désormais les ouvriers les jours de fête. Deux jours avant les élections de dimanche, cette simple mesure montrait à quel point le Parti du travail se sentait fragile. Quels que soient, en effet, les résultats du scrutin - qui ne devraient être connus que mardi et sur lesquels nul ne songe à faire un pronostic sérieux - le démocratisme semble avoir déjà gagné en Albanie. On voit en effet difficilement comment les « durs » du régime, même si l'envie doit les taillier, pourraient tenter d'aller à contre-courant du mouvement né en décembre.

La campagne électorale qui s'achève, exemplaire compte tenu de l'absence totale d'expérience démocratique dans un pays qui a vécu quarante-cinq années dans une dictature des plus dures et des plus absurdes d'Europe, aura sans doute montré l'autre visage d'une action méritant mieux que ses caricatures.

JOSE ALAIN FRALON

M. Eltsine suggère pour l'URSS un gouvernement de coalition

Suite de la première page

A l'origine, il aurait voulu que le scrutin ait lieu dès le mois de mai. Maintenant, il est prêt à accepter un délai : « On pouvait l'organiser dans un délai, mais par respect pour le peuple, il fallait décider du principe ». Rien n'est encore perdu pour lui. La session d'été sera terminée et les députés soviétiques, qui n'ont pourtant pas une longue expérience du parlementarisme, sont passés maîtres dans les débats de procédure. Il n'est pas moins que les députés communistes et les représentants des Républiques autonomes de la Fédération de Russie - ils sont souvent les mêmes - ont relevé la tête après les deux échecs enregistrés la veille à propos de la manifestation interdite, et qu'ils paraissent bien décidés à mener la vie dure à M. Eltsine et à ses amis du mouvement Russie démocratique.

Mais le porte-drapeau des réformateurs n'entend pas pour autant abandonner le terrain gagné au cours des derniers jours. Dans son rapport devant le Congrès, il a ressorti l'idée évoquée il y a quelques mois par M. Gorbatchev lui-même d'une concertation de toutes les forces politiques soviétiques, y compris « les communistes progressistes », sous la forme d'une « table ronde », comme en Pologne par exemple, qui pourrait déboucher sur la formation d'un « gouvernement de coalition, de confiance populaire et d'entente nationale ».

Depuis la fin de l'été, le président

soviétique a visiblement choisi une autre voie sous la pression de l'appareil du Parti, de l'armée et des « mangeurs d'acier », ces capitaines de l'industrie lourde et militaire, bien représentés dans le gouvernement de M. Pavlov. Mais certains membres de Russie démocratique, qui ont rencontré récemment M. Anatoli Loukianov, président du Parlement soviétique, ont eu l'impression que celui-ci n'était pas hostile à une telle proposition afin, selon M. Evgeny Ambersoumov, de « rechercher des

en commun l'été dernier par les conseillers de M. Gorbatchev et par ceux de M. Eltsine, puis refusé brusquement, du jour au lendemain, par le président soviétique. Il prévoit des mesures concrètes pour le passage à une économie de marché, une privatisation très large des entreprises par la création de fonds par actions destinés aux salariés - en 1993, les deux tiers de l'économie russe devraient appartenir au secteur privé, bien que la « désinstitution » totale soit prévue pour durer dix à quinze ans - une réforme agraire radicale, une refonte totale de la fiscalité, la réduction du déficit budgétaire afin de consolider la monnaie, l'appel à l'investissement étranger avec garanties pour le rapatriement des bénéfices.

Dans les rapports entre les Républiques, le projet russe prévoit un passage



Ah, si Kadaré était venu...

TIRANA

de notre envoyé spécial

« Si Kadaré était venu soutenir l'opposition au Parti communiste, elle aurait sûrement remporté plus de 70 % des voix ». Cette affirmation (écusson ?), souvent entendue à Tiranë, remet une nouvelle fois en question l'attitude du plus célèbre écrivain albanaise, qui a choisi de s'exiler en France. Qui pourrait, en effet, nier qu'une intervention publique de l'auteur du *Grand hiver* n'aurait pas eu un retentissement énorme en Albanie ? Dans un pays où les habitants souffrent tellement de l'image d'« ennemis » que leur colle à la peau, qui veulent avant tout ne plus être coupés de l'Europe et du monde par un cordon sanitaire idéologique ébourré, le seul véritable caution internationale de l'Albanie.

« Il est resté dans nos cœurs »

Dans quel autre pays au monde peut-on voir un tel attachement, une telle vénération pour un écrivain ? « Lorsque vous rentrerez en France, si vous la voyez, je vous en supplie : dites-lui de revenir », nous disait ainsi une femme rencontrée à deux cents kilomètres de Tiranë. Des extraits de son dernier livre, *Le Printemps albanais*, qui explique sa décision de quitter son pays en novembre dernier, ont été publiés par le journal de l'opposition et ce sont attachés.

Il semble donc évident qu'une participation d'Ismail Kadaré à la campagne électorale, aux côtés du Parti démocratique aurait grandement facilité le tâche de celui-ci. Une délégation du Parti a bien tenté, en février, d'obtenir que Kadaré

se présente aux élections. En vain. « Je ne suis pas un homme politique, je ne me sens pas capable de faire de la politique », a répondu l'écrivain.

Pourtant, ce sont les responsables du Parti du travail (communiste), qui se montrent les plus critiques à l'égard de Kadaré. « Il n'est pas un grand écrivain », commencent par dire Xhelil Djonli, secrétaire du comité central du Parti communiste, avant d'ajouter : « Toute son œuvre a été partie intégrante du peuple et du Parti du travail. C'est la forteresse d'Ismail Kadaré que j'aime dans son œuvre : il parle de l'héroïsme du peuple. Dans le *Grand hiver*, il représente la lutte du peuple et d'Enver Hodja ; dans le Concert, celle du Parti. Son œuvre est totalement nationale, scientifique, démocratique. Je n'ai pas pu comprendre son acte ». Et de conclure, perfide : « Il était un privilégié lui ; il y avait le bâtiment du comité central plus facilement que moi ».

En revanche, les responsables du Parti démocratique, comme d'ailleurs la majorité des Albanais hostiles au Parti communiste, ont d'ores et déjà absous - et même il y avait - Ismail Kadaré. « Vous, Français, vous ne pouvez pas comprendre tout ce qu'il a fait pour nous », explique ainsi Besnik Mustafaj, le fondateur du Forum des droits de l'homme. « Sans lui, que serions-nous devenus ? ». Quant au président du Parti démocratique, le cardiologue Sali Berisha, il s'enflamme au seul nom de Kadaré : « Ismail est resté dans nos cœurs, qu'il soit à Paris, New-York ou Rome. Nous n'avons pas à discuter sa décision de partir. Il est au cœur de l'Ère ». Dans ses livres.

J. A. F.

DIPLOMATIE

Le Japon et l'URSS souhaitent un contrôle des exportations d'armes vers le Proche-Orient

Les ministres des affaires étrangères japonais et soviétique, M. Taro Nakayama et Alexandre Bessmertnykh, sont tombés d'accord sur la nécessité de contrôler les exportations d'armes à destination du Proche-Orient, au cours d'un entretien, vendredi 29 mars, à Tokyo, ont indiqué des officiels japonais.

Arrivé à Tokyo vendredi, afin de préparer la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev au Japon, du 16 au 19 avril, M. Bessmertnykh a déclaré, au cours d'un premier entretien avec son homologue, que

« le contrôle de la course aux armements est nécessaire dans cette région (le Proche-Orient) et nous devons le mettre en œuvre immédiatement ». De son côté, selon des sources japonaises, M. Nakayama a insisté sur le fait que l'URSS devait accepter la responsabilité d'avoir aidé l'Irak à devenir une puissance militaire.

M. Bessmertnykh était attendu dimanche à Pékin, où il devait notamment être reçu par son homologue, M. Qian Qichen, et le premier ministre, M. Li Peng. (AFP)

Le prochain sommet de la francophonie aura lieu en novembre à Paris. - En visite officielle au Zaïre, M. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie, a évoqué, vendredi 29 mars, avec le président Mobutu, le prochain sommet de la francophonie, qui se tiendra en novembre à Paris. Ces assises de la francophonie, initialement prévues à Kinshasa, avaient été reportées à la suite du massacre commis en mai 1990 à l'université de Lubumbashi (le Monde du 30 mars). Le chef de l'Etat zaïrois a fait savoir qu'il poserait la candidature de son pays pour l'organisa-

solutions acceptables sur des problèmes concrets ». En attendant cette concertation improbable, M. Eltsine s'est livré à une attaque en règle contre la politique de M. Gorbatchev, qu'il n'a jamais nommé. « Les résultats objectifs des six dernières années montrent que nous n'avons pas eu affaire à une perestroïka, mais plutôt à la dernière phase d'une période de stagnation ». Dans la nouvelle langue de bois, « la période de stagnation » désigne le règne de Brejnev.

Une illustration de l'impasse

Deux lignes s'opposent, a-t-il poursuivi, l'une veut « maintenir et même renforcer le monopole économique du centre » et nous conduit « à la catastrophe », l'autre a pour objectif de mener à bien « des changements profonds dans tous les aspects de la vie, de moderniser l'URSS et de la transformer en une union d'États souverains ». M. Eltsine s'est prononcé pour la séparation totale entre les partis politiques et l'Etat dans la justice, l'armée, le KGB, l'administration. Il veut que la nouvelle constitution de la Russie soit totalement « déidéologisée » afin de « restaurer les valeurs universelles et d'exprimer la confiance du peuple dans la loi comme incarnation de la justice ».

Le projet économique qu'il propose a été mis au point par le premier ministre russe, M. Ivan Silov. Il s'inspire largement du « programme de cinq cents jours » élaboré

progressif aux prix mondiaux pour les échanges de matières premières, avec la création d'une chambre de commerce inter-républicaine chargée de gérer les contrats. La République de Russie se propose de passer avec le gouvernement central des accords sur l'émission de la monnaie et la conduite de la politique financière, sur la politique des prix, les relations économiques extérieures et la politique fiscale. Le gouvernement russe est cependant conscient que ce programme ne peut être réalisé qu'avec un minimum de bienveillance neutralité du pouvoir soviétique, qui est pour le moins douteuse. C'est pourquoi les changements politiques apparaissent comme la condition nécessaire des réformes. « Nous voulons faire de l'ensemble russe un instrument destiné à protéger les intérêts de la Russie dans les relations avec un centre qui est loin de respecter l'Etat de droit », dit M. Eltsine. Parfaite illustration de l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui l'Union soviétique.

DANIEL VERNET

POLOGNE : prochaine visite de M. Bielecki à Moscou. - Le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, fera, les 3 et 4 avril, une visite de travail à Moscou, a annoncé, vendredi 29 mars, l'agence PAP. Cette visite devrait être dominée par la négociation du calendrier du retrait des troupes soviétiques en Pologne et suivie d'une visite en URSS du président Lech Walesa. (AFP)

AFRIQUE

MALI : compromis entre militaires et civils

Des élections législatives et présidentielle devraient être organisées avant la fin de l'année

Malgré l'inquiétude manifestée les jours précédents par les dirigeants de l'opposition - civile - au régime du président Moussa Traoré, renversé par l'armée au début de la semaine, ceux-ci semblent avoir obtenu des garanties de la part des officiers qui ont pris le pouvoir

et formé le Conseil de réconciliation nationale (CRN).

Un porte-parole de l'armée a annoncé à la Radio-Télévision malienne, vendredi 29 mars dans la soirée, que des élections « libres », municipales, législatives et présidentielle, seront organisées au Mali

avant le 1^{er} janvier 1992. Selon un communiqué du CRN et du Comité de coordination des associations (civil), les militaires regagneront leurs casernes le 20 janvier.

Avant le scrutin, un gouvernement provisoire sera nommé par un « comité de

transition de salut du peuple ». Ce gouvernement aura pour tâche de convoquer une « conférence nationale » avant trois mois, indique le communiqué conjoint ; une nouvelle Constitution et un code électoral seront élaborés pendant la période de transition.

BAMAKO

de notre envoyé spécial

« Finalement, les pillards ont bien fait, lâche, en privé, un expert financier. Au moins, les gens auront de quoi se nourrir pendant les prochains mois. Vu le chaos économique qui s'annonce, ce n'est pas plus mal ! » Pauvre parmi les plus pauvres, le Mali, dont le revenu annuel par tête d'habitant (estimé à moins de 300 dollars) reste un des plus bas du monde, aura bien de la peine à remettre son économie sur les rails, après la vague de violences qui vient de le secouer.

Dans la capitale, comme dans la plupart des villes de province, les bureaux du Trésor public et des douanes, considérés comme les symboles du pouvoir, ont été systématiquement mis à sac et incendiés. Les feuilles d'impôts, les bulletins de salaire, les contrats

d'exportation ou d'importation : tout, on presque, est parti en fumée. Les gros commerçants, accusés de collaborer avec le régime, ont également subi la fureur dévastatrice des émeutiers.

« Pour que l'économie redémarrasse, le Mali a besoin d'argent frais. Il faut au minimum de quoi payer les fonctionnaires et aider la reprise des importations », estime le directeur de la Caisse centrale de coopération économique, M. Robert Chauvin. Selon lui, les denrées alimentaires habituellement importées - notamment le lait, le sucre et la farine de blé - vont, « à court terme », commencer à manquer. Les pénuries probables de carburant risquent, par ailleurs, de pénaliser l'économie « légale » et de favoriser un marché noir déjà très florissant.

Ce premier bilan, plutôt catastrophique, doit cependant être

relativisé. Les « organes vitaux » de la survie économique (dont le montage, la centrale thermique de Dar Salam, les usines de fabrication d'huile ou de savon - n'ont pas été touchées par les pillages. De même, la production de coton ou de céréales (le riz a été récolté en janvier) ne devrait pas être trop affectée.

Corruption générale

La France, principal bailleur de fonds du Mali, a déjà reçu des appels du pied indirects de la part de la junte militaire, reconnaît-on de source diplomatique à Bamako. Mais comment y répondre en l'absence d'interlocuteurs officiels ?

Quelle que soit la formule politique qui sera adoptée et quelle que soit la position arrêtée par

Paris, la Caisse centrale de coopération économique (dont le montant des aides représente près de 80 % de l'assistance financière de la France au Mali) aurait aujourd'hui bien du mal à reprendre ses activités. Ses bureaux ont été, en effet, entièrement saqués dans la nuit de lundi à mardi.

« On ne dispose plus d'aucune comptabilité : tout a été détruit, dispersé ou volé. Pour le moment, tout ce qu'on peut faire c'est essayer de reconstituer les dossiers », explique M. Chauvin. « La plupart des bons de virement et des chèques ont disparu. Tout a donc été bloqué auprès de la Banque centrale », précise-t-il. Selon lui, il faudra « ou moins une bonne semaine » avant que la Caisse centrale puisse à nouveau fonctionner. Nul ne peut juger que l'aide française sera aussi importante qu'elle l'a été dans le passé. Certes, en 1990, plus de

345 millions de francs avaient été versés par la seule Caisse centrale de coopération. Mais depuis le discours du président Mitterrand au sommet francophone de La Baule, en juin, les relations entre les deux capitales s'étaient nettement détériorées. L'aide budgétaire de la France était passée de 150 millions de francs en 1989 à 90 millions en 1990 pour tomber à 75 millions en 1991.

Les détournements de fonds, devenus un des sports favoris des hauts dignitaires de l'ancien régime, ont peut-être fini par agacer Paris. « Dans ce pays, tout le monde est corrompu, du bas jusqu'en haut », affirme un résident français. A lui seul, le trafic sur le carburant aurait rapporté chaque année entre 6 et 8 milliards de francs CFA.

CATHERINE SIMON

TUNISIE

L'association étudiante proche des islamistes est « suspendue »

Les autorités ont « suspendu », vendredi 29 mars, les activités de l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE) - l'une des deux organisations étudiantes, considérées comme proches du mouvement islamiste Ennahdha - et fermé ses locaux.

TUNIS

de notre correspondant

Cette mesure fait suite à la découverte, au début de la semaine, dans un local de la faculté des sciences de Tunis et dans des salles de prière de plusieurs lycées universitaires, d'un véritable arsenal : cocktails Molotov, bouteilles d'essence et de vitriol, barres de fer, chaînes, tracts, affiches et banderoles « appelant à la violence et portant atteinte au prestige du régime et de l'Etat ».

Les lieux où avait été entreposé ce matériel étaient mis à la disposition de l'UGTE, ont affirmé les autorités, qui accusent l'organisation étudiante d'être à l'origine des troubles dont l'université a été le théâtre, juste avant les vacances de printemps, qui prennent fin lundi. L'ensemble de la presse a fait un lien entre les récents actes de terrorisme revendiqués par le mouvement Ennahdha et l'activité des étudiants islamistes.

Mais ces derniers ont affirmé, au cours d'une conférence de presse, tout ignorer de l'origine du matériel découvert. « Nous sommes contre la violence et notre action se situe seulement dans un cadre syndical », ont-ils déclaré.

M. D.

BÉNIN

L'investiture du président élu est reportée

L'investiture de M. Nicéphore Soglo à la présidence du Bénin, prévue pour lundi 1^{er} avril, a été reportée, a-t-on appris vendredi 29 mars. M. Soglo est en effet hospitalisé depuis jeudi au Val-de-Grâce à Paris, pour le traitement d'une affection légère et pour un bilan de santé. L'entourage de M. Soglo a suggéré que la cérémonie se déroule le 4 avril. Le ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, s'est rendu vendredi au chevet de M. Soglo, qui souffrirait d'une crise thyroïdienne, doublée d'une crise sciatique. (AFP)

JEAN HÉLÈNE

RWANDA : après six mois de guerre civile

Un accord de cessez-le-feu a été signé avec les maquisards du Front patriotique

Le gouvernement du Rwanda et les rebelles du Front patriotique (FPR) ont signé un cessez-le-feu, vendredi 29 mars, au Zaïre. L'accord, placé sous la supervision de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), stipule une suspension complète des approvisionnements en matériel de guerre, la libération des prisonniers et le retrait des troupes étrangères. Le 1^{er} octobre 1990, quelque 1 500 rebelles du FPR avaient déclenché à partir de l'Ougende une offensive qui avait entraîné une intervention militaire du Zaïre, de la Belgique et de la France dans ce petit pays de sept millions d'habitants. Après un mois de durs combats, principalement dans le nord du pays et aux portes de la capitale, Kigali, les affrontements s'étaient réduits aux provinces de l'Akagera et de Ruhengeri. Alors que la Belgique évacuait rapidement ses parachutistes, la France laissait une compagnie de la Légion étrangère, qui va être maintenant rapatriée.

NAKIVALE

(frontière ougandaise-tanzanienne)

de notre envoyé spécial

Sur les collines de Nativale, les tentes de réfugiés ont réapparu. Trente ans après l'arrivée des premiers exilés, installés depuis lors dans la campagne environnante à quelques kilomètres de la frontière tanzanienne, il a fallu rouvrir un camp pour accueillir les Rwandais fuyant les massacres interethniques d'octobre dernier. L'invasion du Rwanda par les combattants du Front patriotique,

descendants des réfugiés de 1959, a provoqué ce nouvel exode.

Ils sont aujourd'hui près de sept mille - membres, pour la plupart, de la tribu tutsi - à avoir été pris en charge par le Haut-Commissariat aux réfugiés auprès des Nations unies (HCR). Quelques organisations non gouvernementales, dont Médecins sans frontières, apportent leur concours. Ici, l'espace ne manque pas. Ni l'eau : les réfugiés vont la puiser dans le petit lac, situé en contrebas du camp. « Les conditions sont idéales, reconnaît le responsable de Nativale. « Seulement les gens n'ont rien à faire. On a commandé des herbes et des graines pour leur permettre de cultiver un peu, et une école ouvrira en avril. » Ceux qui ont réussi à fuir avec leur troupeau ont tout perdu : une épidémie a décimé une partie du bétail, et les voleurs ont fait le reste.

Ici et là, errant des groupes d'hommes, curieusement vêtus d'un uniforme rose. C'est à ce signe que l'on reconnaît d'habitude, au Rwanda, les prisonniers de droit commun. Ceux-là sont des évadés. Ils ont pu quitter leurs cachots de Ruhengeri, quand les troupes du FPR ont investi la ville, le 23 janvier. Près de mille détenus ont ainsi retrouvé la liberté. Dans le lot, figuraient quelque deux cents prisonniers « politiques », incarcérés depuis octobre.

Donatien, qui préfère garder l'anonymat car sa famille est encore au Rwanda, assure n'avoir jamais entendu parler du FPR avant son arrestation, le 4 octobre. Ce sont ses geôliers qui lui ont révélé l'existence, en cherchant à lui faire avouer qu'il en était membre. Avec une certaine d'autres compagnons de cellule, Donatien a attendu, pendant quatre mois et demi, de passer en jugement.

En vain. Les deux seules visites auxquelles son groupe a eu droit ont été celles des représentants du Comité international de la Croix-Rouge et d'une délégation d'ambassadeurs. La procédure n'en a pas été accélérée pour autant. Simplement, ce jour-là, leur pitance s'en est trouvée améliorée.

Le 23 janvier à l'aube, des coups de feu ont retenti et, peu après, la porte de leur cellule s'est brutalement ouverte : « Sortez, on vous libère ! » ont dit les maquisards, qui les ont escortés jusque dans la forêt du parc des Volcans, sur la frontière. Donatien est parti aussitôt en direction de l'Ougende. D'autres ont choisi de rester avec les maquisards. Ce serait le cas du major Lizaïde, un officier rwandais, auteur d'une tentative de coup d'Etat en 1980. Dénué de tout, rongé par l'ennui, inquiet pour son

avenir, Donatien n'en est pas moins convaincu qu'« il faut régler la question des réfugiés rwandais une fois pour toutes ».

A en croire un responsable du FPR, installé à Kampala (Ouganda), le bilan de la guérilla est positif : « Grâce à notre action militaire, les choses ont changé sur le plan politique », affirme-t-il. Le chef de l'Etat rwandais, le président Habyarimana, n'a-t-il pas enfin pu reconnaître le droit au retour des réfugiés ? « Et annoncé un processus de démocratisation ? » La méfiance des rebelles reste vive, toutefois, vis-à-vis de celui qui, selon le FPR, a institutionnalisé la ségrégation entre Hutus et Tutsis par sa politique dite « d'équilibre ethnique et régional ».

L'annonce, le 14 mars, d'une amnistie pour les rebelles qui accepteraient de déposer les armes n'avait pas inspiré d'enthousiasme débordant dans les rangs du FPR. « Lorsqu'il s'adresse à la population en kinyarwanda, notre langue nationale, il est toujours aussi violent et sectaire : rien à voir avec le ton conciliant de ses discours en français, destinés à l'extérieur », fait-on amèrement remarquer.

Pour le FPR, la rivalité entre les Hutus et les Tutsis a été « créée de toutes pièces par le colonisateur belge ». Pour la dépasser, il faudrait rechercher l'unité nationale et démocratiser le système politique.

Ce leitmotiv candide des dirigeants rebelles n'a, hélas, pas encore convaincu les capitales occidentales - où le « régime dictatorial actuel bénéficie encore de la confiance des bailleurs de fonds ». Comme les pays de la région, lesdites capitales attendent, vraisemblablement, que l'accord de cessez-le-feu soit appliqué et que la situation se normalise.

JEAN HÉLÈNE

ASIE

LAOS : à l'occasion du cinquième congrès

L'équipe dirigeante du PC est rajeunie

Le cinquième congrès du PC laotien, qui s'est terminé vendredi 29 mars, a confirmé à la fois l'ouverture économique du pays et l'assise politique de M. Kaysone Phomvihane, numéro un du parti, qui troque le titre de secrétaire général contre celui de président. Trois membres de la vieille garde, dont le prince Souphanouvong, ont pris une semi-retraite.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Comment sauver l'économie laotienne sans faire de concessions politiques et sans remettre en cause les liens étroits entre communistes laotiens et vietnamiens ? Cette question figurait au centre des débats du cinquième congrès du Parti populaire révolutionnaire (PPR), réuni à Vientiane pendant trois jours (le Monde du 27 mars). La réponse a pris la forme d'une prudente série de demi-pas.

Le long rapport présenté par M. Kaysone Phomvihane a souligné à quel point le régime entend moderniser son économie, quitter à égarer sérieusement le troisième plan quinquennal, dont l'élaboration avait demandé une année et dont l'approche s'inspirait de la traditionnelle rhétorique marxiste.

Ennumérant au passage, non sans candeur, tout ce qui aurait dû être entrepris ces cinq dernières années pour promouvoir une économie de marché, M. Kaysone, qui est également premier ministre, a plaidé pour une véritable intégration du Laos à l'économie mondiale.

Les Laotiens, qui bénéficient d'un accès aux grands organismes de crédit internationaux - contrairement à leurs alliés de Hanoi et de Pnom-Penh - sont donc invités à tablir sur une ouverture économique croissante de leur pays. Dans ce domaine, l'Etat jouera un rôle moins important, puisque seuls des secteurs vitaux (eau, électricité et communications) sont assurés de demeurer entre les mains d'entreprises nationales.

Sur le plan politique, en revanche, M. Kaysone a clairement indiqué que le parti n'avait pas grand-chose à se reprocher et n'a pas laissé entrevoir de sérieux changements au sein de l'équipe dirigeante. Le premier ministre, âgé officiellement de soixante et onze ans, consolide son assise avec son nouveau titre de président du parti, une promotion qui aurait pour objet de lui donner davantage de latitude dans les prises de décision, en lui évitant de référer au comité central de chaque projet de réforme économique.

En raison de leur âge ou de leurs problèmes de santé, trois de ses compagnons d'armes ont quitté le bureau politique, pour une semi-

retraite, avec le titre de conseillers spéciaux du parti. Il s'agit du chef de l'Etat, le prince Souphanouvong, le « prince rouge », âgé de quatre-vingt-un ans et malade, et de deux autres octogénaires, MM. Phoumi Vongvichit et Simphon Lovansai. Les Vietnamiens en avaient fait autant lors de leur dernier congrès, en décembre 1986, en nommant conseillers spéciaux du comité central du PC, Lê Du Thôn, Truong Chinh et Pham Van Dong.

Pas d'ouverture politique

Le chef des forces armées, le général Sisavath Keobouphan, est également exclu du bureau politique mais continue de siéger au comité central. Cette mesure, dont on ignore les raisons, laisse prévoir une réorganisation du commandement militaire. Parce qu'il a également fallu remplacer l'un de ses membres, récemment décédé, le bureau politique du parti compte désormais cinq nouvelles têtes sur onze : les deux suppléants ont été promus et, parmi les trois derniers élus, figure le ministre du commerce, M. Kamphoui Keobouapha, ancien chef du parti pour la province de Saravane, présenté comme l'un des avocats de l'ouverture. Mais un autre promn, M. Thongsing Thammavong, responsable de la propagande et de la formation au sein du comité central,

passé pour un conservateur bon teint.

Le comité central de cinquante-cinq membres a été lui aussi largement renouvelé et quelque peu réajusté. Parmi ses nouveaux représentants, figurent quelques femmes ainsi que les fils respectifs du prince Souphanouvong et de M. Kaysone. Ces changements n'annoncent guère une ouverture politique : le Laos et ses quatre millions d'habitants demeurent sous l'emprise d'un Parti communiste qui n'a pas encore affiché la velléité de partager le pouvoir.

JEAN-CLAUDE POMONTI

AFRIQUE DU SUD : pour tenter de mettre fin aux violences interethniques

Nouvelle rencontre entre M. Mandela et M. Buthelezi

Le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, et le président du parti zoulou Inkatha, M. Mangosuthu Buthelezi, devaient se rencontrer samedi 30 mars à Durban pour tenter de mettre fin à la flambée de violence dans les ghettos noirs proches de Johannesburg.

Cette rencontre est la seconde entre les deux hommes, qui avaient déjà discuté le 29 janvier des affrontements entre leurs partisans. Ce sommet historique fut le premier entre l'ANC et l'Inkatha depuis 1979. L'annonce de cette rencontre fait suite à de nouvelles

violences qui ont porté le bilan des affrontements dans les ghettos noirs à près de cent cinquante morts pour le mois de mars.

Jeudi, les cadavres de sept personnes avaient été retrouvés dans le ghetto de Ndabeni, près de Richmond. Le ministre sud-africain de la justice, M. Kobie Coetsee, a décidé de mettre en place une commission d'enquête judiciaire, après la mort de douze manifestants noirs rue dimanche dernier par la police dans le ghetto noir de Daveyton, à l'est de Johannesburg. (AFP)

SOCIÉTÉ

Après les violences et la garde à vue de « casseurs »

M. Delebarre veut ouvrir le dialogue avec les jeunes de Sartrouville

Un calme précaire régnait dans la cité des Indes à Sartrouville (Yvelines), vendredi 29 mars, au lendemain des violents incidents de la nuit qui s'étaient traduits par l'incendie d'un immeuble près de la gare, et au cours duquel cinq policiers et deux jeunes avaient été blessés (le Monde du 29 mars). Le préfet des Yvelines, M. Jean-Pierre Delpont, a dénoncé vendredi « les casseurs qui ont affronté les forces de l'ordre avec des munitions ».

Sur les neuf jeunes gens, domiciliés à Sartrouville, Bezons et Argenteuil (Val-d'Oise) qui avaient été placés en garde à vue, quatre ont été remis en liberté vendredi soir, dont les trois « agresseurs présumés » de M. Laurent Wetzal, maire (UDF-CDS) de Sartrouville. Les camarades de Djamel Chettou, tué mardi 26 mars par un vigile du magasin Euromarché, devaient organiser une marche silencieuse, samedi après-midi, de la cité des Indes jusqu'à

l'hôtel de ville. Certains réclament la démission du maire, dont ils jugent l'attitude « provocatrice ». Les événements de Sartrouville ont suscité des réactions dans les syndicats policiers et dans les milieux politiques. Tandis que M. Robert Pandraud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, ancien ministre de la sécurité, demande au gouvernement de « substituer immédiatement un plan Vigipirate au plan Vigipirate », M. Pierre Carde, maire (UDF-PR) de Chan-

teloup-les-Vignes (Yvelines), commune proche de Sartrouville, estime que tous les élus ont « le devoir de s'impliquer et de trouver, à moyen terme, des solutions si nous ne voulons pas développer dans nos cités une population sans foi ni loi ». Quant à M. Michel Delebarre, ministre de la ville, il a invité les élus, les fonctionnaires, les représentants des associations et des jeunes de Sartrouville à se réunir prochainement avec lui à la préfecture des Yvelines.

La réhabilitation avait commencé à la cité des Indes

Sartrouville n'est pas un faubourg à l'abandon. Les pouvoirs publics y avaient déjà engagé depuis deux ans de multiples actions pour atténuer ses maux. Certes, on avait tardé à s'intéresser à cette « banlieue rouge » de quarante-six mille habitants, située dans les confins nord-ouest de l'agglomération parisienne. Il y a près d'une vingtaine d'années, les urbanistes y avaient élevé, sur un plateau venteux surplombant de vastes ensembles de pavillons individuels déjà anciens, un énorme pâté de tours et de barres, borné, d'un côté, par une zone industrielle et, de l'autre, par des ateliers (SIVIC) : la cité des Indes. Un pari audacieux, qui portait en lui les prémices de la ségrégation.

Ces mille cinq cents logements sociaux peurent confortables à leurs premiers occupants mais, comme bien d'autres, ces logements ont mal vieilli. L'urgence de leur modernisation sautait aux yeux : elle a été entreprise en 1989, bien tard sans doute, mais elle avance. A la fin de 1991, 740 logements HLM auront été réhabilités, soit près de la moitié de ceux qui nécessitent une intervention. L'Etat, la région et les sociétés d'HLM auront dépensé plus

de 54 millions de francs, soit un coût de 73 000 F par appartement. Les espaces extérieurs n'ont pas été oubliés. Le montant des travaux effectués l'an dernier dépasse 6 millions de francs.

Actions de terrain méconnues

Mais les architectes et les urbanistes de la délégation intercommunale à la ville (DIV) se sont vite aperçus que cette politique de réhabilitation ne suffisait pas. Le ministère de l'éducation nationale y a délimité une zone d'éducation prioritaire (ZEP). L'an dernier, les associations locales, qui s'emploient à apporter un soutien scolaire aux jeunes immigrés, à organiser des spectacles pour les adolescents, à imaginer des animations pour mobiliser les seniors et les week-ends, ont reçu des subventions d'un montant dépassant 300 000 F.

Tout cela s'est concrétisé le 2 octobre 1990 par la signature, entre l'Etat et la municipalité, d'un conventionnement de développement social des quartiers (DSQ) approuvé seulement quatre mois plus tard par le conseil municipal. Un chef de projet, M. Larroumet, a été chargé d'en suivre l'application. Elle

prévoit, dans le quartier des Indes, l'ouverture d'une crèche, d'un club de prévention, d'un centre de documentation scolaire et d'un café qui serait aussi un lieu d'animation réservé aux jeunes. Il est situé précisément sur la dalle où les commerçants ont mis la clé sous la porte.

Enfin, un sous-préfet à la ville, M. Philippe Yvin, l'un des treize élus du conseil municipal de M. Michel Delebarre (le Monde du 17 mars), venait d'être envoyé dans les Yvelines. Dès son arrivée, il avait rencontré le maire et le chef de projet DSQ de Sartrouville. Parmi la douzaine de quartiers difficiles du département, celui-ci n'était pas le plus brillant. Mais tous ceux qui se préoccupent de la situation des banlieues savent qu'un accident survenant dans l'import-export de ces quartiers change tout, peut y faire « sauter le couvercle » et, par contagion, enflammer les alentours. M. Michel Delebarre lui-même le répète depuis qu'il est en charge des quatre cents quartiers défavorisés. « Je sais, dit-il, que des événements comme ceux de Vaulx-en-Velin et aujourd'hui de Sartrouville peuvent se reproduire ici ou là et que nous devons nous en occuper, pour quoi, tout en soutenant une poli-

tique générale à long terme, je suis pressé de la faire démarrer pour qu'au moins les gens, sur le terrain, reprennent espoir ».

De fait, M. Philippe Yvin s'est rendu à Sartrouville dès le lendemain de la mort de Djamel Chettou pour y rencontrer des jeunes. Il a pu y faire deux constatations. D'abord, les adolescents lui ont paru parfaitement conscients des risques de la situation et soucieux de calmer le jeu. Mais la plupart ne connaissent pas les actions déjà amorcées en leur faveur ou bien n'en voyaient pas les effets concrets.

Trop modeste, trop tardive, trop abstraite, telle est la politique de la ville, vue du côté des jeunes banlieusards souvent sans emploi. C'est ce qu'ils disent au ministre, qui a convoqué les élus locaux, les fonctionnaires de l'Etat, les associations et les représentants des jeunes de Sartrouville à se réunir avec lui à la préfecture des Yvelines dans les prochains jours. Dialoguer, persuader, redonner l'espoir, mais aussi faire patienter ceux « qui veulent tout, tout de suite », tel est le défi permanent auquel se trouve désormais confronté M. Delebarre.

MARC AMBROISE-RENDU

Les policiers autonomes mettent en cause les sociétés privées de gardiennage

Après les violences de Sartrouville, M. Richard Gerbaud, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), a mis en demeure le gouvernement, vendredi 29 mars, de mettre en place « une véritable politique de la ville ». M. Gerbaud a par ailleurs gravement mis en cause la société de gardiennage Assistance et Sécurité, employeur du vigile qui a tué le jeune Djamel Chettou, mardi 26 mars, d'un coup de fusil à pompe. Déjà, vendredi matin 29 mars, M. Michèle Salvat, procureur au tribunal de Versailles où une information pour homicide volontaire a été ouverte et confiée à M. Yves Madra, ne cachait pas sa détermination à « examiner de très près les conditions de travail de l'officine Assistance et Sécurité ».

L'organisation syndicale des policiers a, elle aussi, commencé une enquête. Son secrétaire général a présenté un rapport de police, daté du 9 avril 1990, dans lequel on apprend que, le même jour, un enfant de onze ans, accusé d'un vol à la tire dans l'Euro-marché de Rosny-sous-Bois, avait été menacé par un vigile d'Assistance et Sécurité. Selon M. Gerbaud, l'agent de sécurité armé d'un revolver 9 mm aurait dit à l'enfant : « Je vais te tirer une balle dans la tête ».

L'atton incontrôlée

Interrogé par la police, « le vigile » déclare qu'il avait été armé sur ordre de la direction. Le responsable de cette société a lui aussi été interrogé. L'officine a été transmise au parquet qui l'a classée sans suite. Le vigile a été muté quelques mois dans un supermarché de Bercy, puis il est revenu à l'Euro-marché de Rosny en 1990, accuse

M. Gerbaud. La direction d'Assistance et Sécurité se refusait, quant à elle, à répondre, vendredi, aux questions des journalistes. « Aucune autre disposition n'a été prise. Il est scandaleux que cette société n'ait pas fait l'objet d'un plus grand contrôle », s'indigne M. Gerbaud en demandant au gouvernement de se prononcer au plus vite sur les activités des sociétés de gardiennage.

« Il faut saisir rapidement le Parlement pour débattre des problèmes de sécurité intérieure, afin de bien déterminer les compétences et le contrôle des sociétés privées mais aussi des sociétés municipales ».

Les policiers de la FASP se déclarent par ailleurs « très déçus par l'attitude des élus et des pouvoirs publics » sur le front des banlieues. « Dès le 25 octobre, dit M. Gerbaud, nous les avions alertés sur les risques qu'encourent les grandes cités. Les discours ne se sont pas traduits par la mise en place de structures et de moyens qui impliquaient l'urgence de la situation ».

« Après Vaulx-en-Velin, la manifestation des lycéens le 12 novembre, la Réunion, et aujourd'hui Sartrouville, poursuit le responsable de la FASP, les décideurs répondent à un réflexe : ils composent le 17, ils appellent la police. La police doit tout régler, tout contrôler, tout solutionner. Nous sommes la balle de ping-pong des élus et des pouvoirs publics. Mais nous, policiers, avec nos collègues gendarmes et pompiers, nous nous demandons s'il reste un pilote dans l'avion incontrôlé que constituent les banlieues ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

RELIGIONS

Dieu en ville nouvelle

A Evry est posée, le jour de Pâques, la première pierre de la première cathédrale construite depuis un siècle. Elle est à quelques mètres de la mosquée encore inachevée

« Nous devons être en plein centre-ville et nous, il n'y avait rien que des lapins qui couraient à travers champs... ». Quand Mgr Guy Herbulot, évêque d'Evry (Essonne), et le Père Alain Bobière, vicaire général, sont venus s'installer, en 1984, dans leur nouvel évêché de briques aux circonvolutions modernes, on voyait seulement à l'horizon l'agora, le centre commercial et la gare, à 800 mètres. Pour l'évêque, qui quittait sa résidence de Saint-Germain-lès-Corbeil — une ancienne école désaffectée, presque à la campagne —, cela ne faisait aucun doute : il fallait vivre au cœur de la ville nouvelle, « sentir les choses », au milieu des grès et des chantiers.

Aujourd'hui, les grues s'activent sur la future place des Droits-de-l'Homme, à deux pas de l'évêché. La mairie, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne, l'école de musique, viennent juste d'être achevés. Dimanche 31 mars, jour de Pâques, la première pierre de la cathédrale de la Résurrection aura été posée. Si Dieu et les géomètres donateurs prêtent vie au projet de cette première cathédrale construite depuis un siècle, l'édifice s'élèvera à cet endroit, dans quelques années, intégré au cœur de la cité, ni monumental ni gothique, mais cylindrique, couleur de feu (en briques d'Albi), avec à son sommet une surprenante couronne d'étoiles (1).

La création du centre-ville d'Evry-Ville nouvelle ne passe pas inaperçue. D'abord, parce que la place des Droits-de-l'Homme est la première place piétonne dans la cité à être visible d'une voie routière; ensuite, parce qu'elle révèle un changement de conception dans l'aménagement urbain de la ville. Un retour aux sources : « Au village, avec sa mairie, son église, son café du commerce... », explique M. Jacques Guyard, député (PS) de l'Essonne et maire d'Evry depuis 1983, ancien président de la Ville nouvelle de 1977 à 1983. « Avec le temps, ajoute-t-il, nous nous sommes rendu compte que les habitants avaient besoin de repères, de symboles : la mairie et l'administration, l'église et le spirituel ».

Selon ses concepteurs, la ville nouvelle, créée en 1966, développée au début des années 70, qui compte aujourd'hui 77 000 habitants et 3 300 nouveaux par an, devait s'organiser autour du centre commercial. « C'était une erreur, remarque Mgr Herbulot. On avait fait de la ville, lieu de vie, un simple lieu de consommation. Or, la vie ne peut se

réduire à la consommation. Les gens ont besoin d'autres lieux que leur domicile ou leur supermarché. » La preuve ? La création, en plein agora, d'une Maison du silence, pour échapper à l'écho du béton...

Des « catacombes » à la cathédrale

Les catholiques eux-mêmes ont changé leur manière de concevoir la vie chrétienne en ville nouvelle. La fin des années 60 avait marqué une ère des « catacombes », des petites communautés disséminées dans les quartiers, des séances liturgiques et des eucharisties dans les appartements. Alors que les immeubles sortaient de terre, que les mormons, les adventistes, la communauté juive, décidaient de construire des lieux de culte, les projets d'implantation publique d'églises de l'établissement public d'aménagement de la ville d'Evry (Eperly) restaient obstinément dans leurs cartons, à la demande du clergé. Délibérément, l'Eglise catholique se voulait discrète, souterraine, « enfouie » et se contentait de quelques mètres carrés sociaux d'appartements en guise de salle paroissiale.

Les temps ont changé. Le presbytère du village a été fermé. Les prêtres se sont installés dans la cité nouvelle. Aujourd'hui encore, le responsable du secteur paroissial, un Britannique d'une trentaine d'années, vit dans le quartier des Pyramides, à une passerelle piétonne de l'agora. Des religieuses, les dominicaines du monastère de la Croix, ont même quitté, en 1987, les 4 hectares champêtres d'Etouilles, où elles étaient installées depuis la guerre, pour s'installer dans les 640 m² d'un monastère new look, voisin de l'évêché, au cœur de la ville nouvelle.

Désormais, le besoin d'un lieu permanent se fait sentir. Ne serait-ce que pour des raisons de place : le dernier synode diocésain, qui s'est achevé en octobre 1990, s'est tenu dans les locaux du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN). Les confirmations ont lieu dans une salle des fêtes, à Bondoufle, les ordinations sous un vaste chapiteau. Mais la place d'est pas le seul alibi. L'Eglise est en quête d'une meilleure « visibilité ». « Il existe une demande manifeste de signe permanent, remarque Mgr Herbulot. Un lieu de béatitude, car on a fait trop de choses laides ou insignifiantes. » Une

demande ressentie également à la Défense et dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, où vont être construites, dans le même esprit, des églises.

A Evry, la communauté musulmane, elle aussi, se contente encore, pour le moment, d'une modeste salle de prière au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation. C'est l'islam des caves, dit ironiquement M. Khalil Merroun, son responsable, membre du Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF). Mais elle peut, d'ores et déjà, contempler à loisir la large façade et le minaret beige, fraîchement crépis, qui jouxtent le lycée Georges-Bracq.

Vaste projet architectural, le Centre culturel islamique d'Evry est bien plus qu'une simple mosquée qui pourra accueillir mille fidèles. Une bibliothèque, une école libre, un centre de formation d'imams, des chambres d'accueil, un appartement pour l'imam, une grande salle polyvalente et une mosquée s'y trouvent. Le projet, social, culturel, éducatif, s'adresse à toute la communauté de l'Essonne.

Pub et parrainage

L'émergence de ces lieux de culte en ville nouvelle pose évidemment la question de leur financement. Si les mormons ont pu se présenter jadis en tandem avec la société Digital Equipment (dont l'une en décembre dernier) auprès du public (affiche, messages radio). Des chefs d'entreprise ont été joints personnellement. Un comité de parrainage a été créé, présidé par M. Alain-Dominique Perrin, patron de Cartier international. De leur côté, les Chantiers du cardinal (12) ont apporté 5 millions de francs. Tout comme le ministère de la culture, qui, en tournant autour de la sacro-sainte loi de séparation de

l'Eglise et de l'Etat, participe au financement d'un Centre d'art sacré de 1 200 m² dont les murs mêmes seront communs à l'édifice religieux... Quant au conseil général, il débat actuellement d'un possible complément de l'apport de l'Etat « sur le décor ».

La question est tout autre pour la communauté musulmane, à qui l'on reproche souvent sa mise sous tutelle financière par les pays maghrébins et islamiques. Décidé bien avant l'édification de la cathédrale, le chantier de la mosquée a pu s'ouvrir en 1983 grâce à un prêt de 1,2 million de dollars consenti par la Banque islamique de développement, sur demande expresse de la Ligue islamique mondiale (dont le siège est à La Mecque). La Ligue est aujourd'hui propriétaire de l'édifice.

L'aménagement intérieur, inachevé, n'a pas permis d'ouvrir la salle de prière pour le ramadan 1991. La manne des premiers bienfaiteurs saoudiens s'est tarie, et les autorités marocaines, récemment intéressées, n'ont pas encore donné signe de vie pour boucler l'opération, dont le coût total devrait atteindre 35 millions de francs. M. Merroun, qui se dit « l'un des premiers à se féliciter de la construction de la cathédrale », ne peut toutefois s'empêcher d'exprimer son mécontentement envers le ministère de la culture. « Il n'y a pas que du sacré dans l'église, proteste-t-il en brandissant son projet de centre culturel. Il y a dix points de vue. D'un côté, l'Etat offre à l'Eglise 5 millions — et c'est tant mieux — parce qu'elle abritera un centre d'ort. De l'autre, l'Etat prête 5 à 6 millions de francs de TV à la construction de la mosquée, alors qu'elle obtiendra aussi un centre culturel. Il faudra qu'on me dise ce que laïcité veut dire ! »

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La cathédrale, conçue par l'architecte suisse Mario Botta, sera formée d'un double cylindre coupé sur un plan incliné. Sa dimension intérieure et extérieure seront, respectivement, de 29 mètres et 37 mètres. Elle pourra accueillir douze cents personnes.

(2) Organisme chargé de récupérer des fonds pour la construction des églises en Ile-de-France.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5488

HORIZONTALEMENT

I. Souris qu'on trouvait à Paris. On a de la peine pour les payer. — II. Peut nous secourir quand elle est forte. Tout fait. — III. Exercice auquel on peut se livrer sur une nappe. Quand tout le monde est à la tête. — IV. Un fruit charnu. A chaque coup, elle met le paquet. Permet de changer de milieu. — V. Benda d'effort. Loucha quand il est borgne. — VI. Ce qu'il y a de moins dur dans le boulot. Note. A l'origine d'une confédération. Météore de Grèce. VII. Qui ne font pas plaisir à entendre. — VIII. « Terme » de mépris. Où l'on a fait le point. Grecque. — IX. Une vogue connaissance. S'essaiment pour retrouver leurs esprits. — X. Prétreese en sabots. Une grande quantité. Coutumes. — XI. Devenir très sombre. Symbole. Pli sur le tapis. — XII. Permet de respirer. Langue étrangère. — XIII. Quand elle éclate, on peut descendre dans la rue. Moment qui précède le départ. — XIV. Qui ne sont donc pas sans ressources. Matière pour boucher. Peut blesser quand il est tranchant. — XV. Vrai ment sec. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT

1. Quand on y songe, on ne mange pas tout. Abaisse quand ça presse. — 2. Un calife. En Auvergne. — 3. Quand on est desséché, c'est qu'il y a eu beaucoup de dépenses. Un grand front. — 4. Lieu d'arrêt. En France. — 5. Disciple de saint Paul. On peut les avoir dans la nez. — 6. Pronom. Méprisé par la foule. — 7. Mettons les draps. Participe. Se lancer dans les retraits. — 8. Peut être édenté dans un parc. Qui a donc compati. — 9. Sa met dans la poche quand il est petit. Conjonction. — 10. Des

Solution du problème n° 5487

Horizontalement

I. Mirolier. — II. Eros. Anse. — III. Godet. — IV. Anse. Orion. — V. Li. Ecot. — VI. GEL. Lato. — VII. Sape. On. — VIII. Amam. Fun. — IX. Net. Taira. — X. Iris. Ni. — XI. Esquelles.

Verticalement

1. Mégaloisme. — 2. Iranie. Mers. — 3. Roda. Isatis. — 4. Osé. Élan. Sa. — 5. Toc. PTT. — 6. To. Rôle. All. — 7. Incite. Ri. — 8. Es. Tourné. — 9. Réunionnaire. — 10. Des

GUY BROUTY

par des jeunes mystérieux. La
même Port-Marie C. Maud

(1) 10, rue Pierre-Leroux,
75007 Paris.

(1) 10, rue Pierre-Leroux,
75007 Paris.

Le Monde

HEURES LOCALES

Les soutiers de la décentralisation

Avant d'être débattu au Parlement, puis appliqué sur le terrain, le droit local est écrit par les 230 fonctionnaires de la direction générale des collectivités locales

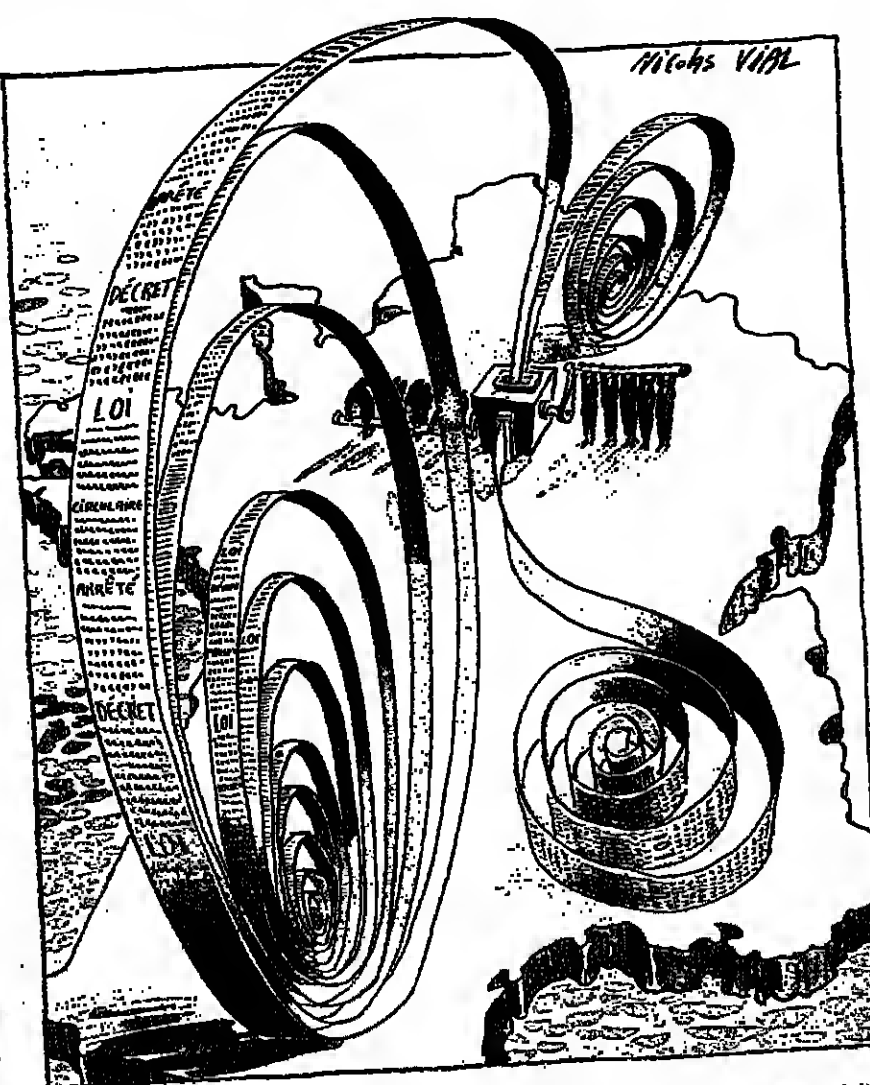
CORSE, organisation territoriale de la République, coopération intercommunale, réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), solidarité entre les communes, nouveau statut des fonctionnaires locaux comme celui des professeurs de conservatoire de musique. Avant de devenir des réalités administratives et des enjeux de batailles politiques, tous ces sujets prennent d'abord la forme de textes, avant-projets de loi, projets de décret, arrêtés, circulaires adressés aux préfets pour expliquer le B.A.-Ba, d'une procédure. Et la machine à concevoir, à fabriquer, à remettre à jour la prose compliquée qui forme l'ensemble du droit des communes, des départements et des régions, de leurs agents, et des relations avec l'Etat, s'appelle la direction générale des collectivités locales (DGCL). Quelque deux cent trente fonctionnaires du droit local et de la décentralisation y travaillent tous les jours dans un immeuble bourgeois de la place des Saussaies.

Au sein du ministère de l'intérieur, qui, pour la plupart des Français, est d'abord le ministère des préfets et de la police, la DGCL peut apparaître comme une anomalie, voire un anachronisme. Ne serait-il pas judicieux qu'elle fusionne avec la direction à l'aménagement du territoire (DATAR) quand on sait le rôle grandissant que jouent les collectivités locales dans le développement économique et l'équipement du pays? Et, depuis que la décentralisation progresse à pas de géant, nombreux sont ceux qui s'étonnent de voir encore, à Paris, une administration ministérielle qui, jusqu'en 1980-1981, n'avait qu'une philosophie en tête : la tutelle uniforme de l'Etat plutôt que le désordre à parer autonomiste de Brest à Perpignan.

Le souvenir de Guizot

La DGCL est la plus ancienne des grandes directions du ministère de l'intérieur. Elle est créée en 1802 par le conventionnel François de Nantes sous l'appellation Direction départementale et communale. La police, les préfets, seront organisés plus tard par Napoléon. Elle traite non seulement les affaires communales proprement dites, mais aussi les hôpitaux, les enfants assistés, les élections locales. C'est elle, notamment, qui préparera la loi fondamentale du 3 avril 1884 qui définit les fondements de l'organisation des communes tout en maintenant le principe d'une tutelle vigilante de l'Etat.

La DGCL a toujours été rattachée au ministère de l'intérieur, soit directement comme aujourd'hui, soit par le biais d'un secrétaire d'Etat ou d'un ministre délégué : Marc Bécavin, Christian Bonnet en 1978-1980, Yves Galland entre 1986 et 1988



avec Charles Pasqua. Mais Gaston Delferré - qui racontait volontiers que, s'il n'en avait tenu qu'à lui, il aurait souhaité s'appeler ministre de la décentralisation et de l'intérieur, et non pas l'inverse - voulait travailler en direct avec la DGCL. A tel point qu'il fit nommer, en novembre 1982, son conseiller technique chargé de la décentralisation à son cabinet, Eric Guilly, à la tête de la prestigieuse direction, ce qui provoqua un tollé dans le petit monde des hauts fonctionnaires : il n'avait que trente ans et n'appartenait pas à la préfectorale. Pierre-René

Lemas, quarante ans, administrateur civil au ministère de l'intérieur, sorti de l'ENA il y a dix ans, successeur d'une longue lignée de grands commis tel Guizot, l'ancien ministre du général de Gaulle, Bernard Cornut-Gentille ou Pierre Richard, ingénieur des Ponts et Chaussées devenu banquier, occupe la fonction depuis février 1989. « Contrairement à ce qu'on croit, la DGCL n'est pas une direction de la police nationale, elle dirige un vaste monde de fonctionnaires. Mais la majorité sont des cadres A de haut niveau. A ce titre, cette direction ressemble un peu à la

DATAR au Commissariat du Plan. » Pierre-René Lemas s'appuie sur un directeur adjoint (depuis quelques jours), sur trois sous-directeurs (finances, élus et fonction publique, compétences et institutions) et sur deux chefs de service (études et techniques, publications et documentation). Comme un ministre - c'est la tradition - il s'est entouré d'un cabinet de cinq ou six personnes qui s'occupe de la gestion interne de la direction, de la distribution des primes aux agents et du suivi d'affaires qui « prennent du temps » par exemple, les questions d'harmonisation européenne, le statut de la Corse, les affaires internationales telles que la coopération avec les collectivités locales des pays de l'Est.

La mise en musique des vœux et des propositions

Dans le cadre de la politique de modernisation de l'administration, la DGCL s'est lancée depuis plusieurs mois dans un « projet de service » : cent trente fonctionnaires ont participé le 11 janvier à Mame-la-Vallée à un séminaire pour définir les objectifs et les programmes d'action à appliquer de manière déconcentrée, sous-direction par sous-direction. « Nous n'hésitons pas, lors de nos réunions, explique Pierre-René Lemas, à nous poser des questions existentielles. Faut-il encore qu'une administration centrale s'occupe de décentralisation? Ne faudrait-il pas mieux solder les comptes? »

A propos de comptes, la DGCL gère des fortunes. La DGF, dont on parle beaucoup, atteint 85 milliards de francs et l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités, 230 milliards. Les fonctionnaires de la DGCL doivent être aguerris à toutes les subtilités des procédures interministérielles : financiers d'abord, mais aussi sociales lorsqu'il s'agit d'organiser les transferts à propos de l'aide aux moins fortunés ou scolaires lorsque l'Etat se décharge sur les régions de la construction des lycées. Michel Delebarre ou Philippe Marchand acceptent, pour arracher les voix des centristes, d'introduire un système de péréquation plus volontaire entre départements riches et pauvres? Il faut en quelques heures évaluer les conséquences juridiques, politiques et bien sûr financières de l'amendement. Bref, « mettre en musique », point par point, un vœu gouvernemental ou une proposition parlementaire.

Musique? C'est le mot d'ordre. En sortant de l'immeuble de la place des Saussaies, retournez-vous et levez la tête vers la plaque apposée sur la façade : « Le compositeur Francis Poulenc est né dans cette maison le 7 janvier 1899. »

FRANÇOIS GROSCHARD

Conseils municipaux fantômes à Roscoff

BREST

de notre correspondant

UNE affaire de conseils municipaux fantômes à Roscoff, commune côtière de 3 700 habitants du Finistère nord, fait grand bruit dans le département. Deux réunions du conseil municipal ont été enregistrées en dates du 23 juillet 1990 et du 16 janvier 1991. Les élus sont censés y avoir pris des décisions, notamment sur des passations de marchés (peu importants), la réfection de la voirie, la dette communale, l'octroi de primes au personnel communal.

Sauf à voir : ces deux réunions n'ont jamais eu lieu, mais les délibérations ont été transmises à la sous-préfecture « pour aller vite ». La commune allait devoir payer des agios, pleident le secrétaire général, M. Perick Nicodème, et le premier adjoint, M. Victor Guivarch, afin d'expliquer le « réunion » du 16 janvier, d'autant que le maire, M. Morven (PR), conseiller régional, était en convalescence suite à un accident de voiture. Un même désir d'urgence aurait présidé à celle de juillet. A cette époque, le maire était là, mais il dit tout ignorer du procédé.

Depuis que l'affaire a éclaté, le premier adjoint a remis sa démission et le secrétaire général a demandé sa mutation. Le préfet, M. Maurice Sabornin, consulte pour sa part le président du tribunal administratif avant de prendre la décision. Le procureur de la République de Morlaix s'est, lui aussi, saisi de ce dossier. « S'ils se révélaient établis, ces faits pourraient constituer des faux en écritures publiques, tels que prévus par les articles 145, 146 et 147 du code pénal », a-t-il déclaré en annonçant l'ouverture d'une enquête judiciaire.

GABRIEL SIMON

Les « miracles » d'un ministre-maire

M. Roger Fauroux annonce la création de 180 emplois dans sa commune de Saint-Girons (Ariège). Du coup, la population semble rassurée sur l'influence de son premier magistrat

SAINT-GIRONS

de notre envoyée spéciale

MALGRÉ la pluie, le froid et la bonté, plusieurs familles se sont rendues ce samedi 23 mars, à Saint-Girons, samedi 23 mars, pour voir le ministre-maire, M. Roger Fauroux (prononcer « Fauroux »), poser la première pierre d'une usine de charbonnets métalliques. Elles ont eu la bonne surprise d'apprendre la création de quatre-vingt-dix emplois qui s'ajoutent aux quatre-vingt-dix déjà annoncés en septembre dernier.

Surprise? Qui et non. Ces emplois, on les attendait depuis longtemps. Si l'on avait placé un ministre à la tête de la commune, en mars 1989, c'était bien « pour voir du boutot », et vite. On s'est même étonné de ne rien voir venir tout de suite. Au bout de quelques mois, on s'est impatienté. On a difficilement cru le maire lorsqu'il a tonné de sa casquette de Saint-Girons qu'il a tonné de sa casquette de ministre ne faisait pas de miracles. Mais lorsque la bonne nouvelle est tombée, on s'est précipité à l'hôtel de ville pour applaudir le premier magistrat comme s'il s'était agi du Père Noël en personne.

M. Roger Fauroux laisse poindre une légère émotion en évoquant cette journée. Manifestement, le grand technocrate, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, ancien PDG de Saint-Gobain, ancien directeur de l'ENA, a été touché par la grâce de la démocratie locale. Il est entré en politique deux ans, à la demande, dit-on, du président de la République, qui souhaitait voir les ministres d'ouverture posséder un mandat électif. Il a choisi Saint-Gi-

rons, terre de ses grands-parents paysans, où il possédait déjà une ancienne ferme. Son homonyme, Maurice Fauroux, maire PS sortant, l'avait en effet pris de prendre sa succession, estimant que « si un ministre n'arrivait pas à envoyer la décade de la commune, touchée par la chute de la papeterie et l'hémorragie de la jeunesse, personne ne pourrait le faire ».

C'est donc sur la place du marché de cette jolie ville commerçante, entre les vendeurs de crustacés et les fromagers de Bethmale, que M. Roger Fauroux a appris la technique du *toco manetos*, ou serrement de mains électoral, en gascogne. Les électeurs ont fait confiance à ce monsieur d'allure sobre et intimidante, portant costume brun et lunettes carrées, dont la grande simplicité, pourtant, a le généreux pouvoir de mettre à l'aise. Ils l'ont magistralement élu,

au premier tour, en lui accordant 54 % des voix (sur une liste de la majorité présidentielle). Si la fonction de ministre n'a pas produit de miracles, elle n'a pas, non plus, desservi le maire de Saint-Girons, qui s'est employé à tisser une véritable toile d'araignée régionale pour attirer des emplois dans sa commune.

Un sous-préfet développeur

M. Roger Fauroux a, bien sûr, placé dans son arrondissement l'un des soixante-neuf « sous-préfets développeurs », dont il a créé la fonction en 1988, pour coordonner les actions locales d'expansion industrielle. A la direction régionale de la recherche et de l'industrie, un ingénieur a été spécialement affecté au développement... du Couserans (partie ouest de

l'Ariège, dont la capitale n'est autre que Saint-Girons). Cet homme de terrain, qui connaît tous les projets d'investissements des entreprises, a pu faire des propositions à temps, trouver des marchés pour les industriels intéressés et marier des partenaires financiers ou commerciaux. Les industriels « ferrés » étaient envoyés à Saint-Girons où les attendaient un adjoint spécialement chargé du développement économique, que ainsi que le chef de cabinet du ministre, qui remontait l'information à Paris.

« Si nous avons obtenu cent quatre-vingts créations d'emplois au bout de deux ans, c'est grâce à la mobilisation de ce réseau industriel et à une prospection très professionnelle, remarquent les collaborateurs de M. Fauroux. On ne peut pas forcer des entrepreneurs à s'installer dans un lieu qui ne leur conviendrait pas, même si le ministre est ministre. Mais lorsqu'ils hésitent, entre deux sites comparables, la rapidité de réaction est essentielle. Il est important aussi de parler la même langue. C'est le cas avec M. Fauroux, qui est très respectueux pour son passé d'industriel. »

Pour mener à bien ce projet, le maire de Saint-Girons a créé, non sans mal, un district réunissant six communes (et devant gérer la zone industrielle). Aujourd'hui, le Couserans peut se vanter d'avoir des terrains disponibles à une heure du marché toulousain et à trois heures de Barcelone. Il lui reste encore à former de la main d'œuvre, d'où la nécessité de créer des sections de techniciens supérieurs et de BTS. D'ici trois ans, la terre d'émigration ariégeoise pourrait retrouver une nouvelle jeunesse.

RAFAËLE RIVAIS

LIRE ÉGALEMENT

Les grands ensembles et la qualité de la vie

La réhabilitation des cités ne peut se limiter à la réparation des cages d'escalier et des boîtes aux lettres. Des artistes lyonnais, réunis en coopération au sein de la « Cité de la création », travaillent depuis près de quinze ans en collaboration avec les collectivités locales pour aider les habitants à des grands ensembles à mieux vivre leurs murs. Les fresques qu'ils y dessinent, comme dans le quartier des États-Unis à Lyon, ne sont pas seulement un décor, mais l'aboutissement d'une démarche sociologique avec la population. L'art au service de la politique de la ville? Page 14

■ Des athlètes américains à Narbonne ■ La Bretagne compte ses bretonnants ■ Les Hauts-Pyrénéens contre le colonialisme administratif ■ A Camembert, les « fromages » d'un bicentenaire

Guerre des pierres à Vingrau

Un petit village des Pyrénées-Orientales se mobilise face à un projet de carrière

PERPIGNAN

de notre envoyée spéciale

C'EST un cirque grandiose. Sur plus de six kilomètres de diamètre, des falaises encaissent 630 hectares de vignes sagement alignées autour du village catalan de Vingrau. Quelques dizaines de vigneronniers y produisent d'excellents AOC. Aux beaux jours, des dizaines d'adeptes de l'escalade empruntent quelques-unes des trois cents voies tracées dans le grès. La population quasi unanime de ce village de quatre cent trente habitants s'oppose depuis un an à l'ouverture d'une carrière. Et certains se disent « prêts à tout » pour l'empêcher.

La société Omya, une des deux entreprises déjà présentes dans la commune voisine de Tautavel, voudrait en effet poursuivre l'extraction de calcaire blanc coté sur plus de 100 hectares à l'est et au sud du cirque de Vingrau. Pour Jean Crespon, son président, les réserves de Tautavel seront épuisées dans moins d'une dizaine d'années : « Ce carbonate de calcium très pur, que nous vendons aux industries du papier, nous trouve en qualité et en quantité suffisantes que dans cette zone. »

A la suite d'une demande de cette société déposée en juillet 1989, une enquête publique est ouverte fin 1989. Le commissaire enquêteur remet un avis défavorable le 15 janvier suivant. Un comité de défense est créé le 30 mars 1990 à l'initiative du maire. Alors que le premier projet est retiré, une manifestation réunie plus de trois cents personnes le 28 avril 1990. Les adhérents du Club alpin français his-

sent une gigantesque banderole « Non aux carrières » sur les falaises qui font face au site.

L'agitation atteint son apogée le 22 novembre dernier. Une réunion publique, organisée à l'insignation du maire, au cours de laquelle la société Omya présente un nouvel aménagement devant les élus de la région et l'ensemble de la population, manque de dégrader. Le député Pierre Ennève (PS), qui s'est fait huer en annonçant que « les carrières se feront de toute façon », réplique en accusant le comité de défense d'être « manipulé par la droite ». Le président et le vice-président, Henri Castany et Roland Chastagnol, ne décolèrent pas : « Dire cela dans un village qui a voté à 81 % pour François Mitterrand. »

Le comité de défense de Vingrau regroupe en effet la quasi-totalité de la population. Les viticulteurs d'abord. Autour de Louis Raynaud, le président de la cave coopérative, ils dénoncent les conséquences qu'aurait l'excavation d'une carrière à 200 mètres des premiers vignobles : « Les poussières qui se déposent vont fragiliser les vignes. Il faudra traiter contre des maladies dont elle était jusqu'à présent préservée. Cela coûtera plus cher et nos vins perdront le caractère naturel qui assure une partie de leur réputation. » Les vigneronniers de Vingrau ont à l'esprit l'expérience de leurs collègues du village voisin de Cases-de-Pène, qui se battent contre l'exploitation des carrières. Mais les représentants de la société Omya répliquent que les vignobles situés à proximité du site de Tautavel produisent un vin de qualité.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Lire la suite page 12

Le Monde

LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1990

1991 1990 - 47 F

LES MEILLEURS CHIFFRES MARCHANDS DE JOURNAUX

DÉBAT

Lycées : un test pour un véritable partenariat Etat-régions

par Patrice Martin-Lalande

ENTRE les années 70 et l'an 2000, la proportion de jeunes poursuivant leurs études jusqu'au niveau d'un bac aura été multipliée par trois. Cette vertigineuse démocratisation du secondaire constitue un véritable défi.

Grâce à la décentralisation, les conseils régionaux se sont montrés des partenaires efficaces pour relever le « défi immobilier ». Aujourd'hui, pour éviter la crise du « lycée de masse », et réussir la mutation du système éducatif qui s'impose, l'Etat doit trouver un nouvel équilibre grâce à un partenariat élargi avec les régions.

Il est facile de constater la réussite des régions dans leurs réponses aux nouveaux besoins éducatifs. Réussite immobilière : partout les régions ont su construire, dans des temps records, les milliers de places nécessaires pour accueillir à chaque rentrée le flux de nouveaux lycéens. Réussite architecturale : une fois mis au terme so carcan des normes nationales, qualité et diversité sont devenues la règle. Réussite financière : en respectant la lettre des lois de décentralisation, les régions ont pu se constituer de véritables trésors en matière de lycées, et surtout les lycées auraient connu une explosion autrement plus ravageuse que le mal-vivre de l'automne dernier. Les conseils régionaux ont décidé un lourd effort fiscal permettant d'investir cinq fois plus.

Au-delà du défi immobilier, les régions ont pris en charge l'aménagement du territoire éducatif. Les investissements sont désormais prévus en tenant compte du schéma régional des formations, défini par le conseil régional en fonction, notamment, des besoins de l'économie et de l'aménagement du territoire.

En introduisant pour la première fois dans le champ de l'éducation un partenariat ayant la compétence, la volonté et les moyens de décider, la décentralisation a démontré l'efficacité d'un nouveau dialogue. Ce partenariat doit être élargi dans trois directions pour contribuer à rendre le système éducatif apte à accueillir et à former 80 % des jeunes, et non plus seulement une petite « élite ».

1) Certaines décisions stratégiques relevant de la compétence de l'Etat ont des conséquences lourdes, directes et immédiates pour les régions. Ne serait-il pas légitime que les présidents de conseils régionaux soient, officiellement et préalablement, associés à la réflexion et à la décision sur les objectifs stratégiques du système éducatif qu'ils auront, eux aussi, la charge de mettre en œuvre ? Les conseils régionaux ne peuvent accepter d'être réduits au rôle de « tiroir-caisse ».

Ce nouveau partenariat stratégique ne peut se réduire au travail réalisé par le Conseil supérieur de l'éducation. Entre les régions et l'Etat, il est urgent de créer un lieu national de dialogue, d'échange, de

construction - enfilée concertée - de l'éducation lyonnaise de demain.

2) Autre manière de créer un nouveau partenariat : compléter la décentralisation en transférant aux régions de nouveaux domaines de compétence pour lesquels il serait plus efficace de rapprocher le centre de décision de l'usager. Les lycées sont actuellement très pénalisés par le manque de postes en personnel chargé de l'entretien des bâtiments et de la restauration ; pourquoi ne pas confier aux régions leur gestion ? Pourquoi aussi ne pas élargir les compétences régionales en matière de formations liées aux besoins locaux, d'enseignement par alternance, d'échanges européens ?

3) L'égalité était le fondement de la centralisation, dans le mythe français d'un même enseignement partout. La diversité extrême des nouveaux publics scolaires impose la « décentralisation » à l'intérieur et à l'extérieur de l'éducation nationale. La complexité du système scolaire doit être gérée non plus par le centre mais par la périphérie, c'est-à-dire les établissements scolaires.

Un volet de la redistribution des responsabilités

Le « projet d'établissement » va dans le sens d'une mobilisation des ressources locales pour mieux répondre aux besoins. Il est évident que les régions vont développer de nouvelles relations contractuelles avec les lycées dotés d'un tel projet. A condition que soient reconnues à ces lycées des marges suffisantes de liberté et que soit renforcée la position du chef d'établissement.

Le nouveau partenariat des régions pour les lycées ne constitue bien évidemment qu'un des volets de la redistribution des responsabilités éducatives. L'effort financier à réaliser d'ici quinze ans exige aussi un vrai partenariat avec les autres collectivités : communes et départements, et avec le monde des entreprises ; et un partenariat couvrant, au-delà des lycées, l'ensemble du système de formation initiale et continue. Le partenariat de demain suppose que l'éducation nationale reconnaisse - sans restriction - qu'elle n'est pas détentrice de la seule légitimité pour traiter des questions éducatives. Un partenariat élargi appelle aussi la transparence des enjeux et des résultats : l'évaluation des politiques éducatives devient une exigence fondamentale à tous les niveaux : lycée, commune, département, région...

► Patrice Martin-Lalande (RPR) est président de la commission éducation du conseil régional du Centre et membre du Conseil supérieur de l'éducation.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

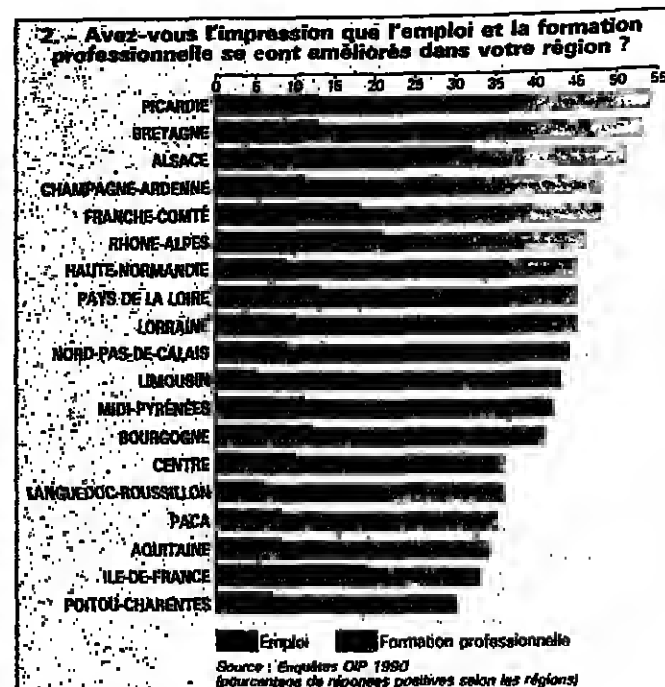
L'Observatoire interrégional du politique (OIP) a été créé en 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional. L'OIP offre à ses régions partenaires un tableau

de bord annuel de la politique sociale et économique dans chaque région ; un baromètre de l'image de la région et des attentes de l'opinion à son égard ; des analyses sur des problèmes spécifiques. Toutes les quatre semaines, nous publions ici un indicateur politique, fruit des travaux de l'OIP.

Oui à un surcroît d'impôts pour l'emploi et la formation

LES Français, en règle générale, sont hostiles à tout surcroît d'imposition. Les impôts régionaux n'échappent pas à la règle : 42 % d'entre eux, seulement, d'après l'enquête de l'OIP (1), acceptent une telle éventualité pour assurer le développement de leur région. Pourtant, les préoccupations en matière d'emploi et de formation sont si fortes qu'un effort pour les améliorer constitue une motivation suffisante pour renverser la tendance. Dans tous les groupes sociaux, une nette majorité de l'opinion (de 52 % à 70 %) accepte l'éventualité d'une augmentation d'impôts pour développer l'emploi et la formation dans leur région. En regard, le lycée fait un peu figure de parent pauvre (34 % à 53 % d'opinions favorables). La relation entre l'insertion professionnelle et l'amélioration des conditions matérielles des lycéens n'est pas toujours perçue par une opinion qui raisonne sur le court terme, malgré la diffusion dans les milieux populaires (employés, ouvriers) de la nécessité, pour tous les enfants, d'un passage par le lycée (graphique 1).

L'investissement que les régions sont prêtes à faire en matière d'emploi et de formation risque, à terme, de créer des difficultés.



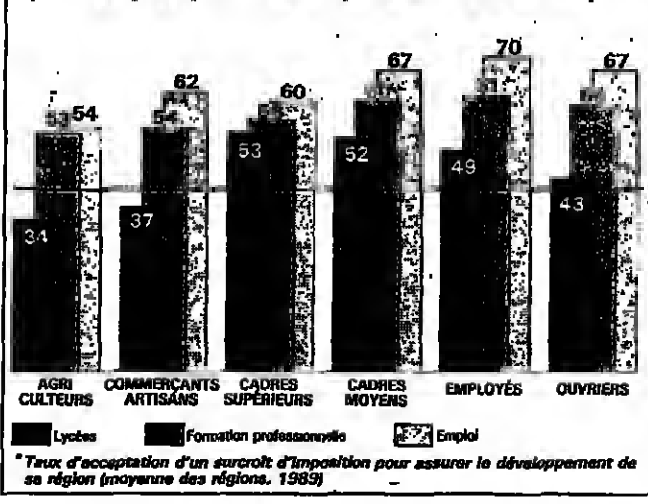
Une proportion notable de régionaux (entre 30 % et 54 % selon les cas) sont prêts à reconnaître une amélioration de la situation de

la formation professionnelle dans leur région. Sauf exception, bien peu d'entre eux (5 % à 32 %) portent le même jugement sur l'emploi (graphique 2). Les attentes de l'opinion, dont le chômage reste le premier sujet d'inquiétude, ne seront satisfaites que lorsqu'elle comprendra mieux que l'effort pour la formation professionnelle est une des conditions de l'amélioration de la situation de l'emploi.

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1990 auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes âgées de dix-huit ans et plus par région. Méthode des quotas.

Les régions partenaires de l'OIP en 1990 étaient : Alsace ; Aquitaine ; Bourgogne ; Bretagne ; Centre ; Champagne-Ardenne ; Franche-Comté ; Ile-de-France ; Languedoc-Roussillon ; Limousin ; Lorraine ; Midi-Pyrénées ; Nord-Pas-de-Calais ; Haute-Normandie ; Pays-de-la-Loire ; Picardie ; Poitou-Charantes ; Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Rhône-Alpes.

1. - Acceptez-vous un surcroît d'imposition régionale pour les lycées, la formation professionnelle et l'emploi ?



Guerre des pierres à Vingrau

Suite de la page 11

Les communs s'agitent d'instinct aux prises avec les conséquences sur l'image de la commune. L'engagement de la société Onyia de financer en partie la construction d'une route pour permettre le passage des dizaines de camions qui devront transporter jusqu'à Salses 450 000 tonnes de minerai par an ne rassure qu'à moitié Francis Caparros, l'adjoint du village qui voit déjà fuir les touristes qui remplissent gîtes et chambres d'hôtes : « Les locations rapportent près de 600 000 francs par an au village. C'est plus que la taxe professionnelle si un concasseur était installé sur la commune ».

Francis Caparros fait ainsi allusion aux rumeurs qui courent depuis quelques semaines sur l'attitude du maire. Bien qu'il soit « en tant qu'élus et en tant que citoyen hostile au projet », le socialiste militant Marcel Torredemer ne cache plus que Vingrau doit profiter d'une décision qui lui paraît inéluctable. A la taxe professionnelle pourrait en effet s'ajouter des taxes d'exploitation de 700 000 francs par an rétro-cédées par l'Office national des forêts, auquel appartiennent les terrains concernés.

M. le maire, qui carence de grands projets pour Vingrau (aérodrôme, vol à voile, centre culturel polyvalent), se heurte depuis trois ans qu'il est à la mairie à la modestie (2 millions de francs) du budget de la commune. Mais son conseil municipal ayant adopté avec lui à l'unanimité, le 2 janvier dernier, un avis défavorable au projet, Marcel Torredemer se retrouve aujourd'hui dans une situation inconfortable.

Lorsqu'il déclare, en faisant allusion aux difficultés de la viticulture dans la région : « Ce n'est pas de la carrière que Vingrau risque aujourd'hui de mourir », ses adversaires lui répondent qu'il ne tient pas compte de l'effet désastreux qu'elle produirait sur tout projet d'aménagement touristique.

Emu jusqu'aux larmes

Les adeptes de l'escalade ont déjà annoncé qu'ils fuieraient le site définitif. Les résidents du Pas-de-l'Eschelle, dont le lotissement s'élève assez inesthétiquement sur le plateau, assurent que leurs maisons vont perdre la moitié de leur valeur, ou même qu'elles deviendront invendables si une carrière s'ouvre à moins de 1 kilomètre de leurs fenêtres. Les dirigeants d'Onyia répondent que leur deuxième projet prévoit des dispositions pour dissimuler l'exploitation. Depuis quelques semaines, des expériences sont menées sur le site de Tautavel pour colorier les entailles dans les parois rocheuses.

Monique Balayer, une habitante du Pas-de-l'Eschelle, présidente de la Société catalane de botanique et d'écologie végétale, remarque que ces mesures risquent d'être inefficaces : « La carrière s'étendra sur la moitié des 200 hectares de forêts qui ont survécu aux incendies en 1983 et 1986. Chênes verts, oliviers, pistachiers, ainsi que des plantes rares comme les orchidées sauvages vont disparaître ».

L'ampleur des atteintes portées au paysage autour de Tautavel et le peu de précautions prises par Onyia pour les premiers forages sur le site

de Vingrau ont donc eu effet guère rassurant.

A la suite d'une deuxième enquête publique qui s'est poursuivie jusqu'au 4 janvier dernier, c'est un avis favorable au projet qui a été déposé sur le bureau du préfet des Pyrénées-Orientales, Cédric Jean-René Garnier, rendra avant l'été une décision qu'il affirme aujourd'hui ne pas avoir encore prise. Il a déjà répondu par deux fois le POS présenté par Vingrau : « J'ai considéré dans l'intérêt national de garder la possibilité d'y exploiter une carrière. » Même s'il ne cache pas avoir été « ému jusqu'aux larmes » par le désespoir des habitants de Vingrau, le préfet démonte cependant un par un leurs arguments : « L'exploitation du gisement sur Opoul et Salses, avec l'accord de ces communes voisines de Vingrau, ne sera pas économiquement viable en raison de la moindre qualité du minerai. La beauté du cirque de Vingrau est déjà gâchée par le lotissement du Pas-de-l'Eschelle ».

Coefficient dans l'efficacité des mesures réglementaires qui seraient imposées pour limiter les nuisances, Jean-René Garnier estime qu'il est primordial de permettre à la société Onyia de poursuivre son activité dans la région. « Elle emploie directement une centaine de personnes et près de cent cinquante sous-traitants dans un département qui détiendrait, avec 18,4 % de la population sans emploi, le triste record métropolitain du chômage ».

CHRISTOPHE DE CHENAY

BLOC-NOTES

AGENDA

□ Nouvelles règles pour les marchés publics. - Les règles applicables en matière de marchés publics ont été ou vont être profondément modifiées par des directives communautaires, des lois et des décrets. Elles seront présentées, avec toutes leurs conséquences en matière de procédure, d'efficacité et de concurrence, au cours d'une journée d'études organisée par la Fondation nationale pour la gestion des villes, le 10 avril prochain à la Maison de la chimie, à Paris.

□ Fondation pour la gestion des villes, 59, rue la Boétie, 75008 Paris. Tél. : 42-56-39-70.

□ Villes et entreprises. - Les troisièmes Journées nationales d'études villes-entreprises, organisées par la municipalité et le groupe de l'école supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, porteront cette année sur la communication, « le levier du développement local ». Elles auront lieu les 11 et 12 avril et feront intervenir des directeurs de la communication, des élus, des hauts fonctionnaires ainsi que des responsables d'agences de communication.

► Renseignements au (16-11) 73-42-63-63.

□ S'implanter. - Le deuxième Salon international de l'implantation d'entreprise et du développement local, « S'implanter », se tiendra à Paris les 10, 11 et 12 avril. Cette manifestation veut mettre en rapport les collectivités territoriales souhaitant développer leur économie et les entrepreneurs à la recherche d'un terrain d'accueil. Près de 250 collectivités ont déjà un stand pour mettre au valeur leurs atouts : infrastructure, services, environnement, main-d'œuvre... Les organisateurs ont, pour leur part, lancé 500 000 invitations auprès de décideurs français et étrangers. Ils proposeront per

ailleurs des conférences sur les stratégies d'implantation (choix immobiliers, outils juridiques et financiers, fiscalité...).

► Renseignements au (16-11) 40-76-45-00.

□ SEM et montagne. - La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte ouvrira le septième « Rendez-vous des SEM et des élus de montagne » le 12 avril à Grenoble. Il portera sur la dysfonctionnement des stations et sur les solutions que peut apporter l'économie mixte. Les participants feront aussi le point sur la question du calendrier scolaire.

► Renseignements au (16-11) 47-42-81-18.

PUBLICATIONS

□ Guide économique de la Normandie. - Le Crédit industriel de Normandie et les éditions du P'tit Normand viennent de publier la seconde édition du Guide économique de la Normandie. L'ouvrage de 640 pages, présente les secteurs économiques et sociaux ainsi que les structures administratives et territoriales de la région. En vue des élections cantonales, il passe au peigne fin les 253 cantons et les 3 235 communes.

► 120 F. Renseignements au (16) 35-72-75-25.

□ Un bilan officiel de l'activité des collectivités locales. - La direction générale des collectivités locales publie pour la huitième année consécutive le Rapport du gouvernement au Parlement sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux. Ce rapport présente les mesures prises par le ministre de l'intérieur, en liaison avec les autres ministères, pour faciliter le contrôle mais qu'un rappel des règles applicables, tant pour la collectivité que pour le contrôle budgétaire.

► SPID, 2, place des Saussaies, 75008 Paris.

□ Toulouse, autrement... - Le collection « France » des éditions Autrement vient de s'enrichir d'un nouvel ouvrage, consacré cette fois à Toulouse, « L'apocalypse, subtilité et tolérance ». Du catharisme à l'aéronautique, l'histoire de cette ville est racontée par des spécialistes : universitaires, romanciers, journalistes...

► 185 p., 95 F.

□ Un guide des musées et collections en France. Présenté par département et par ordre alphabétique des lieux, ce guide, rédigé par Alain Morel et Guy Le Vevasseur, répertorie 6 000 musées et collections en France. Il signale évidemment leurs horaires d'ouverture et les conditions d'accès, mais aussi leur intérêt spécifique.

► Guide Sest des 6 000 musées et collections en France. Le Cherche-midi éditeur, 496 p., 99 F.

TEXTES

□ Le statut des fonctionnaires territoriaux à temps non complet. - Le Journal officiel du 22 mars a publié le décret sur les dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet : conditions de création et de recrutement, positionnement, intégration à la fonction publique territoriale, etc.

□ Comment appliquer le CSG ? - Le ministre de l'intérieur et le ministre délégué au budget viennent d'adresser aux préfets de département une circulaire relative à la mise en œuvre de la contribution sociale généralisée par les collectivités et les établissements publics locaux. Ce texte indique le champ d'application, l'assiette et la base à prendre en compte, ainsi que les méthodes de recouvrement.

HEURES LOCALES

Des athlètes américains à Narbonne

Le Languedoc-Roussillon souhaite valoriser son image en devenant un « lieu de répétition générale » pour les participants aux J.O. de Barcelone

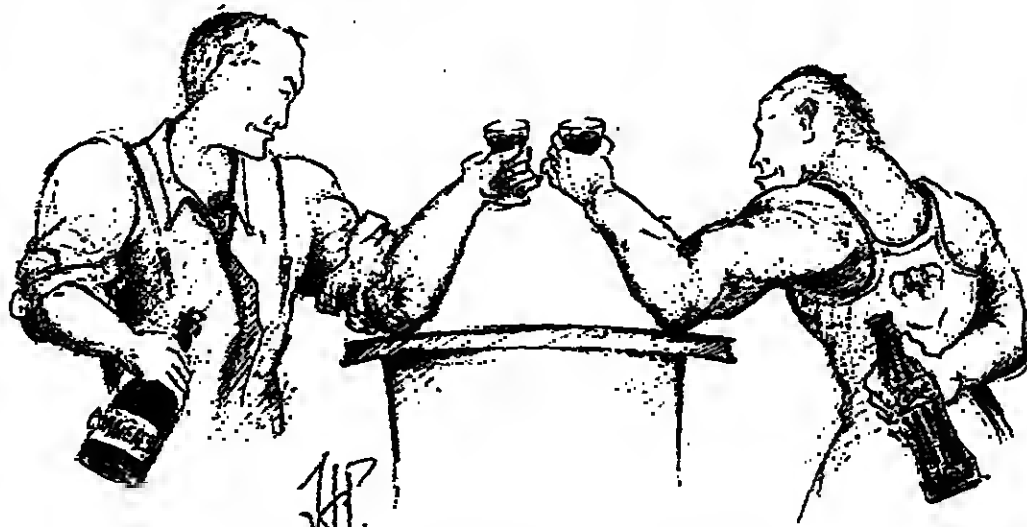
INDIANAPOLIS

de notre envoyé spécial

AVEC plaisir, M. Jacques Blanc, président du conseil régional Languedoc-Roussillon, savoure l'instant. Dans le salon de cet hôtel d'Indianapolis, à deux pas du temple du basket américain, il s'apprête à concrétiser un rêve. Cette idée, légèrement prétentieuse, de transformer son pays d'Océ en base avancée des prochains Jeux olympiques de Barcelone devient enfin réalité. Sa signature et celle du directeur général du TAC, la Fédération américaine d'athlétisme, au bas d'une convention de partenariat matérialisent la réussite de l'entreprise.

« Je souhaitais montrer qu'une région est capable de lancer un grand projet sportif qui valorise son image », explique M. Jacques Blanc. Dès son élection à la présidence de la région, en 1986, l'ancien secrétaire général du Parti républicain s'efforçait d'obtenir l'organisation des Jeux méditerranéens au pays du rugby. La tâche est rude pour une manifestation dont l'audience demeure limitée aux États riverains de la Grande Bleue. Un premier échec face à Athènes, pour l'édition 1991, ne le décourage pas. Devenu président du comité de candidature, il multiplie les démarches et mobilise les énergies locales pour « vendre la région Languedoc-Roussillon ».

Cette nouvelle aventure se transforme en succès à la fin de l'année 1988. « A la majorité des voix, notre candidature est enfin retenue pour les XII^{es} Jeux méditerranéens en 1993 », raconte-t-il avec un brin d'émotion. Mais ces années de démarches, de « lobbying sportif », selon son expression, lui permet-



tent de découvrir que la région a une carte à jouer auprès des Jeux des « grands ». « Les infrastructures que nous prévoyons pour accueillir les athlètes méditerranéens peuvent aussi intéresser des fédérations sportives qui préparent les Jeux de Barcelone, comme lieu de répétition générale avant le mois de juillet 1992. »

L'idée d'un Espace olympique Languedoc-Roussillon est née. M. Jacques Blanc, homme d'action, ne se contente pas d'agiter son nouveau drapeau qui fait sourire les habitants du Sud. Il crée une structure, confiée à M. André Cazenave-Verges, un ancien colonel commandant du bataillon de Joinville, chargée de présenter les atouts d'une région proche de la

Catalogne. Démarches auprès des fédérations et visites des sites se multiplient pendant l'année 1990. L'équipe de football des Emirats arabes unis passe un mois près de Nîmes pour préparer le Mondial italien, alors que les demoiselles de la gymnastique américaine s'entraînent dans la même ville avant les Championnats du monde de Stuttgart.

Le « paquet-cadeau » de la ville

La signature de la convention avec le TAC est le résultat de ces contacts, de ces déplacements, de ces heures de discussions avec des responsables américains aussi soucieux des conditions de sécurité que de la qualité des breakfasts

servis à leurs athlètes. « Narbonne est le meilleur endroit pour l'entraînement de nos athlètes, au terme d'une étude des diverses possibilités », propose M. Orlan C. Cassel, directeur du TAC. Les candidatures de villes italiennes ou de cités de la Costa Brava n'ont pas pesé lourd face au « calme de la ville de Narbonne ».

Moyennant le versement de 130 000 dollars, l'équipe US d'athlétisme bénéficiera du 7 juillet au 4 août 1992 d'un stade de l'« Egassial » rénové, d'un hôtel trois étoiles directement relié aux pistes d'entraînement et d'une salle de musculation. Un « paquet-cadeau » offert par une municipalité de Narbonne quelque peu poussée par M. Jacques Blanc. Ce

premier contrat rend crédible un dossier qu'il porte avec constance depuis plusieurs années. Il n'a aussi valeur d'exemple pour d'autres équipes tentées de suivre les traces de la bande à Carl Lewis dans les villes aux toits de tuile rouge.

Au cours de leur séjour aux États-Unis, au début du mois de mars, les responsables du Comité d'organisation des Jeux méditerranéens ont rencontré les dirigeants des fédérations américaines de natation, de lutte, de volley-ball, de cyclisme et de gymnastique. Les visiteurs à l'anglais déformé par le chewing-gum vont hanter les sites sportifs de Nîmes à Montpellier en passant par Carcassonne et In Lœre, dans les mois qui viennent. « Nous avons aussi des contacts avec des fédérations canadiennes, australiennes et coréennes, qui vont être favorablement impressionnées par la signature du premier contrat », remarque M. Jacques Blanc.

Le président du conseil régional est persuadé que son Espace olympique va rapidement convaincre de nouveaux clients. « Grâce au sport, nous allons faire rayonner l'image du Languedoc-Roussillon », assure-t-il, en imaginant les journalistes et les caméras de télévision en embuscade dans les rues de Narbonne pour gouter les sorties des stars du sprint.

L'objectif de M. Blanc est de vendre, grâce à ces visiteurs de marque, les « qualités économiques et agricoles » de sa région en espérant séduire quelques industriels à la recherche de nouveaux lieux d'implantation en Europe.

SERGE BOLLOCH

REPÈRES

Auvergne

Le Puy voit grand

Le département de la Haute-Loire ayant pris pour slogan « Développons nos richesses », les autorités civiles et religieuses ont décidé de montrer l'exemple en mettant à l'étude un programme ambitieux d'adaptation d'un vaste ensemble hospitalier. Le Puy-en-Velay est en effet riche d'un hôtel-Dieu et d'un hôpital général, des bâtiments chargés d'histoire, mais inadaptés à la vie moderne.

L'hôtel-Dieu a été fondé en 596 pour accueillir les pèlerins qui venaient au Puy par dévotion à la Vierge noire ou qui faisaient étape sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle. Au treizième siècle les pèlerins étant moins nombreux, l'hôtel-Dieu fut essentiellement ouvert aux pauvres. Enfin, au seizième siècle, le pouvoir royal se substitua aux autorités religieuses pour l'accueil des malades et construisit des hôpitaux généraux. Celui du Puy fut inauguré en 1687.

Cet énorme ensemble intéresse, d'une part, le conseil général, qui « vise » l'hôpital général pour y établir le futur hôtel du département et y regrouper tous ses services. D'autre part, l'évêché et la ville du Puy envisagent de mener une opération conjointe dans l'hôtel-Dieu, qui pourrait abriter une cité épiscopale, une cité d'étudiants et des locaux à vocation socio-culturelle.

Les chiffres avancés pour le moment donnent une idée de l'importance du projet : plus de 100 millions de francs pour chacune des deux opérations. Le seul concours d'architectes, lancé pour donner des éléments d'appréciation aux différents décideurs, est doté de 1 million de francs. Des chiffres qui prennent toute leur signification quand on sait que la Haute-Loire, avec ses quelque 200 000 habitants, figure parmi les vingt-cinq départements les plus pauvres de France. Son budget est de 600 millions de francs et celui du chef-lieu de 150 millions.

A Camembert : les « fromagères » d'un bicentenaire

Les manifestations commerciales pour célébrer l'invention de Marie Harel aiguisent les appétits et la concurrence en pays d'Auge

ALENÇON

de notre correspondant

« **C'**EST injuste, la renommée du village de Camembert est occultée par son fromage », explique Marie Yvernat, maire adjoint, présidente du syndicat d'initiative de cette petite commune de 185 habitants, accrochée sur le versant ouest d'une colline herbeuse du pays d'Auge.

On s'apprête à fêter le bicentenaire de l'invention de Marie Harel. En 1791, la belle fermière trouva, grâce aux conseils du prêtre Paris-Graville, l'empereur, séduit par son goût, demanda le nom du village d'origine et... décida de le donner au fromage. Ainsi, Camembert allait connaître une réputation mondiale.

« Réputation qui nous est quelque peu usurpée par Vimoutiers », rouste le maire du village, Jean Gauthier. En effet, ce chef-lieu de canton possède deux statues de la fromagère. L'une, décapitée par le bombardement des Anglo-Américains, le 14 juin 1944, qui fit 144 morts alors qu'il n'y avait aucun Allemand à Vimoutiers. L'autre, offerte grâce à une souscription par les Américains, pour se faire - un peu - pardonner cette erreur stratégique.

Une boîte de 4 mètres de haut à Paris

De nombreuses manifestations vont débiter en même temps que la Foire de Pâques, dont le point d'orgue est la traditionnelle course cycliste Paris-Camembert. « Qui ne fait pas étape au village d'ailleurs », remarque Marie Yvernat. Alors que faire pour marquer le coup, pour que Camembert ne soit pas tout à fait occulté ? Avec un budget global de 500 000 francs, la commune est limitée dans ses ambitions.

« Nous avons réalisé, grâce à l'appui financier (50 000 francs) des fromageries Lepetit, à Saint-Pierre-sur-Dives, grâce aussi à ma fille et une collègue préparant à Caen un BTS action commerciale et tourisme, un montage audiovisuel sur la fabrication du fromage, des affiches, un logo, des porte-clés et des pin's »,

explique-t-elle. Ces représentations émaillées de Marie Harel en collier remportent un beau succès. On se les arrache, on pose comme par téléphones. Bref, Camembert se porte à la boutonnière. Il aura aussi les honneurs de la capitale : Jacques Chirac va faire ériger une boîte de fromage de 4 mètres de haut devant l'Hôtel de Ville de Paris. On parle même d'une exposition à la tour Eiffel. « Mon mari est conseiller municipal d'un petit village corrézien, Margerides. Nous avons rencontré Jacques Chirac. Nous lui avons parlé de notre village normand. L'histoire de Camembert l'a beaucoup amusé et il nous a promis son appui dans le cadre des festivités », précise la présidente du syndicat d'initiative.

Début juin, le maire de Paris devrait être intronisé par la Confrérie du camembert. Pour l'heure, le petit village observe avec un peu d'émotion le chef-lieu de canton s'agiter pour « récupérer » ce bicentenaire. Pugnaces, toutefois, les Camembertois ne désespèrent pas de retenir les voyageurs en attours qui viennent en cortège se faire immortaliser sur pellicule devant la pancarte routière du village. Ils se prennent à rêver tout haut : « Et si on créait une maison du fromage ? »

MICHEL LORET

Les Haut-Pyrénéens contre « le colonialisme administratif »

Malgré la décentralisation, l'intransigeance de l'administration peut-elle s'opposer à un consensus politique local ? Trois exemples

TARBES

de notre correspondant

LES Haut-Pyrénéens sont en colère. Ils reprochent à l'administration de bloquer des projets de développement touristique quand ça l'arrange, et d'imposer à contrario ses décisions dans d'autres dossiers pourtant atteints à l'environnement. Deux poids, deux mesures, mais acceptés dans un département très affecté par la crise économique et dont la seule échappatoire est liée à l'exploitation de ses richesses naturelles.

Vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées, conseiller général de Lourdes-Ouest, M. José Marthe (RPR) ne cache plus son désappointement devant une situation inextricable provoquée par les interférences successives écartelant le pouvoir centralisateur et la classe politique locale toutes éprises de conflits. Il le cite haut et fort : « Malgré la décentralisation, nous sommes restés dans des relations de type colonial entre le centralisme étatique et les élus locaux, seuls représentants de l'intérêt général. » « C'est aux hommes de ce pays de décider ce qui est bon

pour eux ou ne l'est pas. Il ne faut pas se laisser impressionner par l'impérialisme des administrations », lui répond en écho le député MRG Claude Gaits. « Il faut respecter la volonté démocratique des communes », s'insurge M. Philippe Douste-Blazy (CDS), député européen, maire de Lourdes. On retrouve la même analyse dans les propos de M^{me} Druon (PS), conseillère générale de Saint-Laurent-de-Neste.

Trois raisons de mécontentement

Si l'on excepte tous les projets concernant des sites riverains du Parc national des Pyrénées, comme celui du Pont-d'Espagne, à Cantelets, ou du Grand Site, à Gavarnie, véritable sanctuaire naturel où toute initiative d'expansion se doit d'être domestiquée consciencieusement, les élus haut-pyrénéens ont eu à se plaindre de trois raisons de mécontentement :

Primo : la ligne à très haute tension qui doit traverser la vallée de Lomron. Autour du président du conseil général des Hauts-Pyrénées, M. Habert Peyon (MRG), les élus font bloc pour forcer EDF à

accepter une contre-proposition afin d'éviter de défigurer un site essentiellement touristique. Ils attendent, aujourd'hui, non plus d'apposer à ce projet énergétique, mais mieux le maîtriser en remplaçant le projet initial de ligne à courant alternatif (400 000 volts) par une ligne à courant continu. Moins de câbles, moins de pylônes, davantage de possibilités d'enterrer la ligne. Après avoir levé leurs bouillottes contre le projet, les écologistes semblent pencher eux aussi pour une solution de consensus.

Secundo : le projet de viaduc à la sortie de la cité mariale en direction d'Argelès-Gazost. Cet ouvrage, appelé à voir le jour en 1992, suscite un désaccord entre élus et habitants des cantons concernés, et la direction départementale de l'équipement. A ce viaduc enjambant 13 boctars de terres agricoles, la trentaine de villages insérés à l'intérieur de la solution proposée, à encore de concert, par les élus : le dédoublement de la voie existante. Non seulement ce viaduc va défigurer le site du gîte de Pau mais, en plus, il risque de provoquer une mort lente des communes riveraines, isolées sur le plan économique par cet ouvrage.

Tout le monde est d'accord pour changer le tracé, sauf l'administration concernée.

Tertio : le lac des gaves d'Argelès-Gazost. Là encore, l'unanimité politique s'est faite pour appuyer ce projet de création d'une zone de loisirs à 10 kilomètres de Lourdes. Cette fois, c'est le conseiller général, maître de la station thermale, Robert Coll (divers droite), qui pousse contre le blocage de l'administration, obtenant au passage l'assentiment des autres partenaires locaux et départementaux, dont celui du sénateur maire, François Abadie (MRG).

Ce lac artificiel avait sensibilisé la préfecture des Hauts-Pyrénées par le biais de la direction départementale de l'agriculture, qui y était favorable. Mais un directeur s'en va, un autre arrive, et voilà que le projet est remis en cause.

Dans ces trois dossiers litigieux de développement économique, le préfet des Hauts-Pyrénées, M. Jacques Coeffé, se retranche derrière la stricte règle du droit dont il est le mandataire.

JEAN-JACQUES ROLLAT

Mort lente

Mais les craintes d'une mort lente du breton se font sentir, même si d'après cette étude, 81 % des Bretons restent attachés à leur langue. Un chiffre donne la mesure de l'avenir : seulement 8 % des 20-39 ans parlent le breton. Combien d'enfants le sauront plus tard ? Fanch Broudic estime que le nombre de pratiquants a baissé de 12,6 % en sept ans.

Un contexte qui amène les collectivités à redoubler d'efforts pour le breton. Le conseil général du Finistère, qui a nommé un M. Langue bretonne, le chanteur Yann Fanch Kemener, a débouqué 1 million de francs pour les panneaux bilingues à l'entrée des communes et 2,5 millions de francs pour le soutien à l'enseignement du breton dans les écoles privées et les collèges publics. Il participe aussi pour 6 millions de francs à l'apurement de la dette des écoles en breton (diwans) auxquelles il a offert un collège au Relec-Kerhuon, près de Brest.

Les élus ne rechignent pas eux-mêmes à pratiquer le breton. Loïc Laurent, directeur de l'INSEE en Bretagne, a établi que, dans le Finistère, 144 maires utilisent le breton dans leurs relations avec leurs administrés, 107 dans les Côtes-d'Armor, et 24 dans le Morbihan. 30 conseillers généraux du Finistère ont, pour leur part, créé un groupe de langues et cultures régionales. Un département qui a aussi un ministre bretonnant, Louis Le Penec.

GABRIEL SIMON

La Bretagne compte ses bretonnants

Les collectivités locales s'efforcent de sauvegarder la langue dont la pratique est en diminution

BREST

de notre correspondant

COMBIEN de Bretons savent encore leur langue ? Une question qui fait épidémiquement l'actualité en Bretagne, notamment quand les collectivités débattent du soutien à apporter à la culture régionale. Un sondage réalisé par un journaliste de FR 3, Fanch Broudic, par ailleurs chercheur à l'université de Brest, donne une appréciation chiffrée du nombre des bretonnants. Sur une population estimée à 1 200 000 personnes de plus de quinze ans, 665 000 comprennent le breton et 250 000 le parlent. L'enquête, effec-

tue selon la méthode des quotas, par la société TMO de Nantes, avec le concours des conseils généraux du Finistère et des Côtes-d'Armor, sur un échantillon de 1 000 personnes, ne considère que ce qu'on appelle la base bretonne, c'est-à-dire un quatrilingue. Vannes-Quimper-Brest-Paimpol, qui est historiquement la Bretagne bretonnante.

Le sondage dessine les caractéristiques de cette population. Elle est plutôt âgée, d'origine agricole, peu diplômée. C'est dans les Côtes-d'Armor (devant le Finistère) et dans les petites villes que le breton demeure le plus usité (24,5 % des habitants des communes de moins de 1 000 habitants le savent contre

10,5 % pour celles de plus de 50 000 habitants). C'est la première fois qu'un tel sondage est mené. Au moment du recensement général, plusieurs fois étaient élevées pour regretter que l'on n'en profite pas pour compter les bretonnants. Une occasion manquée, faute de relais politique suffisamment fort pour faire pression auprès de Jacques Chirac, premier ministre à l'époque de la préparation de cette opération, et président du comité national des langues de France. L'INSEE doit cependant se pencher sur la question. Il a commencé à constituer un échantillon de 1 300 ménages, qui servira de base à une enquête sur la pratique du breton - difficile à cerner - dont l'intérêt sera d'affiner le sondage de M. Broudic.

HEURES LOCALES

LES GRANDS ENSEMBLES ET LA QUALITÉ DE LA VIE

Les sapeurs-artistes de la Cité de la création

Une bande d'anciens des Beaux-Arts de Lyon
a choisi d'aider les habitants des cités lépreuses à mieux vivre leurs murs

LYON

de notre envoyée spéciale

« **O**n nous appelle les Red Adair des cités difficiles. » A l'image du célèbre pompier américain spécialiste des incendies pétroliers, la bande de la Cité de la création s'est attaquée à un autre foyer, non moins violent : celui du mel de vivre qui couve sous le béton hostile des grands ensembles. A grands coups de pinceaux et de fresques géantes en guise de lances, la quinzaine de « sapeurs-artistes » de cette entreprise lyonnaise ont, en effet, choisi depuis cinq ans de redonner vie aux cités lépreuses et aux murs aveugles des quartiers et banlieues dits « difficiles ».

Dans leur sillage, plusieurs pignons bariolés de Lyon ont ainsi recouvré la mémoire : à la Croix-Rousse, Guignol apostrophe désor-

mais Gnafron par-delà la traboule du « mur des canuts » ; dans le quartier des Etats-Unis, les plans futuristes de Tony Garnier sont mis en perspective à même les façades de la célèbre cité réalisée par l'architecte. Parallèlement, les bâtiments se réconcilient avec leurs occupants, comme ces écoliers d'Oullins qui ont l'impression d'entrer dans leur cahier en pénétrant dans l'école peinte en papier quadrillé, tandis qu'à l'extérieur, l'habitus symbolise un immense avion de papier.

« Les murs des maisons contiennent la seconde peau de leurs habitants », estime Gilbert, l'un des sapeurs de la Cité de la création ; s'ils arrivent à se sentir bien dedans, ils n'auront plus envie de se mutiner. » Histoire de lui donner raison, les taggers vengeurs de la cité Jean-Mermoz de Lyon se sont scotchés là où commencent les panneaux

peints sur chaque bâtiment, par l'équipe de la Cité. Mieux encore, ce sont les gamins eux-mêmes qui protègent ce qu'ils considèrent comme « leurs » fresques. « La réhabilitation des grands ensembles ne peut pas, selon Gilbert, se limiter à la réparation des boîtes aux lettres ni au blindage des portes parce que cette réhabilitation-là ne prend pas en compte la dimension humaine. »

Des fresques mais pas l'essentiel

Inversement, reconnaissent-ils, la création artistique tombe à plat si elle ne s'accompagne pas d'une politique générale de réhabilitation traditionnelle. Et faute d'une bonne synchronisation, les élus se retrouvent devoir gérer les frustrations des habitants qui voient les fresques se réaliser alors même qu'il leur manque toujours « l'essentiel » : du chauffage central à l'in-

sertion professionnelle en passant par les foyers d'accueil d'adolescents, les commerces, les espaces verts.

Pour faire leurs classes, Gilbert, Patrick, Pomme, Aïm et les autres, pour la plupart anciens « gones des Beaux-Arts » de Lyon, ont sillonné le monde à la découverte des gens de toutes sensibilités, de Bamako à Mexico. « Où qu'ils soient, les hommes et leur environnement expriment une culture, à charge pour nous de savoir l'écouter, de la traduire et de la respecter, explique Gilbert, même si cela ne correspond pas forcément à ce que nous souhaiterions. » Dans la cité Jean-Mermoz, par exemple, l'équipe de la Cité a demandé aux habitants quels murs étaient, pour eux, chargés de sens. Et c'est ainsi qu'une marelle est représentée sur l'immeuble M, un safari sur l'immeuble S et un... téléviseur sur l'immeuble T. « De

quel droit les jugerions-nous, s'insurge Gilbert, ce sont eux qui y vivent, non ? »

Pour la bande de la Cité de la création, le succès de cette approche sociologique préliminaire qui peut durer de quelques semaines à quelques mois, conditionne le succès de tout projet de réhabilitation artistique. « Nous nous contentons ensuite d'utiliser l'art comme un outil, vecteur de tolérance, pour transcrire les attentes de la population que nous avons cernées. »

Le caractère novateur d'une telle démarche — « révéler leur identité aux habitants tout en les initiant à l'art contemporain » — n'a, au départ, suscité qu'un enthousiasme limité de la part des milieux artistico-culturels. M^{me} Marie-Claude Jeune, conseillère artistique à la direction régionale de l'action culturelle en Rhône-Alpes, dénonce, par exemple, le caractère « inintéressant » du travail réalisé par la Cité de la création sur l'œuvre de Tony Garnier, dans la mesure où ce travail a, sur le plan esthétique, « trahi », affirme-t-elle, le sens de l'ouvrage de l'architecte. Une préférence qui ne l'empêche pas, toutefois, de reconnaître la qualité de la communication menée auprès des locataires.

Une aventure collective

Depuis quelques mois, Gilbert et ses camarades ont recueilli que le comportement des élus avait changé et que la réhabilitation des quartiers difficiles d'apparition plus comme « une démarche d'intellectuels ». « Les élus viennent de plus en plus souvent nous chercher, constatent-ils, car s'ils savent analyser le malaise des cités, ils se rendent compte qu'ils ne savent pas comment le traiter. » De fait, les jossiers s'accroissent, sur les bureaux de la Cité de la création en provenance de Carcassonne, Niort, Mulhouse, Paris, Nogent-sur-Marne et même bientôt Barcelone où la préparation des Jeux olympiques bat son plein. Parallèlement, leur projet de « Musée urbain Tony Garnier » vient de se voir décerner le label de la Décennie mondiale du développement culturel, une distinction remise par l'ONU et l'UNESCO et qui n'a pas, certes, cette fois-ci, qu'un seul ouvrage français parmi les cent récompensés.

La bande de la Cité de la création souhaite toutefois garder le tête froide face à ces succès. L'organisation même de l'équipe ne résisterait pas à l'accumulation des chantiers. « Nous sommes quinze et entendons le rester pour que chacun d'entre nous continue de toucher le ballon de la création artistique », affirment-ils. Organisés en société coopérative de production — « la seule formule crédible à l'extérieur et conforme avec notre éthique », précise Patrick — ils souhaitent continuer de vivre avant tout l'« aventure artistique collective » qui se sont tracés depuis 1977. « A l'époque, nous étions déjà des immigrés des milieux culturels. C'est peut-être pour cela que nous les comprenons mieux aujourd'hui. »

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

► Cité de la création, 44, Grande-Rue, 69600 Oullins. Tél : (06) 78-50-44-57.

Le réveil des « Etats-Unis »

« Je ne me souvenais même plus que c'était comme cela », s'exclame la petite grand-mère en s'exaltant devant les poignées de porte en porcelaine de l'appartement témoin, version 1932, reconstruit par les locataires du quartier HLM des Etats-Unis, à Lyon. L'illusion est pourtant parfaite : la vaisselle bleue et blanche abandonnée dans l'évier en pierre, les murs recouverts de papier peint bicolore moucheté, les photos de famille jaunies, les lourds moulures d'avant-guerre... Et tous les menus objets de la vie quotidienne de l'époque jusqu'aux interrupteurs électriques et aux missiles élimés ont été rassemblés là, comme dans un musée.

« Avec la réhabilitation en cours, le quartier des Etats est en pleine révolution et nous avons eu peur d'y perdre notre mémoire », explique l'une des membres de l'association des locataires de ce quartier qui ressemble 90 % des habitants. Le vent de la rénovation qui souffle depuis 1985 sur ces huit barres d'habitations « à bon marché » — les premières construites à Lyon dans les années 30 par l'architecte Tony Garnier — a, en effet, chamboulé la vie de ces locataires, dont certains vivent là depuis quatre générations.

Les logements restaurés (460 sur 1 567) sont méconnaissables et les fresques du futur Musée urbain Tony Garnier montant en scène les projets de Cité industrielle de l'architecte, habitent déjà six des seize pignons de ces immeubles. Les uns après les autres, les boutiques font peu à peu place à certains commerces de proximité s'éloignent. Parallèlement, la liste des demandes s'allonge à l'Office HLM de la communauté urbaine de Lyon (COURLY), propriétaire des logements, pour venir vivre dans ce quartier de tradition ouvrière qui, jusqu'à maintenant, vivait replié sur lui-même.

Les touristes font le détour pour venir admirer les fresques et notamment l'horloge à vingt-



Une des seize peintures murales du Musée urbain Tony Garnier

quatre chiffres qui a été intégrée à l'un des murs et dont pas un des habitants n'ignore la fonctionnement grâce à un bulletin publié par la Cité de la création. Ouvert deux jours par semaine depuis novembre dernier, l'appartement témoin a, pour sa part, déjà accueilli près de cinq cents visiteurs. « On a même eu un groupe d'architectes indonésiens », s'exclame une autre locataire. Une association devrait d'ailleurs être créée pour occuper des visites, assurées jusqu'ici bénévolement par les habitants.

« En créant ce musée, nous avons voulu récréer l'atmosphère de l'époque où nous avons pris possession de ces appartements », explique Eddie Gilles, président de l'association. « Tous les locataires nous ont donné quelques choses pour l'aménager », poursuit-il et même parfois des objets de

valeur : lampe Galilé, collection de bijoux ou arts déco... L'Office HLM de la COURLY a, pour sa part, mis gracieusement à disposition l'appartement, dont il prend en charge l'électricité et le chauffage, ce qui n'a pas manqué de susciter une certaine amertume dans la liste des demandeurs en attente.

Un exemple de « tissu urbain intelligent »

L'Office, qui a injecté 23 millions de francs dans la réhabilitation de ces immeubles (dont 5,3 millions consacrés à la réalisation des fresques), en a aussi profité pour se décentraiser et se rapprocher de ses locataires. Pour le premier fois, son agence locale a hérité de réels pouvoirs dans l'administration des immeubles et la gestion des dossiers individuels.

Reste que cet éveil du quartier ne s'est pas fait sans jalousies ni grincements de dents. « On s'est donné de l'argent pour peindre des fresques alors que les immeubles n'ont toujours pas d'ascenseurs », regrette toujours M. Henri Vieney, maire du huitième arrondissement de Lyon. « Je ne peux être que favorable à cette valorisation, ajoute-t-il, mais sur le fond, elle me dérange. » Cette valorisation sociale et culturelle doit faire figure d'exemple d'un « tissu urbain intelligent », estime au contraire M. Philippe Valde, vice-président délégué de l'Office HLM de la COURLY. Le débat n'est pas clos, mais c'est dire si la route est encore longue pour faire accepter la combinaison « valorisation ancienne et cadre de vie antédiluvien ».

V. D.

Le skate-board : une nouvelle pratique de la ville

par Michel Fize

Pour réconcilier les adolescents avec la ville, le sociologue Michel Fize préconise que les municipalités réhabilitent la fonction ludique de l'espace urbain, notamment par l'aménagement d'équipements pour la pratique du skate-board.

On connaît le mauvais ajustement entre les jeunes et la ville. Combien sont-elles les communes où la place du jeu est prévue ? L'univers de la ville moderne est fonctionnel. Il répond d'abord aux principes d'utilité sociale. Résultat : la fonction ludique est souvent négligée au profit des fonctions commerciales et administratives. Il en résulte une rareté d'espaces pour les jeunes, improductifs par nature. Cette situation est d'autant plus grave

qu'ont aujourd'hui disparu ces terrains vagues où les enfants pouvaient se livrer à des jeux improvisés. Il s'agit de phénomènes d'appropriation ou de réappropriation de territoires interdits, des réaménagements d'espaces publics et collectifs à des fins ludiques. Et cela d'autant plus que l'espace apparaît aux adolescents comme la seule ressource dont ils disposent encore pour se forger une identité, donner un sens à leur « galère ».

Investissement illégitime ? Non, si l'on veut bien considérer que « l'espace public est un espace accessible n'importe quand, par n'importe qui, sans aucune discrimination, pour des activités qui ne sont pas nécessairement explicitement déterminées » (1). Oui, répond l'autorité publique, qui

en perd le contrôle. En effet, ces territoires occupés deviennent des espaces privés, sur lesquels s'affirme une maîtrise exclusive. Ils traduisent le rejet par les jeunes des lieux assignés, désignés, non transformables. D'où le relatif échec des maisons des jeunes et de la culture, mais aussi des mouvements sportifs traditionnels. L'adolescent a besoin de construire et d'organiser lui-même son espace. Ainsi à propos du skate-board : la ville devient « le lieu de tous les affrontements ».

Les adolescents-skateurs opèrent, aux yeux du pouvoir, un véritable détournement des lieux et biens publics. Trottoirs, places et autres parkings perdent leur destination première pour devenir des objets ludiques. Un banc devient une rampe, une poubelle

un obstacle à franchir, la rue redonne un vaste terrain d'aventures et de rencontres. La culture adolescente s'affirme avec ses normes, ses cadres spécifiques, sa musique, son langage.

Régulation de la violence

Désordre urbain, viol de la sécurité publique, crie la collectivité. Jugée dangereuse, pour les biens (elle dégraderait le mobilier urbain) et les personnes (elle aggraverait les usages des voies publiques), la pratique du skate-board est alors condamnée, et parfois sanctionnée, de peines d'amendes. Or, si la dégradation des biens ne paraît guère contestable, quoique légère, les accidents causés aux tiers sont peu fréquents et rarement graves. En revanche, le skate est bruyant.

An lieu de sévir, certaines municipalités préfèrent prévenir : elles aménagent des espaces avec implantation de rampes et création de clubs. Autrement dit, on spongie la violence adolescente, et on garde la maîtrise de l'espace. On sait, en effet, depuis longtemps que le sport organisé est un instrument discret de régulation sociale de la violence physique, qu'il permet de pacifier les corps et de tempérer l'usage illégitime de la force.

(1) J. Rémy, L. Vey, *Ordre et violence*, PUF, 1981, 93 p.

► Michel Fize est sociologue au CNRS, auteur de *La Démocratie familiale*, aux Presses de la Renaissance, 1991.

REPÈRES

ALSACE

Des parcmètres trop intelligents à Strasbourg

Strasbourg renonce aux parcmètres « intelligents » installés dans le centre-ville en septembre 1989. Ces appareils de marque Radioparc acceptaient indifféremment des pièces de monnaie ou une carte de paiement spéciale Transparec. Ils encaissaient ainsi la durée exacte du stationnement, remboursaient éventuellement le trop-perçu et évitaient d'avoir à poser une attestation derrière le pare-brise. A l'expérience, les automobilistes strasbourgeois et les visiteurs étaient désemparés par ces machines complexes sur lesquelles il fallait pianoter son numéro d'immatriculation ; d'après la mairie, elles ont connu également de sérieuses défaillances techniques.

La ville de Strasbourg en a donc tiré la leçon et renonce aux quinze appareils déjà posés pour contrôler 270 places de stationnement. Ces horodateurs ont été démontés il y a quelques mois, mais le conseil municipal a dû débiter officiellement pour valider le remboursement des certes magnétiques encore inutilisées.

POITOU-CHARENTES

Un observatoire atlantique des formations

L'arc atlantique s'organise, en particulier dix de ses vingt-deux régions regroupées au sein du Sud-Europe-Atlantique. Réunies pendant deux jours au Futuroscope, près de Poitiers, pour échanger leurs vues sur la coopération et la formation, celles-ci ont décidé la création d'un observatoire atlantique des formations : il aura notamment pour mission d'assurer le suivi et la gestion des opérations engagées et de faciliter les échanges de programmes pédagogiques. Sa première réunion de travail aura lieu le 23 avril à Madrid.

La formation constitue un axe majeur des politiques régionales : le Poitou-Charentes en fait sa priorité, le Centre y consacre 56 % de son budget et le gouvernement basque de José Antonio Ardanza fait également de la formation son leit-motiv : « Nous voulons ajouter notre marque à la construction européenne », souligne-t-il. Les présidents des dix régions du Sud-Europe-Atlantique ont profité de leur contractualité pour plaider en faveur d'un TGV Atlantique qui se prolongerait jusqu'à Madrid et à Séville, avec des connexions vers Santiago, Porto et Lisbonne.

RECRUTEMENT

Vers un consensus sur la formation territoriale

Le groupe de travail sur la fonction publique territoriale, invité en décembre dernier par Philippe Marchand à étudier le problème crucial de la formation, s'est à nouveau réuni le 21 mars. Pour inciter les élus à embaucher les recrues des concours (plutôt que des détachés, immédiatement disponibles), il s'est montré largement favorable à une réforme du dispositif.

La plupart des participants se sont prononcés pour un découpage de la formation en un tronc commun de courte durée et une période d'adaptation à l'emploi plus tardive et plus étirée dans le temps. Ils ont rejeté l'hypothèse la plus avantageuse pour les agents, qui consistait à les former et à les rétribuer dès leur succès au concours. Ce dispositif déplaçait fortement aux élus, puisqu'il exigeait une hausse de la cotisation versée au CNFPT. De plus, il ne permettait pas de mettre fin à la pratique des « repus-collés », les collectivités ayant toujours le libre choix de leurs collaborateurs.

Le groupe de travail a demandé la nomination d'un rapporteur, chargé d'élaborer un aménagement des statuts. Il a également réclamé un élargissement de ses compétences à l'ensemble des problèmes de la fonction publique territoriale : rémunérations, primes, seuils démographiques. Le prochain rendez-vous aura lieu après les grandes vacances.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Jean-Pierre Foron (Le Puy), Michel Lévêque (Poitiers) et Jacques Fortier (Strasbourg).

ÉCONOMIE

BILLET

Ouverture sociale en Europe

La proposition de la Commission de Bruxelles visant à favoriser, chaque fois que cela sera possible, un accord cadre interprofessionnel au niveau européen est accueillie avec intérêt par les partenaires sociaux (le Monde du 30 mars). Le secrétaire général de la CFTD, M. Jean Kasper, juge un tel engagement « positif », même si il est entouré encore de bien d'ambiguïtés et d'incertitudes, tant il est vrai que l'esquisse de l'Europe sociale tarde à se dessiner.

Mais le fait le plus nouveau est qu'au sein du patronat européen, traditionnellement opposé à des négociations européennes centralisées et contraignantes, les positions évoluent. Dans l'entourage du CNPF, on juge ainsi que « l'approche envisagée apporte plus d'avantages que d'inconvénients », dès lors que certaines conditions sont réunies. L'idée est de définir plus clairement les domaines d'intervention sociale, l'articulation entre les niveaux de négociation et surtout la notion de « subsidiarité », afin de faire la tri entre ce qui est de la compétence nationale et ce qui est de la compétence européenne, contractuelle ou législative.

Pour l'heure, ni l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) ni la Confédération européenne des syndicats (CES), qui réfléchissent ensemble sur ces sujets au sein d'un groupe ad hoc avec le Comité européen des entreprises publiques, n'ont officiellement pris position. Un gentleman's agreement entre des partenaires sociaux reconnus et la Commission n'est pourtant pas hors de portée. Encore faut-il que l'UNICE et la CES aient un mandat pour négocier. Encore faut-il établir aussi une liste de négociateurs habilités, la Confédération européenne des cadres n'étant pas reconnue, la CGT n'étant pas à la CES, les PME à l'UNICE, etc.

Une autre question est de savoir quel sort sera réservé à ces accords-cadres. Le projet de la Commission prévoit qu'une décision du conseil pourra les rendre obligatoires. Mais ces textes contractuels se suffiront-ils à eux-mêmes ou seront-ils traduits en instruments communautaires ? Ces interrogations nourrissent le débat au sein de l'UNICE, où les patrons britanniques et allemands paraissent les plus réticents. Pourtant, l'idée d'un coup de frein à la réglementation communautaire étant négociée par les praticiens du social, séduit une partie du patronat. Comme le confie M. Zygmunt Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE, « si l'autre branche de l'alternance, c'est une évasion de directives, alors l'accord cadre serait un moindre mal ». Un réalisme prometteur.

MICHEL NOBLECOURT

Suppression du monopole de douze entreprises publiques

Relance de la révolution néolibérale au Pérou

En supprimant le monopole de douze entreprises publiques péruviennes, M. Carlos Bolonia, nommé ministre de l'économie et des finances il y a quarante jours, a porté un nouveau coup au capitalisme d'Etat qu'il veut démanteler pour implanter un modèle néolibéral.

LIMA

correspondance

Ces douze entreprises publiques avaient été créées il y a une vingtaine d'années, pendant le régime militaire du général Velasco : certaines étaient censées assurer la commercialisation de produits de première nécessité, d'autres orientaient le crédit vers les mines et l'agriculture ; d'autres, enfin, étaient responsables de l'information officielle. Désormais, ces entreprises seront soumises au jeu de la libre concurrence, et l'abolition des privilèges touchera prochainement un nouveau lot d'entreprises.

La privatisation du secteur public est pourtant loin de marcher aussi vite que le voudrait M. Bolonia. Il reconnaît avoir dû céder aux pressions présidentielles pour réduire de 30 à 8 les premières entreprises dont l'Etat a commencé à se défaire début mars. Les réformes structurelles vont pourtant bon train. En quarante jours, cet économiste tuteur s'est attaqué à la fois à la diminution de l'activité productive de l'Etat, à la libéralisation du commerce extérieur en abaissant brusquement les barrières douanières de 50 % à 15 % et à la législation du travail.

Il reconnaît des lacunes parce que, dit-il, « nous n'avons encore rien fait de significatif en agriculture et nous avons trop négligé le coût social ». En effet, trois jours de grève générale, décrétée par les syndicats paysans dans les campagnes, et une semaine d'affrontements dans la capitale entre forces de l'ordre et grévistes (entre autres des infirmières, des salariés de l'entreprise générale des eaux - cela en pleine épidémie de choléra - et aussi des épouses de policiers et de subalternes de l'armée) mettent en relief le coût des mesures adoptées par le régime Fujimori. Tout d'abord avec l'ajustement draconien du 8 août 1990 pour juguler l'hyperinflation, puis avec le nouveau train de mesures lancé la veille de Noël ; enfin, avec les réformes structurelles du ministère.

Un « trou » de 800 millions de dollars

Le schéma néolibéral est bien connu : le Pérou de M. Bolonia se fait suivre le sentier abrupt emprunté par son voisin bolivien. Mais le « miracle bolivien » est à démentir et il reste à prouver que l'expérience bolivienne puisse s'appliquer mécaniquement au Pérou. Tout d'abord parce que le poids de la cocaïne pèse davantage dans l'économie bolivienne ; ensuite parce que l'industrie péruvienne, même si elle est souvent obsolette, est une importante source d'emplois urbains. Enfin, et surtout, parce que la violence subversive fait toujours de nouveaux adeptes et que les mesures néolibérales risquent de jeter dans le désespoir ou la révolte un nombre croissant de laissés-pour-compte. M. Bolonia ne veut pas céder aux pressions sociales parce qu'il reconnaît que « le talon

d'Achille du programme, c'est le déficit fiscal ». En effet, il doit couvrir un « trou » de 800 millions de dollars (4,56 milliards de francs) dans son budget 1991. Une partie importante de ce montant correspond au remboursement des créances vis-à-vis des organismes multilatéraux de financement et au coût de la réinsertion au sein de la communauté monétaire internationale.

M. Camdessus, directeur du FMI, s'est personnellement engagé à débiter ce crédit-relais de 800 millions de dollars, mais, jusqu'à présent, l'opération survetage a été un échec que les autorités mettent sur le compte de la guerre du Golfe. Aujourd'hui, M. Bolonia entend une tournée aux Etats-Unis et au Japon, afin de relancer personnellement cette proposition. L'octroi du crédit-relais étant vital pour épauler le précaire processus d'ajustement économique et de réformes structurelles. Il ne part pas les mains vides, puisque, depuis août dernier, le Pérou a appliqué à la lettre les recommandations du FMI et de la Banque mondiale.

Les premiers résultats sont positifs : le taux moyen d'inflation mensuelle est tombé de 40 à 10 % ; le déficit budgétaire s'est considérablement réduit. L'envers de la médaille, ce sont les 300 000 à 500 000 nouveaux chômeurs qui viendront disputer aux millions de travailleurs informels la place sur le marché et, surtout, les 12 à 15 millions de Péruviens qui luttent quotidiennement pour leur survie, le chômage - un des derniers fléaux à s'être abattu sur le Pérou - n'étant qu'un des multiples stigmates de l'extrême misère.

NICOLE BONNET

Dixième plan économique en vingt mois

Le gouvernement argentin tente de stabiliser le taux de change entre le dollar et l'austral

Le début de l'automne austral en Argentine est marqué par le lancement d'un nouveau plan économique, le dixième en vingt mois de gouvernement péroniste, qui sera appliqué à partir du 1^{er} avril. Annoncé depuis plusieurs jours par le ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo, ce plan, qui s'engage résolument sur la voie de l'économie de marché choisie par le président Carlos Menem dès son arrivée au pouvoir en juillet 1989, a valeur de loi. Après avoir reçu l'aval du Sénat, il a été approuvé, mercredi 27 mars, par la Chambre des députés, après plus de douze heures de débats et l'opposition des radicaux et des partis de gauche.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Le dixième plan économique du gouvernement péroniste garantit la convertibilité entre le dollar et l'austral, une baisse des taux d'intérêt, l'ouverture de l'économie argentine aux importations étrangères. L'objectif est d'atteindre jusqu'à 8 % d'inflation, de combler le déficit des finances publiques et de relancer l'activité économique. Il vient, en fait, renforcer les mesures prises par M. Cavallo dès sa prise de fonctions

en février (le Monde du 5 février), après la chute brutale de la devise argentine, et s'inscrit dans le cadre de la politique de rigueur et de réforme de l'Etat entreprise par M. Menem.

« Dollarisation » ou monnaie forte

Alors que la presse locale parle d'une « dollarisation » de l'économie argentine, M. Cavallo préfère évoquer « la création de conditions en faveur d'une monnaie forte ». C'est avec l'appui des milieux financiers que le gouvernement, qui se réserve le droit de modifier le nom de l'austral ou de le dévaluer, espère atteindre une stabilité des prix, soumise jusqu'à présent aux variations du taux de change du dollar et aux aléas de l'inflation. A présent, le cours du dollar devait être garanti à 10 000 australs. Le flamboyant ministre de l'économie s'apprête à court terme à livrer une bataille cruciale puisque, dès le mois d'avril, il souhaite faire tomber le taux d'inflation annuel à moins de 15 % (contre 27 % pour le seul mois de février).

Avant même l'application du « plan Cavallo 2 », les tarifs publics ont été augmentés de 5 à 20 %, et le ministre de l'économie a promis qu'il n'y aurait pas d'autre augmentation. Il a aussi fait tomber le taux de croissance des entreprises privées, qui se sont empressées de faire monter les prix : 20 % pour certains produits livrés. Plutôt qu'un plan, les détracteurs de M. Cavallo estiment qu'il s'agit d'une série de rajustements qui ne font que répéter des mesures déjà

appliquées sans succès en Argentine depuis M. José Alfredo Martínez de Hoz, ministre de l'économie sous la dictature militaire. Au rang des mécontentements : les industriels, déjà affectés par la récession, qui critiquent l'ouverture pratiquement totale du marché aux importations étrangères. « C'est la carte de la dernière chance du président Menem », commente d'un banquier argentin résume le ressentiment qui prévaut à Buenos-Aires à six mois d'élections partielles (gouverneurs des provinces, renouvellement d'une partie de la chambre des députés, maiors) qui s'annoncent difficiles pour le parti péroniste. Certains observateurs commentent ces mesures au « plan austral » de l'ancien président Raúl Alfonsín (radical), lancé avant les élections de 1985. Malgré les déclarations du président Menem, qui se défend de toute manœuvre électoraliste, la volonté de M. Cavallo de s'assurer l'approbation du Congrès est interprétée comme la recherche d'un appui politique en pleine année électorale.

Sur le plan social, la politique de rigueur imposée par le président péroniste entraîne une malaise croissant. Le produit intérieur brut par habitant en 1990 a baissé de 6 %, et plus de 42 % de la population du grand Buenos-Aires vit dans une pauvreté extrême, ce qui explique sans aucun doute la chute de la cote de popularité du chef de l'Etat : 68 % de mécontentement selon un dernier sondage.

CHRISTINE LEGRAND

Hausse de 1,1 % de l'indice composite en février

Des signes encourageants pour la conjoncture américaine

Les Etats-Unis ont enregistré, pour la première fois depuis plusieurs mois, un indicateur économique global indiquant une reprise de l'activité. Selon les statistiques publiées vendredi 29 mars par le département du commerce, l'indice composite a augmenté de 1,1 % en février, après avoir chuté de 0,5 % le mois précédent. Il s'agit de la première hausse de cet indice - reflet de résultats enregistrés dans la plupart des secteurs de l'économie - depuis le mois de juin 1990. Sur les onze critères pris en compte dans l'indice, seules les statistiques de l'emploi et celles relatives aux carnets de commandes étaient négatives en février. La progression de l'indice est surtout liée à la forte hausse des cours de la Bourse et à la reprise de la confiance des consommateurs.

La publication de l'indice composite survient quelques jours après les déclarations du secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, indiquant que l'économie américaine montrait

désormais des signes « tangibles » de reprise. Mardi 28 mars, la Conférence Board, organisation patronale américaine, a fait savoir que, selon ses calculs, la confiance des Américains dans leur économie avait fortement progressé en mars. Vendredi, le département du commerce a également annoncé que les ventes de logements neufs avaient progressé de 18,2 % en février.

Après le fort recul du PNB enregistré au quatrième trimestre de 1990, l'indice composite, considéré comme annonciateur de la conjoncture économique à court terme (de six à neuf mois), pourrait signaler que les Etats-Unis sont sur le point de retrouver le chemin de la croissance. Compte tenu du climat très particulier prévalant en février, en raison du conflit dans le Golfe et de l'euphorie boursière, la prudence s'impose encore.

F. L.

L'OCDE satisfaite de la croissance de l'aide française au développement

Au cours d'une réunion du comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, tenue vendredi 29 mars à Paris et consacrée à la France, les experts de l'Organisation internationale se sont « félicités de la progression continue de l'aide française ». En 1989, le montant de l'aide française au développement (qui n'inclut pas celle aux départements et territoires d'outre-mer) a progressé de 11,9 %, s'élevant à 5,2 milliards de dollars (33,2 milliards de francs au taux de change de 1989), soit 0,54 % du PNB, contre 0,50 % l'année précédente.

En moyenne pondérée, les vingt-quatre pays membres de l'OCDE ont consacré, en 1989, 0,33 % de leur PNB à l'aide au développement. Le CAD estime que les versements français ont « encore augmenté en 1990, tant en volume qu'en pourcentage du PNB », et a approuvé « l'assouplissement continu des conditions financières de l'aide française ». Malgré cette évolution, la France n'a pas encore atteint le pourcentage de 0,7 % du PIB que les Nations unies considèrent comme référence pour l'aide au développement des pays industrialisés.

L'inflation au Japon a atteint 3,1 % pour l'année budgétaire 1990

Les pressions inflationnistes ne s'apaisent pas au Japon. La hausse des prix à la consommation au mois de mars aura été de 3,7 % par rapport à mars 1989, selon l'agence économique gouvernementale qui vient de publier les indices. En février, la hausse annuelle avait été de 3,9 %. Sur l'année budgétaire japonaise, qui s'est achevée fin mars, l'inflation aura été de 3,1 %.

La menace est prise au sérieux par la Banque du Japon qui a serré la politique monétaire depuis deux ans et qui estime nécessaire, au vu des indices, de maintenir le corset serré. Les analystes financiers ne partagent toutefois pas cette opinion et ils pensent en général que l'institut d'émission nippon devra abaisser légèrement ses taux d'intérêt pour contrecarrer le ralentissement de l'activité.

Les Japonais achètent moins d'immeubles aux Etats-Unis. - Les achats japonais d'immeubles et de bâtiments aux Etats-Unis ont baissé en 1990 de 20 %, selon le cabinet Kenneth Leventhal, pour atteindre 13 milliards de dollars (65 milliards de francs). Déjà, avec 14,8 milliards de dollars, 1989 avait marqué une réduction sur 1988, année record avec 16,5 milliards de dollars. Les grands investisseurs que sont les banques nipponnes semblent se tourner vers d'autres investissements et la décroissance devrait se poursuivre. En six ans, les Japonais auront tout de même acheté pour 70 milliards de dollars aux Etats-Unis dont des immeubles de prestige comme le Rockefeller Center de New-York.

La croissance de la Corée du Sud a atteint 9 % en 1990. - Selon un rapport de la Banque de Corée, publié vendredi 29 mars, le taux de croissance du produit national brut de la Corée du Sud s'est élevé à 9 % l'an dernier, contre 6,8 % l'année précédente. Cette augmentation très rapide de l'activité économique principalement, selon les autorités, par la forte hausse de la demande intérieure, et non par le dynamisme des exportations. Au cours des deux premiers mois de 1991, le déficit commercial coréen s'est élevé à 3,3 milliards de dollars (16,5 milliards de francs), contre 1,2 milliard seulement au cours de la période correspondante de 1990.

Avec France SCAP ou Immoption

Les financiers veulent appliquer les techniques boursières à l'immobilier

L'immobilier intéresse les financiers qui envisagent d'y appliquer leurs techniques pour rendre plus aisées les transactions. France SCAP, firme rassemblant les grands de l'assurance, se propose de coter directement les immeubles en Bourse. De son côté, Finacor, premier courtier sur le MATIF, crée Immooption, une structure d'intermédiation permettant de traiter de « gré à gré » des options d'achat ou de ventes d'immeubles.

Depuis les premiers jours de mars, la Société des Bourses financières (SBF), organisme chargé du fonctionnement du marché, étudie le principe d'une cotation des immeubles à la suite du dépôt

d'un dossier par France SCAP. Cette jeune firme créée en octobre 1990 à l'initiative de M. Roger Papaz, ancien directeur général des AGF, a développé une nouvelle notion, la SCAP (société en commandite par actions de propriété d'immeuble), pour permettre de négocier en Bourse des immeubles aussi facilement que des titres mobiliers. Le principe est le suivant : se rapprocher le plus possible d'une détention directe d'une part d'actif immobilier prestigieux situé dans les grandes avenues parisiennes. Chaque SCAP sera constituée d'un immeuble déterminé, et sera divisée en un nombre d'actions correspondant au nombre de mètres carrés (ou fraction de mètres carrés selon les quartiers) du bâtiment. Le dividende versé sera composé des loyers après déductions des charges.

Pour les institutionnels, les SCAP leur permettraient de vendre en tranches une partie de leur patrimoine pour réaliser ainsi des plus-values de cession. Ce marché pourra être accessible aux particuliers, désireux de s'offrir des mètres carrés au cœur de Paris et d'acheter des valeurs dont la cote, théoriquement, devrait être inférieure à celles des autres titres financiers actuellement négociés en Bourse. La SCAP pourra-t-elle être opérable ? Oui, en principe, affirment ses initiateurs, mais il faudra lancer une offre d'achat sur l'immeuble en capital pour ne pas léser les minoritaires. Toutefois, le changement de gérance ne se fera pas par une simple prise de contrôle de l'affaire. D'autres conditions vont être définies par France SCAP qui sera alors chargée de veiller à leur application.

Ce projet, toujours à l'étude, intéresse en particulier les assureurs, d'ailleurs très présents dans le capital de France SCAP. Les AGF, le GAN, l'UAP et AXA détiennent chacun 12,5 % des parts, les 50 % restants étant entre les mains d'Acofi (Actions commerciales d'Affaires), un holding de participations qui figurent parmi les premiers actionnaires le Crédit national, GFF, Alms, La Mondiale et le groupe Harwanna.

Si les négociations d'actions de SCAP seront effectuées sur le marché officiel, Immooption, la structure d'intermédiation créée par Finacor, a choisi le gré à gré pour lancer son marché d'options. Le principe est, pour un investisseur, de « gérer le temps » et de se soustraire en partie aux fluctuations des cycles immobiliers. Pour cela, l'intervenant effectue un

achat ou une vente à terme, simplement en achetant ou en vendant une option à un prix fixé d'avance concernant un immeuble bien défini, option qui sera abandonnée ou encaissée par l'acheteur ou par le vendeur s'il choisit de ne pas effectuer l'achat ou la vente de son bien.

En effet, les promoteurs ont besoin d'assurer leur marge contre les aléas de la conjoncture et de protéger leurs programmes dont l'échec peut, le cas échéant, les faire disparaître. Dans ce cas, ils achèteront les options de vente, c'est-à-dire le droit de céder leurs programmes plus tard à un prix fixé d'avance. Inversement, les banques ou compagnies d'assurance, propriétaires d'un immeuble, pourront, si elles veulent céder, vendre une option d'achat, toujours à un prix fixé d'avance, à

un candidat acheteur, un investisseur par exemple, qui, lui aussi, veut se garantir contre un éventuelle chute des prix, notamment en abandonnant son option d'achat. Quant au propriétaire actuel, même s'il ne vend pas, le lancement de l'option d'achat améliorera la rentabilité de son immeuble. Autre cible d'immooption, le crédit-bail immobilier avec, là aussi, des possibilités de « gré à gré » d'achat ou de vente, qui se feront de gré à gré avec la garantie mutuelle de Finacor. Présidée par M. Michel Roche, directeur général de Finacor et dirigée par M. François Toulier avec comme conseiller M. Jean-Loup Telling, Immooption a déjà trouvé l'appui de deux banques, Sofal et Wams.

D. G. et F. R.

ÉCONOMIE

Encouragé par les services du premier ministre

Un accord est en vue entre Angoulême et ses créanciers

Un accord est en vue entre la ville d'Angoulême et le Crédit local de France (CLF), son plus important créancier, à l'issue d'une négociation qui a réuni, vendredi 29 mars, à l'hôtel Matignon, M. Georges Chavaud, maire (CDS) de la ville et M. Pierre Richard, président du CLF. Vivement encouragés par les services du premier ministre, les deux parties ont rapproché leurs points de vue sur le plan à mettre en œuvre pour rétablir la situation financière catastrophique de la cité charentaise (le Monde du 5 février).

Le groupe Caisse des dépôts-Crédit local de France accepte le principe d'un abandon d'une partie de ses intérêts, l'autre partie étant différenciée pendant cinq ans. Pour sa part, le maire d'Angoulême, après avoir dramatisé la situation en menaçant les

prêteurs et les services de l'Etat de poursuites en contentieux, admet un étalement du plan de restructuration sur dix ans au lieu de cinq. Afin d'accélérer le remboursement des petits prêteurs - essentiellement des mutuelles et des compagnies d'assurances - le CLF consentira à la ville un prêt à intérêts réduits d'environ 120 millions. L'effort de l'Etat portera sur une aide de trésorerie. D'accord sur la démarche amiable voulue par M. Michel Rocard, les deux parties sont convenues de se revoir une dernière fois le 9 avril pour concrétiser l'accord. Entre-temps, une commission d'experts indépendants sera chargée de mettre au point « les chiffres prévisionnels de recettes et de dépenses de gestion de la ville pour les années à venir ».

J.-J. B.

Au tribunal de Paris

Les demandes d'interdiction de la publicité comparative des centres Leclerc ont été rejetées

Le tribunal des référés de Paris a rejeté, vendredi 29 mars, les demandes formulées par la Confédération nationale de la boulangerie française, la Fédération nationale des chambres syndicales des horlogers-bijoutiers et le Conseil national de l'ordre des pharmaciens, qui souhaitaient obtenir la condamnation des centres Édouard Leclerc et de l'agence RSCG pour une campagne de publicité comparative diffusée les 18 et 19 mars.

En constatant que la campagne est terminée, le tribunal note dans son jugement que les demandes d'interdiction apparaissent désormais sans objet. Cependant, les bijoutiers et les boulangers avaient sollicité une indemnité provisionnelle à valoir sur les dommages et intérêts qui pourraient leur être accordés ultérieurement par les juges civils. Mais les magistrats relèvent que le litige ne présente pas le caractère de l'« évidence », indispensable pour assurer la compétence d'une juridiction de référés.

M. P.

COMMUNICATION

Télévision et protection de l'enfance

Le CSA assouplit sa position sur la censure des films

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel assouplit sa position sur la diffusion à la télévision des films pouvant heurter la sensibilité des enfants. Dans une lettre adressée le 21 mars aux chaînes, M. Jacques Boutet substitue un contrôle « a posteriori » à une censure « a priori » pour les films interdits aux moins de douze ans. Les télévisions seront libres « d'apprécier si l'évolution des mœurs et des mentalités et l'effet sur la perception du film de sa transmission à la télévision rendent la diffusion de ces œuvres compatibles avec la présence de jeunes téléspectateurs devant le petit écran ».

En revanche, les longs métrages interdits aux moins de seize ans restent exclus du petit écran avant 22 h 30. De même, le CSA « recommande avec insistance » aux télévisions de faire le mardi et pendant les congés scolaires des soirées tout public.

C'est en juillet 1989 que - réagissant à la programmation en première partie de soirée de nombreux films érotiques par la Ciné et de l'Écran - le CSA a décidé d'appliquer dans toute sa rigueur l'article 15 de la loi sur l'audiovisuel (le Monde, nos éditions des 7 et 8 juillet 1989). Un article qui confère au Conseil le devoir de protéger l'enfance contre les agressions de l'image, et en vertu duquel les « avertis » avaient proscrié, sur le petit écran avant 22 h 30 tous les films interdits aux moins de douze ans. La décision avait soulevé de nombreuses protestations dans les milieux du cinéma et une certaine irritation chez M. Jack Lang, soucieux des conséquences d'une telle mesure sur le septième art.

Les chaînes, premiers partenaires économiques de la production cinématographique française, ont en effet immédiatement réagi. « Nous n'allons pas continuer à investir dans des films de cinéma sans être certains de pouvoir les diffuser aux heures de grande écoute », déclara

alors M. Etienne Mougeotte, vice-président de TF 1. De fait, de nombreux contrats de coproduction entre la télévision et le cinéma ont fait figurer des clauses suspensives liées à l'obtention d'un visa tout public. Seuls des scénarios acceptés pouvaient garantir l'argent du petit écran, et la protection de l'enfance risquait de devenir censure de la création.

Le CSA a pris conscience des effets pervers de sa décision. Il a aussi estimé que, depuis un an et demi, la programmation des chaînes aux heures de grande écoute s'était sensiblement assagie. Une rencontre récente avec la Chambre syndicale des producteurs et le Centre national de la cinématographie a permis d'élaborer un compromis qui permet d'éviter la censure économique sans négliger pour autant les impératifs de vigilance morale chers au CSA.

J.-F. L.

Selon le président de la Fédération française des sociétés de journalistes, le groupe Hersant aurait enfreint la loi sur les concentrations. - Selon M. Denis Périé-Daville, ancien journaliste au Figaro et président de la Fédération française des sociétés de journalistes, le groupe Hersant, qui vient de racheter le quotidien le Bien public de Dijon (le Monde du 29 mars), est en infraction avec la loi de septembre 1986 qui interdit à un groupe de presse de contrôler plus de 30 % de la diffusion totale des quotidiens. Dans un entretien avec Libération du 30 mars, M. Périé-Daville indique que le Service juridique et technique de l'information (STI) se penche sur cette question. Le problème est de savoir si, en plus des quotidiens régionaux récemment rachetés - l'Est républicain et le Bien public - le groupe Hersant contrôle ou non une partie du groupe Midi libre de Montpellier, qui fait actuellement l'objet d'un procès (le Monde du 10-11 mars).

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 25 au 28 mars

+ 2,5 % L'œuvre de Pâques

La courte semaine pascal aura permis d'effacer la quasi-totalité des pertes enregistrées au cours des quinze jours précédents dans un marché toutefois relativement calme. Le bilan des quatre séances écoulées, la Bourse étant traditionnellement fermée le Vendredi saint, se solde par un gain de 2,5 %. L'indice CAC 40, en terminant jeudi à 1 816,36 points, se retrouve à 0,8 % de son plus haut niveau de l'année, atteint le 7 mars dernier (1 831,85). Ce regain, après deux jours de hausse (+ 0,08 % lundi, + 0,09 % mardi), a été encouragé par le redressement de Wall Street, permettant à la place française de s'apprécier de 1,24 % mercredi et 1,07 % le lendemain.

Les bonnes nouvelles sont venues d'outre-Atlantique mardi. A la publication de statistiques économiques favorables, s'est ajoutée la dernière étude du patronat américain, la Conférence Board, sur la consommation des ménages aux Etats-Unis, témoignant d'une nette évolution de leur état d'esprit. L'indice de confiance des consommateurs pour le mois de mars a été meilleur qu'attendu, passant à 81 contre 59,4 en février. Cette progression, la plus forte jamais enregistrée depuis 1967, date de la création de ce baromètre, a été bien accueillie par les investisseurs. Pour eux, la récession, amorcée en octobre 1989, a pris fin au début de ce mois.

Cette interprétation, reçue favorablement en France, a masqué en partie les mauvaises nouvelles économiques purement nationales, comme la brutale aggravation du chômage en février (+1,8 %), les résultats décevants des entreprises et, dans une certaine mesure, le ralentissement de la croissance cette année, ramenée à 2 % au lieu des 2,7 % prévus lors de la mise au point du budget 1991. Toutefois, cette prévision gouvernementale implique, compte tenu de la baisse d'activité enregistrée fin 1990, une nette accélération de la croissance à partir de l'été.

Le sida et... Saddam Hussein

Tout cela, bien sûr, sur fond de hausse du dollar, la fermeté du billet vert et l'affaiblissement du mark suscitant toujours des interrogations sur la politique monétaire allemande et ses répercussions sur les taux d'intérêt en France.

Vedette de la semaine, l'Institut Mérieux doit sa forte hausse à la publication, dans l'édition du 27 mars de JAMA (Journal of the American Medical Association), d'un article relatant l'efficacité de l'interféron pour réduire les infections et ralentir la progression du sida. Dans ces conditions, la filiale de Rhône-Poulenc va

déposer des demandes d'enregistrement de ce médicament dans les différents pays européens.

A l'inverse, une information en provenance également des Etats-Unis a provoqué un recul des cours d'Hachette. Selon la chaîne de télévision CBS, le président irakien, M. Saddam Hussein, déclinerait, à travers une série de sociétés écran, d'importants intérêts dans les firmes occidentales. L'une d'entre elles serait Montana Management, société de droit panaméen, possesseur de 8,4 % d'Hachette depuis 1989. Après avoir rappelé que tout le monde peut acheter des titres cotés en Bourse, le groupe d'édition de M. Jean-Luc Lagardère précisait que Montana ne jouait aucun rôle dans la gestion de l'entreprise, celle-ci étant entièrement contrôlée par le holding fermé Marlis. Toutefois, Hachette a décidé d'enquêter sur l'identité des actionnaires de Montana et s'est déclaré prêt à racheter les actions en question.

Quelques événements, comme la reprise des hypermarchés Montaurat par Carrefour, l'entrée d'American Express dans le capital (environ 2 %) et un conseil d'administration du Club Méditerranée ou encore l'association du groupe Lyonnais des Baux - Dumez avec la firme bavaroise de génie civil et d'assainissement Hans Brochier, n'ont pas provoqué de réactions notables sur les cours des valeurs concernées. La plupart des variations importantes ont été provoquées par les annonces de résultats.

Côté pertes, les 6,8 milliards enregistrés par Bull ont entraîné sur le marché un comptant une vive dépression des Machin Bull, dont le titre, incotable à la hausse pendant plusieurs séances, perdait 7,87 % mercredi, jour de la présentation des résultats. La division par trois des résultats de Nord-Est, holding industriel contrôlé par Paribas, ou le recul de 35,5 % des profits de l'équipementier automobile Valeo ont pesé sur ces titres.

A l'inverse, les investisseurs ont salué les fruits de la restructuration de la Compagnie immobilière Phoenix dont les bénéfices sont passés de 15 à 118 millions de francs. Ils ont salué également la performance de la SCOA. Déficitaire depuis plus de dix ans, ce groupe de négoce international, détenu à 29 % par Paribas, est parvenu, en 1990, à réduire ses pertes de près de la moitié, les contenant à 355 millions de francs contre 615 millions en 1989. Toutefois, le retour à l'équilibre, n'est pas attendu avant l'année prochaine... si tout va bien.

DOMINIQUE GALLOIS

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AU RM (%)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
LVHM Moët	547 348	2 102 038 112
Hennessy	837 606	303 075 301
Alc. Alstom	1 205 295	419 100 516
Buez Comp. de	911 822	273 650 796
L'Équipe Copie	137 441	350 453 321
Euro (G. des)	411 829	334 247 804
BSN	581 899	316 304 171
Peugeot SA	738 031	247 627 298
Elit Aquitaine	490 305	241 591 302
Euro. SA-PLC	336 649	239 161 732
L'Air liquide	294 829	208 558 410
Carrefour	475 497	202 279 165
Total (G. des)	411 112	199 081 387

(*) On vendit 21 mars 1991 au jeudi 28 mars 1991 inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Int. M. (NTL)	+2,2	Solvay	-7,8
SCOA	+1,2	SODECO	-7,5
Imperial	+0,8	Capit	-6,8
Imperial Phénix	+0,8	Capit	-6,8
Ros. ALCLAF	+0,7	Fin. L. de	-5,5
Rhône-Poul.	+0,6	Nord et C.	-5,4
Zoffen	+0,4	ALST	-4,5
Lab. R. Bédou	+0,3	ALST	-4,5
Lab. R. Bédou	+0,3	ALST	-4,5
CGP	+0,2	ALST	-4,5
Schneider	+0,1	ALST	-4,5
Oréal (L)	+0,1	Hachette	-4,1
ESSO	+0,1	ALST	-4,0
Projet SA	+0,1	ALST	-4,0

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Cours du vendredi au jeudi

	22-3-91	23-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91
RM	2 533 558	1 847 153	2 277 809	2 188 413	-
Comptant	11 561 387	12 997 695	24 311 644	8 197 760	-
R. et obl.	144 673	88 621	200 447	268 634	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	14 239 618	14 933 469	26 789 900	10 654 807	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	22-3-91	23-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91
France	115,7	116,0	116,0	117,2	-
Etrangères	110,5	110,8	111,7	112,2	-

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
Général	474,4	473,4	476,3	479,7	clos

(base 1 000, 31 décembre 1981)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

	22-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	29-3-91
CAC 40	1 773,55	1 775,09	1 797,06	1 816,36	clos

(base 1 000, 31 décembre 1987)

NEW-YORK

Rebond

+ 1,92 %

Stimulée par les achats de fin de trimestre et par la forte reprise de la confiance des consommateurs, la confiance de Wall Street a récupéré au cours de la semaine précédente, les prises de bénéfices, également d'ordre technique, contenant toutefois l'élan du marché. L'indice Dow Jones des valeurs cotées a franchi la barre des 2 900 points, mardi pour terminer la semaine, écourtée par le congé du Vendredi saint, en hausse de 54,95 points (+1,92 %) par rapport à la clôture de vendredi dernier.

Indice Dow Jones du 28 mars : 2 913,86 (contre 2 858,91)

	Cours 22 mars	Cours 28 mars
Alcoa	65 5/8	65 1/2
ATT	33	34 3/8
Boeing	47 5/8	47 1/2
Chase Man. Bank	36 1/2	37 1/8
De Paul de Nemours	43 1/8	43 5/8
Exxon	57 7/8	58 3/4
Ford	52 3/4	53 3/8
General Electric	66 1/4	69 3/4
General Motors	37 1/2	37 3/4
Goodyear	22 1/8	23 5/8
IBM	111 1/2	114 1/4
ITT	54 1/4	55 5/8
Mobil Oil	64 3/8	64 1/2
Pfizer	104	107
Schlumberger	58 1/2	58 1/4
Teneco	64 1/4	63 3/4
Union Carbide	140 1/2	144 1/2
USX	38 1/4	39 3/4
Westinghouse	28 5/8	29 7/8
Xerox Corp.	53 1/2	57

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Les emprunteurs japonais demeurent très courtisés

Le marché de l'eurofranc français s'apprête à accueillir un emprunt d'une société japonaise dont les obligations seront accompagnées de bons (ou warrants) permettant à leurs détenteurs, durant une certaine période, d'acquiescer des actions à un cours déterminé d'avance. L'affaire est intéressante. Elle montre que le compartiment français est maintenant pleinement associé à tous les grands développements financiers sur le plan international. Ces derniers années, celui-ci était demeuré à l'écart de ce qui concernait l'évolution de la Bourse de Tokyo. Il convient de se féliciter de cette évolution, mais on ne saurait en exagérer l'importance.

Les Japonais sont certes soucieux de diversifier au maximum leurs sources de financement, mais, pour l'instant, leur attention continue de se porter sur trois devises principales : le dollar, le deutschemark et le franc suisse.

Pour leurs émissions internationales, auxquelles sont attachés des warrants qui débouchent sur des actions, la prépondérance de la monnaie américaine demeure incontestée. Il y a à cela au moins deux raisons. Le marché de la devise américaine est le seul à accepter des transactions d'une taille gigantesque pour le compte d'entreprises du secteur privé, et il permet également aux compagnies japonaises de lever des fonds à un coût très bas.

Elles y parviennent en ayant des contrats d'échange avec des intermédiaires financiers spécialisés. De telles opérations - les swaps - conclues à partir du dollar, font qu'actuellement une société japonaise de tout premier plan finit par rémunérer sa dette dans sa propre monnaie à un taux de l'ordre de 3,75 % seulement par an. Cela est nettement inférieur à ce dont il lui faudrait s'acquiescer si elle sollicitait directement le marché du yen. Ces transactions d'échange ne concernent pas les investisseurs.

Il en va de même pour les emprunts libellés en marks, qui se revendent que légèrement plus cher que ceux en dollars si leur débiteur réussit à se débarrasser de tous risques de change. Cela fait des années que les emprunteurs japonais prennent la précaution, dès le départ, de

se protéger contre les aléas des fluctuations de cours de ces devises, tout pour ce qui est du service des intérêts que du remboursement du principal. Longtemps, par contre, ils ne s'en sont pas souciés lorsqu'ils levaient des fonds en francs suisses. Considérant la monnaie helvétique aussi forte que la leur, ils se croyaient à l'abri de toute surprise, ce qui les a amenés à émettre, en Suisse, des obligations convertibles en actions qu'il est difficile d'inclure dans des contrats d'échange.

Pour ce type d'emprunts, il est prévu qu'un peu, à un prix fixé d'avance, transformera les obligations en actions de la même société. Dans la plupart des cas, le porteur a la possibilité de convertir ses titres durant presque toute la vie de l'emprunt. Jusqu'à la conversion, son investissement lui procure régulièrement un rendement, mais ce rendement est nettement plus bas que celui des obligations habituelles.

Un pactole de 7 milliards de francs suisses

Le but premier de l'affaire étant de profiter de l'évaluation de la bourse, si la conjoncture est favorable, l'investisseur accepte sans rechigner que son placement lui rapporte nettement moins que par exemple, des bons du Trésor. Il espère que les cours des actions dépasseront le prix de conversion. Si tel est le cas, son gain sera probablement supérieur à celui d'un placement habituel. Le plus souvent, il ne tardera pas à prendre son bénéfice et, si les perspectives de la Bourse sont encore favorables, il sera enclin à renouveler rapidement son expérience. C'est ainsi que, pendant des années, les mêmes investisseurs ont souscrit à une multitude d'emprunts convertibles japonais en francs suisses. Le tout a pris des proportions considérables, atteignant des dizaines de milliards de francs suisses et entraînant au passage les banques helvétiques, qui prélevaient une commission sur les émissions dont elles s'occupent.

Lorsque la situation est devenue plus incertaine et qu'on a commencé à redouter une réaction négative de la Bourse de Tokyo, il a fallu alerter les investisseurs suisses en leur

proposant un revenu élevé, indépendant de la performance des cours des actions. Pour cela, on a laissé aux porteurs la possibilité d'exiger, à un prix élevé, le remboursement de leurs titres convertibles à mi-cours, et demi, alors que la durée normale de ces emprunts est de quatre à cinq ans.

Assurés d'un rapport non négligeable à une échéance relativement brève, même si la Bourse japonaise devait décevoir leurs attentes, les porteurs ont continué d'acquiescer de nouvelles obligations convertibles. Le krach du début de l'année dernière a montré combien la mesure était justifiée. Les prix de conversion d'une quantité d'emprunts lancés en 1989 ou au début de 1990 demeurent toujours bien supérieurs à celui des actions correspondantes.

Rien que cette année, le volume des titres de ce genre qui pourront ainsi être décaissés par les investisseurs porte sur 7 milliards de francs suisses. Ce montant est important, et de nombreux spécialistes en parlent comme d'un véritable pactole. On estime qu'au moins la moitié sera réinvestie en obligations liées à des actions japonaises. Les grandes banques suisses s'efforcent d'en maintenir le flot sur leur propre marché. Les maisons de titres japonaises, avides de jouer un rôle de premier plan sur l'eurofranc, ne seraient pas mécontentes de le voir se diriger ailleurs, vers le compartiment du dollar ou celui du mark.

Dans ces deux monnaies, il leur est plus facile qu'en Suisse de diriger des transactions pour le compte des grandes entreprises de leur pays. Cela tient à la loyauté dont font preuve les emprunteurs japonais. Sur un marché donné, ils ne changent pas facilement de banque. Les établissements ont, dans leur propre pays, déjà dirigé des opérations pour la plupart des meilleurs signataires nippons. Ce n'est pas le cas ailleurs. Cette situation va déboucher sur un renforcement de la concurrence entre grandes places financières. Logiquement, celle-ci conduira au coût des emprunts japonais par rapport à ce que devront payer les entreprises de notre continent, dont les mandats sont en général beaucoup moins disputés.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar suspendu dans son envol

La monnaie américaine a poursuivi, ces derniers jours, sa phase de hausse rapide, dans une configuration très classique : mouvements violents, interventions des banques centrales, résultats économiques, événements politiques, prises de bénéfices, apaisement en fin de semaine. Une accalmie d'autant plus prononcée que de nombreuses places étaient fermées vendredi 29 mars à l'occasion des fêtes de Pâques.

Le point le plus haut a été atteint à Paris jeudi 28 mars, le dollar cotant 5,8160 francs, son plus haut niveau depuis janvier 1990. Il paraît de 5,6045 francs une semaine plus tôt. Une progression de plus de 3 %, donc, suivant une hausse d'ampleur similaire la semaine précédente. Incontestablement, le marché a eu ensuite besoin de souffler un peu, et la trêve de Pâques est tombée à point nommé. Vendredi, la monnaie américaine retombait donc à 5,75 francs, et l'annonce d'une hausse de 1,1 % de l'indice composite, n'est pas parvenue à le faire reprendre une pente ascendante.

Pourtant, les cambistes vivent désormais largement au rythme des signes de reprise de l'économie américaine et, il y a quelques jours, les propos du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, indiquant que les indices d'un rebond de la conjoncture étaient désormais « tangibles » ne sont pas passés inaperçus.

Les déclarations du ministre des

finances allemand, M. Theo Waigel, selon lesquelles l'économie allemande n'avait jamais traversé une passe si difficile depuis 1949, ont contribué à accentuer la faiblesse du mark, déjà patente depuis plusieurs semaines. La monnaie américaine est montée jusqu'à 1,7170 deutschemark jeudi 28 mars au fixing, gagnant plus de six pfennigs en une semaine. Apparemment peu conscient de l'effet produit par ses propos sur le marché, M. Waigel a également déclaré que l'Allemagne pouvait s'accommoder du niveau actuel du dollar.

Le cours du mark au-dessous de 3,39 francs

Un point de vue qui n'est certainement pas partagé par le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, soucieux avant tout de contenir l'inflation importée et qui, il y a quelques jours, avait déjà affiché son désaccord avec le gouvernement de Bonn sur le sujet de l'union monétaire réalisée avec l'ancienne RDA.

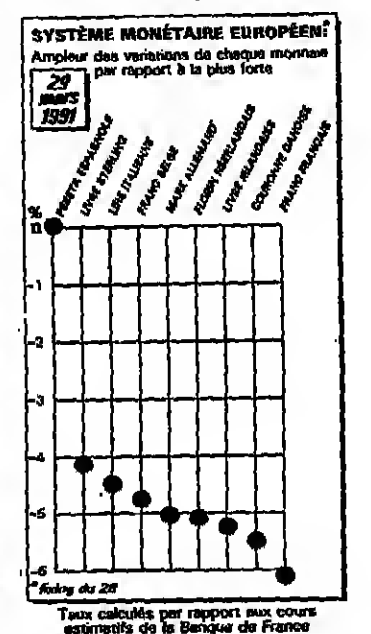
Au milieu de ces rumeurs et de ces turbulences, l'Allemagne a affiché une diminution de ses prix de détail de 0,1 % au mois de mars. Depuis l'indice satisfaisant avant la tempête, affirmant de nombreux spécialistes, qui estiment que l'Allemagne entre désormais dans une période de hausses des prix plus rapide, qui sera encore plus marquée à partir de juillet avec l'entrée en vigueur d'une fiscalité alourdie. A cet

égard, le Crédit lyonnais a publié cette semaine une étude sur le différentiel d'inflation France-Allemagne, qui « se réduira progressivement au cours des prochains mois, pourrait s'annuler avant la fin du premier semestre et même s'inverser à partir de juillet 1991 ».

De quoi satisfaire la Rue de Bercy, et la consoler de voir que le franc se traîne toujours en queue du SME, malgré son raffermissement récent contre le mark. La devise française bénéficie en effet, de même que la livre, des attaques contre le mark. Le cours de ce dernier est revenu à Paris sous la barre de 3,39 francs vendredi 29 mars, pour la première fois cette année, s'échangeant à 3,390 F vendredi, contre 3,4045 F une semaine plus tôt. En revanche, la Banque de France a de nouveau été obligée d'intervenir sur les marchés, de concert avec celle d'Espagne, afin que les monnaies des deux pays puissent être contenues à l'intérieur de la marge de finetuning bilatérale prévue dans le SME.

Quant à l'or, peu désiré même au cours du conflit entre les forces de la coalition alliée et l'Irak, il subit de plein fouet l'ascension du dollar. Jeudi 28 mars, une once de métal fin cotait 355,65 dollars, contre 362,75 le vendredi précédent.

FRANÇOISE LAZARE



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 AU 28 MARS 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ EU	Franc français	Franc suisse	Danmark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York...	1,7344	-	17,1939	68,5233	26,2886	23,336	51,7143	0,07835
	1,7660	-	17,8491	70,8777	26,7340	23,481	53,7933	0,08156
Paris...	10,0872	5,8160	-	396,519	239,004	16,4885	306,77	4,5570
	10,0060	5,6045	-	397,85	240,26	16,5108	301,85	4,5697
Zurich...	2,5311	1,4894	75,8928	-	35,8664	4,1364	75,4718	1,434
	2,5200	1,4110	75,1851	-	35,696	4,1364	75,4718	1,434
Frankfurt...	2,5311	1,4894	75,8928	-	35,8664	4,1364	75,4718	1,434
	2,5200	1,4110	75,1851	-	35,696	4,1364	75,4718	1,434
Bruxelles...	61,2080	35,29	6,0677	24,1811	20,5700	-	16,3489	2,7620
	60,5811	33,92	6,0544	24,036	20,6012	-	16,2758	2,7467
Amsterdam...	3,3538	1,9337	33,2479	1,3240	112,71	5,4794	-	1,5151
	3,3140	1,8560	33,1280	1,3153	112,73	5,4716	-	1,5138
Milan...	223,56	176,27	219,44	874,516	743,92	36,1657	660,01	-
	219,636	172,8	218,87	868,207	744,469	36,1438	660,56	-
Tokyo...	245,857	140,31	24,746	96,1421	81,7827	3,7728	72,5603	0,0139
	245,397	137,35	24,5158	97,3423	81,4193	3,7642	74,0003	0,0139

A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 28 mars, 4,1451 F contre 4,0789 F le vendredi 22 mars.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Statu quo sur les taux d'intérêt

Après une période mouvementée, marquée par la diminution des taux d'intérêt dans plusieurs pays européens (France, Espagne, Grande-Bretagne), le marché a retrouvé un peu de calme au cours des dernières séances. Il est probable que les places obligataires du continent n'aient pas à subir, dans un avenir très proche, de nouvelles décisions de ce type des instituts d'émission. En Grande-Bretagne, la plupart des spécialistes tablent sur une poursuite de la détente du loyer de l'argent avant l'été. En Espagne, la flambée persistante de la peseta incitera peut-être les autorités monétaires à diminuer de nouveau leurs taux directeurs. Mais rien ne paraît imminent.

Légères tensions allemandes

A l'inverse, la reprise des manifestations à Leipzig et les nouvelles catastrophiques sur la situation économique de l'ex-RDA font courir des rumeurs sur un éventuel renchérissement des taux d'intérêt allemands. Le dernier date du 31 janvier et l'on disait à l'époque que le relèvement du taux lombard à 9 %, et de celui de l'escompte à 6,5 % mettrait un terme, pour un moment, au durcissement du crédit. Aujourd'hui, les spéculateurs ne sont plus aussi catégoriques, surtout lorsqu'il s'agit de la multiplication des critiques émanant de banquiers et de hauts responsables allemands à l'égard du chancelier Kohl, qu'ils constatent l'affaiblissement du mark vis-à-vis du dollar et qu'ils appréhendent que l'accès de la place Rouge est bloqué.

Pour autant, une nouvelle décision restrictive de la part de la Bundesbank ne paraît pas s'imposer pour l'instant.

Ces derniers jours, le rendement du « bund », emprunt d'Etat à dix ans, s'est tressé jusqu'à 8,60 %, avant de revenir à 8,33 %, un

niveau sensiblement identique à celui de la semaine précédente. Le climat reste donc globalement bon.

La place française ne pouvait que réagir aux légères tensions allemandes. Le taux de l'OAT dix ans a terminé la semaine à 9,16 % contre 9,13 % une semaine plus tôt. Le MATIF était cette semaine son cinquième anniversaire et de nouveaux satisfaisants : 104,80 pour le contrat notional échéance juin 1992 contre 105,20 une semaine plus tôt. On est plus près du record de hausse (plus de 114 mi-1986) que de celui de baisse (moins de 87 fin 1987).

A noter que si un écart de 0,60 point environ prévaut entre les taux à long terme français et allemand, sur certaines catégories de titres à court terme, ils sont cette semaine devenus identiques : 9,29 % pour les contrats à trois mois FIBOR à Paris et euribor à Londres.

Quant aux Etats-Unis, la halte à la baisse des taux se prolonge, malgré les déclarations du secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, selon lesquelles un assouplissement du crédit « est encore d'actualité ». La platitude des cours reflète l'atténuation des opérations. A New-York, le rendement de l'emprunt phare à trente ans a très légèrement diminué, à 8,24 % le vendredi 28 mars contre 8,31 % le vendredi précédent, tandis que les fonds fédéraux restent légèrement supé-

rieurs à 6 %. D'aucuns affirment que si un nouvel assouplissement il doit y avoir, celui-ci interviendra juste après la publication des statistiques du chômage en mars, le 5 avril.

Sur le marché primaire français, la semaine a été relativement calme, marquée en particulier par un emprunt bien accueilli de la Société générale. L'établissement a émis un milliard de francs à 9,40 % à dix ans, assimilable à une tranche antérieure, un emprunt dont le rendement actuariel s'est établi à 9,52 %. La CAR (Caisse autonome de refinancement) a, pour sa part, lancé un emprunt en deux tranches à prix d'émission fixe 9,50 %. La semaine prochaine, l'activité reprendra avec l'adjudication mensuelle d'OAT (obligations assimilables du Trésor) ainsi que l'émission d'un emprunt de la CCE (Caisse centrale de coopération économique).

Comme il l'avait annoncé la semaine dernière, le Trésor a procédé jeudi 28 mars à son « adjudication à l'envers » sur trois tranches de bons à taux fixe intérêt annuel (BTAN). Au total, l'Etat a racheté, dans le souci « d'élargir » l'échancier de sa dette pour 3,517 milliards de francs BTAN, à des taux compris entre 9,27 % et 9,49 %.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium au plus bas depuis quatorze mois

L'aluminium traverse une mauvaise passe. Le plus léger des non-ferreux, utilisé pour ses qualités aussi bien dans l'aéronautique, le bâtiment, l'automobile, le conditionnement ou l'emballage, souffre plus particulièrement du ralentissement de l'activité dans les grandes économies occidentales, notamment aux Etats-Unis, premier consommateur mondial avec près de 5 millions de tonnes, dont plus de 1 million importées. Résultats, les cours de l'aluminium sont tombés, cette semaine, à leur plus bas niveau depuis janvier 1990 : pour s'établir à 1 412 dollars la tonne au comptant sur le London Metal Exchange (LME).

Plus grave, selon les analystes du secteur, les cours de l'aluminium en termes réels (c'est-à-dire corrigés de l'inflation et des variations de change) sont, eux, tombés à leur plus bas niveau depuis vingt-cinq ans. Aux cours actuels, ce sont environ 10 % de la production occidentale, soit 1,5 million de tonnes, essentiellement concen-

trées en Europe, qui ne sont plus rentables. A la fin du mois de février, M. David Morton, le président d'Alcan Aluminium, le premier producteur mondial d'aluminium primaire, avait déjà prévenu que les perspectives du marché étaient sombres et qu'aucun redressement des prix ne pouvait être attendu à court terme.

Ces remarques, extraites du rapport annuel d'Alcan, coïncident avec la publication de prévisions plutôt pessimistes sur les capacités de production du monde occidental par l'Institut international de l'aluminium primaire (IPIAI).

Le boom du recyclage

Selon l'IPIAI, ces capacités atteindraient 16,208 millions de tonnes fin 1993, contre 14,733 millions en décembre 1990. Depuis, l'IPIAI n'a fait qu'enfoncer le clou de la déprime. Il y a une semaine, l'Institut révélait que la production occidentale avait été de 40 500 tonnes par jour au mois de février 1991. Un rythme jamais vu depuis... 1973. Et les producteurs ne semblent guère enclins à ralentir la cadence.

Malgré certaines craintes, la guerre du Golfe n'a pas affecté l'industrie de l'aluminium naissante du Moyen-Orient, qui ne représente certes que 3 % de la production occidentale, mais dont la paralysie aurait créé des tensions

sur le marché compte tenu du niveau relativement bas des stocks mondiaux. Au plus fort des bombardements sur Bagdad et des risques irakiennes de missiles Scud sur l'Arabie Saoudite, M. Guévin Tofté, responsable de la société Alba, à Bahrein, déclarait, très calmement, que son plan de développement de 1,5 milliard de dollars destiné à doubler sa capacité de production annuelle de 200 000 tonnes était en avance sur le calendrier. De son côté, l'Iran annonçait la prochaine construction d'un complexe d'électrolyse de 220 000 tonnes de capacité, à Bandar-Abbas, dans le sud du pays.

Pour couronner le tout, la production d'aluminium recyclé connaît un véritable boom. Aux Etats-Unis, le taux de recyclage des emballages de boissons a atteint le chiffre record de 63,5 % en 1990. Le calendrier, de son côté, l'Iran annonçait la prochaine construction d'un complexe d'électrolyse de 220 000 tonnes de capacité, à Bandar-Abbas, dans le sud du pays.

Fidèle indicateur de l'activité économique dans le monde industriel, l'aluminium risque donc de connaître pendant encore quelque temps une tendance de marché plutôt morose. Ce qui fait dire à certains que la récession pourrait durer plus longtemps que prévu.

ROBERT RÉGUER

de café destiné à l'exportation. Y a-t-il eu délit d'initié ? Le Brésil a constitué une commission d'enquête sur les éventuelles irrégularités commises pendant les quarante-huit heures précédant l'annonce de la suspension des exportations.

D'ores et déjà, l'enregistrement du café à exporter le 21 mars a été annulé. De son côté, la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) américaine devrait également lancer une enquête sur un possible délit d'initié des exportateurs brésiliens, à la demande des sociétés Nestlé et General Foods.

PRODUITS	COURS DU 28-3
Café (Arabica) Trois mois	1 384 (+ 58) Dollars/tonne
Aluminium (London) Trois mois	1 409 (+ 57) Dollars/tonne
Nickel (London) Trois mois	9 325 (+ 145) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mai	297 (- 1) Dollars/tonne
Café (London) Mai	619 (+ 23) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 105 (- 14) Dollars/tonne
Riz (Chicago) Mai	286,75 (+ 3,75) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mai	252,75 (- 1) Cents/boisseau
Soy (Chicago) Mai	167,60 (+ 1,6) Dollars/courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 43

La crise financière du club de football bordelais

M. Jacques Chaban-Delmas soutient les Girondins envers et contre tout

M. Jacques Chaban-Delmas a fait adopter, vendredi 29 mars, le budget primitif de Bordeaux qui comprend une subvention de 8,3 millions de francs pour les Girondins de Bordeaux FC, alors même que l'avenir du club (liquidation pure et simple ou cessation) doit se décider au plus tard le 10 avril.

BORDEAUX

de notre correspondant

M. Chaban-Delmas ravale « tout ce qu'on raconte » au sujet de « plaisanteries de garçon de bain ». « La maison Chaban s'effondre ? C'est faux ». L'image de Bordeaux entachée par l'affaire des Girondins ? Encore faux, Bordeaux « est la ville française la plus connue au monde après Paris ». « Les Girondins vont entraîner la ruine de la ville ? Moins

les contribuables ne sont pas rancunés », assure le maire.

De fait, hormis la subvention de 8,3 millions de francs, le budget primitif 1991 ne porte pas de stigmates apparents du désastre du club. Mais l'état des emprunts garantis par la ville laisse entrevoir une épée de Damoclès : 64,5 millions de francs en capital figurent au titre des emprunts garantis par la ville de Bordeaux entre 1986 et 1990 au profit des Girondins de Bordeaux FC. Cette garantie devra jouer si le club est mis en liquidation.

Le plan de M. Jean-Pierre Derosé, dernier président en date, démissionnaire depuis la semaine dernière, passait par l'entremise d'une société écran basée en Suisse, la Miradon Holding, et par une société de développement des communications humaines basée, elle, à Luxembourg. M. Jacques Pauly, précédemment mêlé au scandale politico-immobilier de l'affaire Orta, apparaissait également dans le plan de M. Derosé. M. Affieou, le président précédent, affirme qu'il s'agissait d'un circuit de « blanchiment d'argent ». M. Chaban-Delmas balaise ces affirmations : « Le dernier plan Derosé ne m'a pas été présenté. La mairie se tient entièrement absente de ces affaires ».

Renoncer aux garanties d'emprunt

Le maire ne retient que « deux leçons ». Lui qui avait fait voter des prêts de 80 millions de francs de garanties au fil des ans déclare aujourd'hui qu'il « faut renoncer au système des garanties d'emprunt et qu'il faut une sorte de comité de surveillance de la gestion de façon que ne chemine pas sous terrainement un déficit insoutenable ». M. Chaban-Delmas n'admet pas les conclusions définitives de la chambre régionale des comptes à propos de la construction du centre

international de football du Haillan dont la mairie avait confié la maîtrise d'ouvrage aux Girondins de Bordeaux sous la houlette de M. Bez.

La chambre des comptes mettait en lumière « la défectuosité des contrôles municipaux ». De ce fait, 15,6 millions de francs de subvention publique ont été détournés de leur destination. Néanmoins, pour M. Chaban-Delmas « la légalité des opérations n'est pas contestée. Le contrôle exercé par la ville était strict. Je vais étudier l'hypothèse d'un recours devant le tribunal administratif ».

Les observations de la chambre des comptes ont néanmoins été transmises par le parquet à M^{me} Bernadette Pragout, juge d'instruction chargée de l'affaire du Haillan et des finances des Girondins. Le parquet a chargé le SRPJ de Bordeaux d'une enquête préliminaire d'une part sur la lettre de crédit de 40 millions de dollars présentée par M. Derosé comme émanant de la Chemical Bank de New-York, d'autre part sur « l'origine et la réalité du financement du plan Derosé ». Dans le même temps, l'ex-président des Girondins de Bordeaux, Claude Bez, a été entendu comme témoin par le SRPJ de Marseille dans l'affaire Derosé.

Devant cette accumulation d'événements, l'avenir du club de football demeure très incertain. Les administrateurs judiciaires, MM. Chiqui et Philippot, ont jusqu'au 10 avril pour éviter la liquidation.

GINETTE DE MATHA

Nouveaux déboires pour le joueur argentin

Des traces de cocaïne dans l'urine de Diego Maradona

La Fédération italienne de football a annoncé, vendredi 29 mars, que des traces de cocaïne ont été relevées dans l'urine du footballeur argentin Diego Maradona, qui encourt ainsi une suspension.

Le joueur avait été soumis à un contrôle anti-dopage après la rencontre Naples-Bari, le 17 mars. « Le second test, en présence de représentants du joueur et du club, a confirmé les résultats du premier test. Maradona est déclaré positif : des traces de cocaïne ont été retrouvées dans son métabolisme », a déclaré un porte-parole de la fédération italienne de football.

Le représentant de la star argentine lors de ce second test était le docteur allemand Manfred Donike,

qui avait défendu le sprinter canadien Ben Johnson, disqualifié pour dopage au cours des Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Selon la réglementation du football italien, Diego Maradona risque une suspension de six mois à deux ans qui s'étendrait automatiquement à tous les matchs internationaux que la vedette argentine pourrait disputer. La durée de cette suspension doit être déterminée par la commission disciplinaire de la ligue italienne de football qui se réunira la semaine prochaine.

Si une suspension était prononcée, Maradona ne pourrait pas participer cet été à la coupe d'Amérique dans l'équipe d'Argentine.

L'inspecteur des impôts auteur du livre « le Racket fiscal » devrait être suspendu

L'auteur des deux ouvrages à grand succès *Le Racket fiscal* et *Haute à la dictature fiscale*, qui dénoncent les pratiques abusives

de la direction des impôts, devrait être suspendu prochainement de ses fonctions. C'est M. Bernard Tong Viet, inspecteur-vérificateur des impôts à Arles, qui se cachait derrière le pseudonyme de Robert Matthieu. M. Tong Viet, qui avait participé mercredi 27 mars à l'émission de télévision « Le droit de savoir », sur TF1, a cessé de dissimuler son identité.

La suspension est une mesure conservatoire signifiant que le fonctionnaire continue à recevoir son salaire, mais n'exerce plus ses fonctions. Au terme d'une procédure souvent lourde et complexe, pouvant durer de quelques semaines à plusieurs mois, l'administration peut déclarer la révocation. Né en 1946, M. Tong Viet exerce à Arles depuis neuf ans, et est considéré comme un bon inspecteur par ses supérieurs.

charismatique de l'Emmanuel est mort, le 25 mars, à Neuilly. Il a été inhumé le 28 à Paray-le-Monial (Saône-et-Loire). Né le 15 août 1914, Pierre Goursat, ancien critique de cinéma, avait fondé en 1972, avec Martine Laiffre-Catta, un groupe de prières qui allait devenir la communauté de l'Emmanuel. Celle-ci compte plus de 5 000 membres dans une quinzaine de pays, 50 prêtres et une centaine de séminaristes. Elle pratique l'évangélisation dans la rue et anime de grandes assemblées de prière, notamment à son centre de Paray-le-Monial. Mgr Lustiger a présidé une messe à la mémoire de Pierre Goursat en l'église de la Trinité à Paris, avec un représentant du Vatican, Mgr Cordes.

■ CAMBODGE : annulation du congrès du Parti communiste khmer. — Le congrès du Parti communiste au pouvoir à Phnom-Penh, qui devait avoir lieu cette année, a été annulé, a annoncé mercredi 27 mars le président de l'Assemblée nationale, M. Chea Sim. « Les résolutions du dernier congrès sont toujours valables », a déclaré M. Sim sans expliquer les raisons de cette annulation. (AFP.)

TENNIS : France-Israël en Coupe Davis

Capitaine Noah dans son fauteuil

L'équipe de France menait devant celle d'Israël par deux victoires à zéro, à l'issue de la journée d'ouverture du premier tour de la Coupe Davis, vendredi 29 avril à Rennes. Dans le premier simple, Henri Leconte a battu Amos Mansdorf (6-3, 7-6, 3-6, 7-6) et Guy Forget a battu Gilad Bloom (6-4, 6-7, 6-2, 6-4) sur la brève piste qui recouvre le parquet de la salle omnisports d'une ville préférée à Marseille par la Fédération israélienne pour des raisons de sécurité.

RENNES

de notre envoyé spécial

L'histoire de la Coupe Davis retiendra-t-elle l'épisode rennais, cette légère modification au règlement demandée par un capitaine français soucieux de bénéficier d'un fauteuil plus confortable que celui des joueurs lorsqu'ils sont au repos ? Yannick Noah, l'athlète aux longues jambes, voulait bien jouer le conseiller de touche mais il souhaitait un peu plus de confort.

Le joueur fédéra du public français a troqué le short pour le survêtement blanc. Condamné à suivre des yeux la balle jaune, il a cependant été flatté que ses « copains » Guy Forget, Fabrice Santoro et Henri Leconte lui demandent de devenir capitaine

après treize ans de présence en équipe de France de Coupe Davis. Abandonnant les studios d'enregistrement, où il prépare « quelques ballades ar des titres avec des rythmes africains et du reggae », pour aller rejoindre les joueurs à Kay-Biscayne (Etats-Unis) lors d'un tournoi et les observer, Noah l'équipier s'est transformé en conseiller.

Jouer pour son plaisir

Capitaine, il a cholestérol, mais mon rôle est de trancher pour former la meilleure équipe au moment donné. « Je me sens à la fois équipier et encore un peu joueur », ajoute-t-il.

Sur la court, pour parer les défauts de la cuirasse d'Amos Mansdorf, il fait part de ses observations à Henri Leconte, lui recommande de « bouger, de jouer des revers, de faire monter le sautoir, de s'exciter pour être bien dans le rythme ».

Il sait aussi lancer la claquette quand il sent que son joueur a besoin du soutien du public dans un tie-break mal engagé. Leconte reconnaît que l'aide de son capitaine a été importante dans une partie dont le résultat n'était pas évident. « Il m'a dit de bouger plus mes jambes et de jouer mon jeu au moment où il le fallait. Sans lui je n'aurais peut-être pas gagné en quatre sets. » Changement de tactique avec

Guy Forget, l'ancien partenaire de double. Là il ne s'agit plus de pousser la balle à s'exciter, mais au contraire à se calmer. Déboulé par un gaucher nommé Gilad Bloom, qui a obstinément récupéré toutes les balles, la quatrième joueur mondial au classement ATP vit un cauchemar.

Forget, melement, vient chercher la réconfort auprès de Noah. « L'objectif était de forcer Guy à se relâcher, à sortir de sa crispation », assure Noah.

Le capitaine y parvient avec l'aide du frappeur israélien, qui se crispe et multiplie les fautes au bon moment. Forget retrouve son service et conclut le match de la façon dont il aurait dû la conduire.

Yannick Noah peut enfin se lever de son fauteuil de capitaine. La première épreuve du nouveau promu en grade a duré sept heures, pendant lesquelles il a ressenti beaucoup de « poussées d'adrénaline », d'envie de plonger sur la balle, de monter à la volée.

Il évoque une possible retour raquette en main au mois de mai à Hambourg, puis parle de Roland-Garros, son vrai jardin. Mais il n'éprouve plus le besoin de gagner des matches pour prouver aux autres qu'il existe. Noah le sage de traite et un ans souhaite simplement jouer pour son plaisir.

SERGE BOLLOCH

Coincidence du calendrier

Les juifs célèbrent Pessah et les chrétiens Pâques

Alors que les musulmans observent le jeûne du ramadan, juifs et chrétiens devaient célébrer presque simultanément, respectivement le samedi 30 et dimanche 31 mars, les fêtes de Pessah (qui commémore chez les juifs la traversée par les Hébreux de la mer Rouge, signe de leur libération) et de Pâques (pour les chrétiens, la Résurrection du Christ). Ce hasard de calendrier a provoqué l'arrivée de 40 000 pèlerins et de touristes, qui avaient déserté Israël pendant les événements du Golfe.

A Rome, vendredi 29 mars au soir, le pape a conduit le traditionnel chemin de croix à travers la Colisée, suivi par 30 000 pèlerins : « Le pouvoir du mal est vaincu sur la croix », a affirmé Jean-Paul II, et

l'espérance renait en tout homme qui souffre, qui est persécuté, fatigué ou découragé.

Le même jour de vendredi saint, comme il le fait chaque année depuis son arrivée à l'archevêché de Paris il y a dix ans (le Monde du 29 mars), le cardinal Lustiger a conduit un chemin de croix à Montmartre, en gravissant les 298 marches qui mènent du square Villerie à la basilique du Sacré-Cœur. 7 000 fidèles l'ont suivi, 3 000 catholiques ont enfin participé, entre le rond-point des Champs-Élysées et l'église Saint-Pierre de Chaillot, à un autre chemin de croix, animé par cette paroisse du huitième arrondissement et par la communauté eucharistique de l'Emmanuel.

Un peu moins de dix mille morts en douze mois

Légère amélioration de la sécurité routière

La lente amélioration de la sécurité routière se poursuit depuis le mois de novembre 1990. Les réminiscences du mois de février le confirment et font passer, pour la première fois depuis 1987, le bilan annuel sous le chiffre des dix mille tués. Si l'on compare les douze mois allant de mars 1990 à février 1991 à la période comparable de mars 1989 à février 1990, les progrès sont nets. Le nombre des accidents corporels s'élève à 157 393 au lieu de 170 151 (-7,5 %), celui des tués à 9 986 au lieu de 10 643 (-7,6 %), celui des blessés à 218 455 au lieu de 235 384 (-7,2 %).

Cette diminution de ce qui reste une bécatombe, on peut l'expliquer à

plus de cent vies épargnées en moyenne chaque mois. Elle ne s'explique pas seulement par un trafic qui a tendance à baisser, notamment en février où il a reculé de 4 %. Incontestablement, la limitation de la vitesse à 50 km/h en ville, le port obligatoire de la ceinture de sécurité aux places arrière et les campagnes médiatiques qui ont précédé le 1^{er} décembre 1990, date de la mise en œuvre de ces deux mesures, ont joué un rôle modérateur. Par exemple, en décembre et en janvier on a relevé en ville -18,4 % d'accidents corporels, -18,2 % de tués, -22,4 % de blessés graves.

Malgré les campagnes de communication menées par la Sécurité routière, notamment à la radio, il n'est pas exclu que l'amélioration en cours soit stoppée si les automobilistes français considèrent la fin de la guerre du Golfe et les prix modérés du carburant comme le signal d'une utilisation moins raisonnée de leur véhicule. La mise en place du permis de conduire à points à partir du 1^{er} janvier 1992 devrait permettre aux pouvoirs publics de relancer la mobilisation en la matière.

AL F.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a dix ans, l'attentat contre Ronald Reagan..... 2

ÉTRANGER

La situation au Mali

Des élections devaient être organisées avant la fin de l'année..... 5

La guerre civile au Rwanda

Signature d'un accord de cessez-le-feu..... 5

La lente évolution du Laos

Les timides ouvertures du Parti communiste..... 5

POLITIQUE

Une initiative socialiste

Le PS crée une Fondation Jean-Jaurès pour la formation et la recherche..... 6

Livres politiques

Iles et archipels, par André Laurens..... 6

SOCIÉTÉ

Une cathédrale pour Evry

La première pierre posée le jour de Pâques..... 7

Après les violences à Sartrouville

M. Delabarre veut ouvrir le dialogue avec la jeunesse des banlieues : Les syndicats de policiers mettent en cause les sociétés de gardiennage..... 7

CULTURE

La mort de Guy Bourdin

Le photographe laisse une œuvre incomparable, parmi les plus fortes et les plus novatrices des trente dernières années..... 8

La Biennale du Val-de-Marne

..... 8

HEURES LOCALES

■ Les soutiers de la décentralisation : Les « miracles » d'un ministre-maire dans sa commune

■ Débats : « L'écologie », un test pour un véritable partenariat États-régions », par Patrice Martin-Lalande..... 11 à 14

ÉCONOMIE

Ouverture sociale en Europe

..... 15

Dixième plan économique en Argentine

Le gouvernement tente de stabiliser le taux de change..... 15

Services

bonnements..... 2

armet..... 10

Archives financières..... 16-17

Météorologie..... 10

Mots croisés..... 7

Radio-Télévision..... 10

Spectacles..... 9

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 30 mars 1991 : tiré à 357 908 exemplaires.

1990

L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE

Une collection

Le Monde. Édition

EN VENTE EN LIBRAIRIE

